

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMENT EXPLIQUER L'ÉCHEC AMÉRICAIN EN IRAK :
L'INFLUENCE DES ANALOGIES HISTORIQUES SUR LE PROCESSUS DÉCISIONNEL
DE L'ADMINISTRATION BUSH

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR MARIE-CHANTAL LOCAS

SEPTEMBRE 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit de deux années de dur labeur et n'aurait jamais vu le jour sans le soutien et la participation de plusieurs personnes de mon entourage. Je tiens d'abord à remercier mon directeur, Charles-Philippe David, qui a cru en moi et qui m'a permis de travailler dans un environnement stimulant, dynamique et vivant. Sa passion et son dévouement ont été et resteront pour moi une grande source d'inspiration.

Merci à mes parents, Yves et Carole, pour leur soutien indéfectible. Merci de m'avoir endurée dans les moments difficiles et de m'avoir encouragée quand j'en avais besoin. Merci maman pour toutes ces heures de lecture!

Merci à tous mes collègues de la Chaire Raoul-Dandurand, Jean-Philippe Adam, Sébastien Barthe, Linda Bouchard, Véronique Bourbeau, Frédérick Gagnon, Pierre-Olivier Garand, Céline Huyghebaert, Pierre-Louis Malfatto, Julie Médam, Joël Plouffe, Olivier Quenneville, Nicolas Riendeau, Julien Saada, Julien Tourreille et Élisabeth Vallet, pour vos opinions, commentaires et suggestions. J'ai passé grâce à vous une année merveilleuse. Vous allez me manquer!

Merci à Véronique Bourgon pour son amitié de longue date, à Nathalie Gobeil pour ses conseils éclairés et à Marie-Pier Déry pour sa grande écoute. Merci à Sam Razavi pour son entrain, son énergie et sa bonne humeur. Merci à David Grondin et Étienne Lévesque avec qui je vais poursuivre mes études à l'Université d'Ottawa.

Enfin, un merci tout spécial à ma sœur Julie, ma complice, mon amie à qui je dédie ce mémoire. Merci d'être toujours là pour moi!

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION.....	1
Les politiques américaines de reconstruction en Irak	2
Cadre d'analyse.....	15
 PREMIÈRE SECTION	
L'ANALOGIE ALLEMANDE COMME INSTRUMENT D'ANALYSE	26
1.1 L'approche cognitive	26
1.1.1 Le rôle des analogies historiques dans le processus décisionnel aux États-Unis	27
1.1.2 Le choix d'une analogie par les décideurs	30
1.1.3 Les conséquences de l'utilisation des analogies historiques comme instrument d'analyse	32
 1.2 L'utilisation de l'analogie allemande dans les prises de décision de l'administration Bush.....	36
1.2.1 L'utilisation de l'analogie allemande dans la planification des politiques de reconstruction en Irak.....	37
1.2.2 L'utilisation de l'analogie allemande une fois sur le terrain.....	45
1.2.3 Les faiblesses de l'analogie allemande	56
 DEUXIÈME SECTION	
L'ANALOGIE ALLEMANDE COMME OUTIL DE PERSUASION.....	66
2.1 L'approche politique	66
2.1.1 Le rôle des analogies historiques dans le discours des dirigeants américains	67
2.1.2 Les conséquences de l'utilisation des analogies historiques comme outil de persuasion.....	72

2.2 L'analogie allemande dans les discours publics	75
2.2.1 Libérer l'Irak de son tyran.....	76
2.2.2 Un plan Marshall pour la démocratisation de l'Irak	84
2.2.3 L'insurrection irakienne et les Werewolves allemands	95
CONCLUSION.....	101
BIBLIOGRAPHIE.....	109

RÉSUMÉ

Il y a cinq ans déjà, les États-Unis lançaient en Irak une intervention militaire visant à renverser le régime de Saddam Hussein. Depuis, les soldats américains tentent en vain de stabiliser le pays et d'en faire un exemple de démocratie pour l'ensemble de la région. Encore aujourd'hui, les progrès accomplis sur le terrain demeurent extrêmement fragiles et les critiques à l'endroit de la stratégie de l'administration Bush se font de plus en plus nombreuses.

L'objectif de notre mémoire sera d'expliquer certaines des erreurs commises par les Américains en Irak, notamment l'ampleur bien trop grande du processus de débaathification ainsi que l'arrêt du transfert de souveraineté au peuple irakien au cours de l'été 2003. Pour ce faire, nous ferons d'abord un bref historique de l'occupation américaine en Irak. La thèse que nous défendrons par la suite est que le parallèle fait par plusieurs membres de l'administration Bush entre la reconstruction de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction de l'Irak après la chute de Saddam Hussein les a menés à mettre en place une série de politiques qui n'étaient pas adaptées à la réalité sur le terrain. Dans un premier temps, nous étudierons le rôle joué par l'analogie allemande dans le processus décisionnel de la Maison-Blanche au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak afin de démontrer son impact réel sur les prises de positions de certains décideurs. Nous verrons ensuite comment l'analogie allemande, en plus d'avoir été un instrument d'analyse de la situation irakienne, a été utilisée par l'administration Bush comme outil de persuasion afin de convaincre le Congrès de même que la population américaine du bien-fondé des actions politiques mises en place en Irak. Cela nous permettra enfin de constater les diverses conséquences de l'utilisation de cette référence historique à Bagdad comme à Washington.

Mots-clés : États-Unis, Irak, politique étrangère américaine, analogies historiques, processus décisionnel.

INTRODUCTION

Le 17 mars 2003, le président américain, George W. Bush, lançait un ultimatum à Saddam Hussein lui donnant 48 heures pour quitter l'Irak sans quoi les États-Unis et leur « coalition des volontaires¹ » allaient utiliser la force pour faire tomber son régime. Depuis 1998, année où fut voté par le Congrès le *Iraq Liberation Act*, les Américains avaient ouvertement exposé leur volonté de voir le dictateur irakien être renversé². Alors que Washington avait agi tout au long des années 1990 avec le consentement de la communauté internationale, les événements du 11 septembre 2001 ont fourni à l'administration de George W. Bush le prétexte pour agir unilatéralement en ignorant les recommandations de plusieurs alliés et des institutions internationales qui avaient jusqu'alors pris en charge le dossier irakien.

Peu de temps après le rejet de l'ultimatum par Saddam Hussein, Bagdad tombait aux mains des forces armées américaines et les images des fusiliers marins faisant basculer la statue du dirigeant déchu faisaient le tour du monde. Le 1^{er} mai, soit moins de deux mois après le déploiement des États-Unis en Irak, George W. Bush déclarait « mission accomplie » à bord du *USS Abraham Lincoln* et annonçait la fin des opérations de combat majeur. Dix jours plus tard, l'ex-ambassadeur L. Paul Bremer III prenait les commandes de l'Autorité provisoire de la coalition (APC) dont la mission était d'administrer le pays en attendant le moment propice pour transférer la souveraineté au peuple irakien. Aujourd'hui, soit cinq ans plus tard, la situation en Irak demeure critique. Le gouvernement élu démocratiquement est incapable de faire

¹ Alors que son père l'avait déjà utilisée en 1990, cette expression a été employée publiquement pour la première fois par George W. Bush dans un discours prononcé lors d'un Sommet de l'OTAN en novembre 2002. L'administration Bush l'a ensuite utilisée pour faire référence aux pays ayant donné leur appui à l'invasion de l'Irak de 2003.

² « It should be the policy of the United States to support efforts to remove the regime headed by Saddam Hussein from power ». Library of Congress, *Iraq Liberation Act of 1998*, [en ligne]. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c105:H.R.4655.ENR>: (page consultée le 4 septembre 2007).

progresser la réconciliation nationale, d'assurer la sécurité de son peuple ou de lui fournir les services essentiels de base auxquels il est en droit de s'attendre. Les Américains, toujours présents sur le territoire ont de moins en moins d'influence sur le cours des événements et les décisions prises par l'administration Bush sont de plus en plus contestées à travers le monde de même qu'à Washington. Les débats portant sur l'avenir de l'Irak sont nombreux, mais personne ne semble détenir la solution pour mettre un terme à ce que plusieurs qualifient déjà depuis un certain temps de guerre civile³.

Les politiques américaines de reconstruction en Irak

Au lendemain du 11 septembre 2001, l'administration Bush décidait de faire de l'Afghanistan sa cible prioritaire dans la lutte contre le terrorisme. Malgré cela, dès le 17 septembre, le président américain demandait à Donald Rumsfeld, alors secrétaire à la Défense, de poursuivre le travail de planification de l'intervention militaire en Irak amorcé plus tôt au cours de l'année⁴. Au même moment, plusieurs chercheurs et journalistes commençaient à étudier la question de l'après-Saddam. Dans quel état allait être l'Irak après la chute du dictateur? Quels étaient les principaux défis qu'allaient rencontrer les Américains une fois le régime tombé? Comment instaurer en Irak un régime démocratique après toutes ces années de dictature? Selon Hichem Karoui « presque tout ce qui devait être dit sur la période post-Saddam a été dit des années avant l'invasion, et pas toujours par des Américains ou des Britanniques⁵ ». En réalité, la planification de l'intervention américaine en

³ « In fact, there is a civil war in progress in Iraq, one comparable in important respects to other civil wars that have occurred in postcolonial states with weak political institutions », James D. Fearon, « Iraq's Civil War », *Foreign Affairs*, vol.86, no2 (mars-avril 2007), pp.2-7.

⁴ Depuis l'arrivée de Rumsfeld au département de la Défense, toute une série de plans d'opérations militaires était en cours de révision et les plans concernant l'Irak ne faisaient pas exception. Bob Woodward, *Plan d'attaque*, Paris, Denoël, 2004, p.42.

⁵ Hichem Karoui, *L'après-Saddam en Irak : les plans, les hommes et les problèmes*, Paris, Harmattan, 2005, pp.32-33.

Irak a débuté très peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001, tant au sein du gouvernement américain que dans les différents centres et instituts de recherche aux États-Unis ainsi qu'ailleurs dans le monde. En effet, dès le mois d'octobre 2001, l'administration Bush mettait sur pied le *Future of Iraq Project*, impliquant diverses agences fédérales ainsi que plusieurs exilés irakiens et bénéficiant d'un budget total de 5 millions de dollars afin d'anticiper l'après-Saddam en Irak⁶. À travers ce vaste effort de planification, le gouvernement américain a produit toute une série de documents où étaient mises en évidence les difficultés d'une éventuelle occupation américaine en Irak⁷. En plus de ce projet, plusieurs *think tanks* américains ont publié au cours de l'année 2003 des rapports dans lesquels ils faisaient l'analyse des différentes tâches qu'allait devoir accomplir le gouvernement américain en Irak. Alors que certains parlaient de politique de débaathification et de grand conseil à la manière afghane lorsqu'il était question d'occupation à long terme, d'autres faisaient plutôt référence à l'occupation américaine au Japon et en Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale et considéraient que les États-Unis devaient s'engager dans un effort de changement à long terme des valeurs sociales et culturelles fondamentales de l'Irak afin d'y implanter définitivement un régime démocratique. Pour certains, dont l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, il s'agissait là d'une occasion en or de changer la face du monde arabe⁸. Ainsi, entre 2001 et 2003, les

⁶ En tout, 17 groupes de travail ont été créés afin d'analyser les infrastructures économiques et sociales de l'Irak qui allaient devoir être reconstruites après le renversement de Saddam. En mai 2002, le Congrès américain autorisait un budget de 5 millions de dollars pour financer les travaux de ces différents groupes. Ce projet constitue donc le plus vaste effort de planification d'après-guerre mis sur pied par le gouvernement américain afin d'instaurer un régime démocratique en Irak. Les différents groupes de travail ont rédigé un total de 1 200 pages divisées en 13 volumes.

⁷ « While not offering a coherent or finished blueprint for the postwar political order, it did produce a generally viable strategy for filling the vacuum or authority and launching a transition to a considerably more representative, accountable, and responsible government that Iraq had known for many decades ». Larry Diamond, *Squandered Victory: the American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy to Iraq*, New York, Times Books, 2005, p.26.

⁸ James Woolsey cité dans James Fallows, « The Fifty-first State ? », *The Atlantic Monthly*, vol.290, no4 (novembre 2002), pp.53-64.

Américains ont anticipé et débattu l'après-guerre, si bien que l'on aurait pu croire qu'ils avaient réfléchi adéquatement aux conséquences qu'entraînerait l'invasion de l'Irak.

Après la chute du régime baathiste, les États-Unis ont établi en Irak une structure d'occupation. C'est l'ex-général Jay Garner, qui avait été nommé en janvier 2003 à la tête du Bureau pour la reconstruction et l'assistance humanitaire (BRAH), qui fut désigné responsable de la reconstruction civile de l'Irak avec son équipe composée de diplomates et d'autres membres du personnel gouvernemental américain agissant en collaboration avec des exilés irakiens à titre de conseillers et d'administrateurs dans les différents ministères du pays. Au moment de sa création, le BRAH fut placé sous la direction du département de la Défense et sa mission consistait à coordonner à la fois les aspects sécuritaires, politiques et économiques de l'après-guerre⁹. Le BRAH avait aussi pour fonction d'établir des liens avec les agences spécialisées de l'ONU, les agences spécialisées des autres gouvernements de la coalition ainsi qu'avec diverses ONG susceptibles de soutenir les Américains dans leur effort de reconstruction de l'Irak. Le BRAH a donc en quelque sorte été créé pour poursuivre le travail amorcé plus tôt par le *Future of Iraq Project*. Malheureusement, les membres du BRAH, incluant Jay Garner, n'ont été mis au courant de l'existence de ce projet qu'à la fin du mois de février 2003, au cours d'un exercice de simulation des opérations d'après-guerre¹⁰. Créé moins de huit semaines avant le lancement de l'intervention militaire en Irak, le BRAH « had to invent itself from scratch¹¹ », ce qui représentait un défi de taille. Selon James Dobbins, qui a

⁹ Le BRAH fut créé le 20 janvier 2003 par la *Directive présidentielle de sécurité nationale 24* qui confiait par la même occasion au Pentagone la responsabilité des opérations de reconstruction en Irak.

¹⁰ « Though Garner was in desperate need of expertise, he was instructed by Secretary of Defense Rumsfeld to ignore the Future of Iraq Project », David L. Phillips, *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Westview Press, 2005, p.128.

¹¹ Ibidem.

supervisé les opérations d'après-guerre en Haïti, en Somalie, en Bosnie et au Kosovo, plutôt que d'utiliser les structures qui avaient servi aux opérations de *nation-building* au cours de la dernière décennie, l'administration Bush a tout simplement décidé d'en créer de nouvelles. En effet, les responsabilités qui avaient jusque là été confiées au département d'État et à l'Agence de développement international ont été transférées au département de la Défense qui ne bénéficiait pas nécessairement de l'expertise nécessaire pour effectuer ce genre de tâches¹². De son côté, le secrétaire d'État, Colin Powell, reconnaissait tout de même qu'il était logique de confier la responsabilité des opérations d'après-guerre au département de la Défense puisque celui-ci allait disposer de dizaines de milliers de troupes sur le terrain, de l'argent et des ressources nécessaires. De plus, selon Powell, une telle option n'était pas en soi extraordinaire puisque c'est ce qui avait été fait en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale¹³.

Au moment de l'entrée en fonction de Jay Garner à la tête du BRAH, il semblait y avoir un certain consensus autour du fait que de travailler avec les institutions gouvernementales existantes en Irak était un élément fondamental de la stratégie américaine. En effet, selon Douglas F. Feith, après avoir éliminé les Baathistes impliqués dans les atrocités commises par le régime de Saddam, les différentes institutions gouvernementales ainsi que les principaux ministères allaient toujours être en mesure d'assurer la gestion quotidienne du pays¹⁴. Selon le colonel Paul Hughes, il suffisait donc d'exclure les Baathistes les plus influents des ministères tout en maintenant en place le plus grand nombre de fonctionnaires possible. Ceux-ci allaient par la suite pouvoir continuer leur travail sous la

¹² James Dobbins cité dans Katherine McIntire Peters, « Blind Ambition », *Government Executive* [en ligne], 1er juillet 2004. <http://www.govexec.com/features/0704-01/0704-01s3.htm> (page consultée le 7 mai 2007).

¹³ Bob Woodward, *Plan d'attaque*, op. cit., p.112.

¹⁴ David L. Phillips, op. cit., p.125.

supervision de conseillers ministériels choisis par les Américains¹⁵. Pendant la phase de transition, le BRAH devait progressivement remettre le pouvoir entre les mains d'une administration irakienne intérimaire qui assurerait le fonctionnement du gouvernement et aurait pour tâche de reconstituer l'appareil militaire irakien afin d'assurer la sécurité du pays. Au bout de neuf mois seulement, une assemblée constituante devait être formée dans le but de rédiger une nouvelle constitution pour l'Irak. Une fois cette tâche accomplie, une administration irakienne pleinement souveraine devait être établie pour ensuite organiser des élections libres et démocratiques moins de deux ans après la chute de Saddam Hussein.

Dès le lancement de l'intervention militaire en Irak, Jay Garner et son équipe prirent la direction du Koweït, où ils devaient attendre la fin des opérations de combat avant d'être redirigés vers Bagdad¹⁶. Le général Garner n'était toutefois pas en accord avec cette décision puisqu'il craignait les conséquences du vide sécuritaire qui était en train de s'installer au cœur de l'Irak depuis la chute de son dictateur¹⁷. Le 21 avril, après avoir convaincu le général Tommy Franks de lui donner l'autorisation de se rendre à Bagdad, Garner put enfin constater de ses propres yeux l'ampleur du travail qui l'attendait¹⁸. En effet, dès les premiers jours de la libération, les vandales et les

¹⁵ Katherine McIntire Peters, loc. cit.

¹⁶ Le général Richard Myers, chef d'état-major des armées des États-Unis, insistait sur le fait que Garner n'avait pas besoin d'être sur le terrain en Irak pour accomplir son travail, alors que le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM affirmait : « Think about this. It isn't going to do either of us any good to get a bunch of your civilian killed in Bagdad », Bob Woodward, *State of Denial*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.169.

¹⁷ Plusieurs experts avaient mis en garde l'administration Bush face à cet éventuel vide sécuritaire qui risquait de s'installer suite à la chute de Saddam Hussein. Voir à ce sujet Center for Strategic and International Studies, *A Wiser Peace: An Action Strategy For a Post-Conflict Irak*, [en ligne]. <http://www.Irakwatch.org/perspectives/csis-wiserpeace-012103.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁸ « Look Tommy. Bagdad has vacuums in it that are being filled up with things you and I don't want it to be filled up with, and we're not going to be able to get rid of those things unless we get in there now », Jay Garner cité dans Bob Woodward, *State of Denial*, op. cit., pp.169-170.

pilleurs avaient pris d'assaut la ville ainsi que plusieurs autres localités à travers le pays. Bien que, conformément aux recommandations du *Future of Iraq Project*, Thomas Warrick avait fourni une liste de différents sites à sécuriser aux militaires américains, ceux-ci ont tout simplement fait attention de ne pas les bombarder, mais n'ont pris aucune autre mesure pour les protéger¹⁹. En fait, la seule institution irakienne défendue efficacement par les Américains fut le ministère du pétrole. Ainsi, les infrastructures électriques furent démantelées, ce qui causa de nombreuses interruptions de courant, privant les Irakiens d'eau, d'éclairage et de tout système de réfrigération. Les universités, les institutions culturelles, les hôpitaux et les dépôts d'armement qui avaient été scellés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont également été la cible des pillers et des vandales. Cette situation a eu, comme Garner le craignait, d'importantes répercussions sur la suite des événements. En effet, des 23 ministères irakiens existants, seulement six étaient encore fonctionnels après la chute de Saddam Hussein, puisque les édifices des 17 autres avaient été complètement détruits ou lourdement endommagés. Les professionnels irakiens, sur qui comptait Washington pour entreprendre la reconstruction de leur pays, étaient démoralisés et le chaos qui s'était installé avait miné leur confiance envers les États-Unis. Même après avoir pris conscience de l'ampleur des dégâts, le Pentagone ne chercha pas à rectifier le tir en déployant sa police militaire ou en demandant aux Britanniques de le faire²⁰. De plus, vu la complexité de la situation sur le terrain et les opérations militaires toujours en cours, de nombreux problèmes logistiques ralentissaient considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire vers la population irakienne. Pourtant, Garner avait fait de ce besoin une priorité dans sa planification de l'après-guerre. En effet, Washington devait selon lui garantir un

¹⁹ On retrouvait sur cette liste différentes infrastructures et équipements administratifs, des institutions financières, des sites religieux, des monuments culturels, etc.

²⁰ Un tel choix aurait été judicieux lorsqu'on connaît la réputation de la police militaire britannique, reconnu pour son efficacité en situation post-conflit et dont l'expérience fut acquise dans les rues de l'Irlande du Nord.

flot constant d'aide humanitaire pour combler les nécessités de base du peuple irakien et afin de gagner sa confiance. Pour ce faire, le BRAH devait travailler en collaboration avec les agences spécialisées de l'ONU et diverses ONG, mais celles-ci coopéraient habituellement avec des agences gouvernementales civiles et non pas avec le département de la Défense américain.

Au début de l'intervention américaine en Irak, l'administration Bush avait annoncé que les troupes américaines allaient y demeurer jusqu'à l'instauration d'un régime démocratique, stable et en paix avec ses voisins. En avril 2003, le sous-secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz, déclarait que Washington espérait pouvoir mettre en place un régime de succession dans les six mois suivant la chute de Saddam Hussein²¹. La première rencontre à cet effet eut donc lieu le 15 avril à Nasiriyah ou plus de 100 personnes représentant les diverses sensibilités idéologiques de la société irakienne furent invités par les États-Unis à venir discuter de l'avenir de leur pays. Une seconde rencontre du même genre eut lieu à Bagdad le 26 avril, regroupant cette fois plus de 250 Irakiens. Au cours de la troisième rencontre, prévue le mois suivant, les membres de l'administration irakienne par intérim devaient être choisis par leurs pairs. Mais cette troisième rencontre n'eut jamais lieu puisque dès son entrée en fonction, le nouvel administrateur de l'Irak, L. Paul Bremer III, décida de la remettre à plus tard. En effet, le 6 mai 2003, sous le poids des critiques, le président Bush démettait Jay Garner de ses fonctions et le remplaçait par l'ex-ambassadeur L. Paul Bremer III. Ce dernier arriva à Bagdad le 12 mai et dirigea pendant un an l'APC²², légitimé par la résolution 1483 du Conseil de Sécurité de l'ONU²³. Bien que

²¹ Hichem Karoui, op. cit., p.161.

²² Pour un résumé des actions entreprises par l'APC entre mai 2003 et juin 2004, voir Coalition Provisional Authority, *An Historic Review of CPA Accomplishments* [en ligne]. http://www.cpa-iraq.org/pressreleases/20040628_historic_review_cpa.doc (page consultée le 4 septembre 2007).

²³ Cette résolution, votée le 22 mai 2003, avait aussi comme effet de lever les sanctions imposées à l'Irak, Conseil de sécurité de l'ONU, *Résolution 1483* [en ligne]. <http://daccess->

l'administration Bush ait déclaré à l'époque que ce changement était prévu depuis longtemps, plusieurs soupçonnent en fait la Maison-Blanche d'avoir voulu se débarrasser de Garner non seulement parce qu'on était insatisfait de la tournure des événements en Irak, mais aussi en raison de certaines divergences idéologiques. En effet, il semblerait que les efforts de Garner pour réhabiliter le plus grand nombre possible de fonctionnaires anciennement membres du parti Baath et pour réformer les forces armées irakiennes ne faisaient plus l'unanimité au sein du gouvernement américain. Le fait que Garner se soit montré réticent à accorder un rôle majeur aux exilés irakiens proches de certains hauts dirigeants aux États-Unis n'a certainement pas non plus joué en sa faveur²⁴.

Une des premières actions de Paul Bremer à son arrivée à Bagdad fut donc d'annuler la rencontre au cours de laquelle les membres de l'administration irakienne intérimaire devaient être nommés. En fait, les officiels américains craignaient que les différentes factions existantes ne puissent former une autorité stable et que les groupes chiites islamiques occupent une trop grande place au sein de ce gouvernement transitoire. Pour cette raison, ils ont tout simplement décidé d'arrêter le processus et d'abandonner l'idée de transférer rapidement la souveraineté à un gouvernement irakien. L'APC a plutôt opté pour la création d'un corps consultatif représentatif du pluralisme de la société irakienne composé de 25 à 30 membres. Toutefois, devant la montée du ressentiment populaire, l'augmentation des pertes humaines parmi les troupes de la coalition et les pressions exercées par l'opposition irakienne, Bremer n'eut d'autre choix que de revenir sur sa décision. Le 23 juin 2003, ce dernier annonçait finalement que le groupe de 25 à 30 Irakiens qu'il allait

[ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/RES/1483%20\(2003\)&Lang=F&Area=UNDOC](http://ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/RES/1483%20(2003)&Lang=F&Area=UNDOC) (page consultée le 4 septembre 2007).

²⁴ David L. Phillips, *op. cit.*, pp. 140-141.

sélectionner aurait une autorité réelle plutôt qu'un simple rôle consultatif²⁵. Ainsi, le conseil qu'ils allaient former se verrait confier la responsabilité de nommer les ministres, de mettre en place les politiques et de convoquer une assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution irakienne. Le Conseil de gouvernement transitoire entra donc en fonction le 13 juillet 2003 et fut très favorablement accueilli par l'ensemble de la communauté internationale, notamment grâce à sa composition qui représentait la diversité ethnique et religieuse du pays. En effet, la résolution 1500 du Conseil de sécurité de l'ONU le qualifiait de « largement représentatif » et applaudissait sa création qui marquait « une étape importante vers la formation par le peuple Irakien d'un gouvernement représentatif internationalement reconnu qui exercera la souveraineté de l'Irak²⁶ ». Malgré les éloges, le Conseil de gouvernement transitoire n'avait que des pouvoirs très limités. Bien sûr, il pouvait nommer les ministres intérimaires et les relever de leurs fonctions au besoin, proposer un budget, envoyer des représentants dans les capitales étrangères et organiser la rédaction de la nouvelle constitution irakienne²⁷. Il n'avait toutefois aucun pouvoir sur tout ce qui touchait l'établissement des troupes américaines sur son territoire, l'industrie pétrolière et les affaires étrangères de son pays. De plus, le Conseil de gouvernement transitoire était perçu par une majorité d'Irakiens comme un simple prolongement du gouvernement américain.

Lorsque les États-Unis ont promis d'instaurer une démocratie en Irak, la population les a pris au mot. Toutefois, plutôt que de mettre en place un système électoral octroyant le pouvoir au peuple, le Pentagone insista sur le fait qu'il fallait

²⁵ Hichem Karoui, op.cit., pp.161-162.

²⁶ Conseil de sécurité de l'ONU, *Résolution 1500* [en ligne]. [http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=S/RES/1500%20\(2003\)&Lang=F&Area=UNDOC](http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=S/RES/1500%20(2003)&Lang=F&Area=UNDOC) (page consultée le 4 septembre 2007).

²⁷ Parmi ses premières décisions, notons l'autorisation d'établir un tribunal de crime de guerre irakien pour jugé Saddam Hussein et ses associés soupçonnés de violation des droits de l'homme.

d'abord rédiger la nouvelle constitution pour ensuite convier les électeurs à choisir leurs représentants.

Elections are the obvious solution to restoring sovereignty to the Iraqi people. But at the present, elections are simply not possible. There are no elections rolls, no election law, no political party law, and no electoral districts. Electing a government without a permanent constitution defining and limiting government powers invites confusion and eventual abuse... Writing a constitution, as we Americans know, is a solemn and important undertaking. It cannot be done in days or weeks²⁸.

Au niveau des paliers de gouvernement locaux, les membres des conseils municipaux ont donc tous été nommés par l'APC plutôt que d'être élus par le peuple. Ceux-ci ont ensuite sélectionnés les membres des conseils de district, qui ont à leur tour choisi les membres des conseils provinciaux qui ont finalement nommé les gouverneurs. Bien sûr, chacune de ces décisions a dû être approuvée par les administrateurs américains présents sur le terrain. Puisque la situation sur le terrain tardait à s'améliorer, Paul Bremer fut convoqué à Washington en novembre 2003 pour une rencontre en tête-à-tête avec le président. Au terme de cette rencontre, George W. Bush déclara publiquement que les Irakiens allaient devoir s'impliquer davantage dans la gouvernance de leur pays²⁹. À la surprise de tous, Bremer convoqua dès le lendemain de son retour à Bagdad une conférence de presse pour exposer la nouvelle stratégie de l'APC, intitulée *November 15 Agreement : Timeline For a Sovereign, Democratic*

²⁸ Global Security, *Bremer Describes a 7-Step Process of Political Evolution in Iraq* [en ligne]. <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2003/09/iraq-030908-usia03.htm> (page consultée le 22 septembre 2007).

²⁹ « What I'm interested in doing is working with Ambassador Bremer and the Governing Council to work on a plan that will encourage the Iraqis to assume more responsibility... We want the Iraqis to be more involved in the governance of their country », The White House, *President Reiterates Call for Fairness in Judicial Confirmation Process* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/11/20031113-1.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

*and Secure Irak*³⁰. Changeant brusquement le cours des choses, Bremer, au nom de l'administration américaine, s'engageait à créer un véritable gouvernement intérimaire irakien, et ce avant la rédaction d'une nouvelle constitution.

Le mandat de Paul Bremer à la tête de l'APC ne fut pas seulement marqué par ses tergiversations à propos de la formation du nouveau gouvernement irakien. En fait, ce sont plutôt ses tous premiers jours en poste qui ont marqué l'histoire de l'occupation américaine en Irak. Dès le 16 mai 2003, le nouvel administrateur de l'Irak signait le *Coalition Provisional Authority Order Number 1* qui ordonnait le démantèlement du parti Baath³¹. En éliminant les structures du parti, puis en veillant à ce que ses leaders ne puissent plus avoir accès au pouvoir en Irak, l'APC voulait s'assurer que le futur gouvernement irakien ne serait pas menacé par un retour au pouvoir d'éléments baathistes³². Ainsi, les membres les plus influents du parti furent démis de leurs fonctions et bannis indéfiniment de tout emploi dans le secteur public. Allant à l'encontre de l'approche plus inclusive adoptée par Jay Garner, Bremer était en faveur d'une purge sévère qui visait les trois échelons supérieurs de la hiérarchie du parti Baath³³. En bout de ligne, environ 120 000 Irakiens, des fonctionnaires, mais également des médecins et des professeurs, furent congédiés. La politique de débaathification, telle que mise en œuvre par l'APC, n'a donc fait aucune distinction entre les individus ayant commis des atrocités sous le régime de Saddam Hussein et

³⁰ Coalition Provisional Authority, *The November 15 Agreement: Timeline For a Sovereign, Democratic and Secure Irak* [en ligne]. <http://www.APC-Irak.org/government/AgreementNov15.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

³¹ Coalition Provisional Authority, *Coalition Provisional Authority Order Number 1* [en ligne]. http://www.APC-Iraq.org/regulations/20030516_APCORD_1_De-Ba_athification_of_Iraqi_Society_.pdf (page consultée le 13 mai 2007).

³² Coalition Provisional Authority, *CPA Order Number 1*, loc. cit., p.1.

³³ « Full members of the Baath Party holding the ranks of “Udw Qutriyya” (Regional Command Member), “Udw Far” (Branch Member). “Udw Shu’bah” (Section Member), and “Udw Firqah” (Group Member) are hereby removed from their positions and banned from future employment in the public sector », Ibidem.

ceux qui n'étaient coupables que par association et qui avaient intégré les rangs du parti uniquement pour se trouver un emploi et ainsi s'assurer une qualité de vie respectable. Les Américains se sont ainsi privés de l'expertise de dizaines de milliers d'Irakiens qui auraient pu participer à l'effort de reconstruction de leur pays. En effet, la débaathification à l'aveugle de Bremer a entraîné le congédiement de plusieurs fonctionnaires dont l'expérience, les connaissances et les aptitudes auraient pu être utiles puisque ce dernier a été incapable de reconnaître que tous les membres du parti n'étaient pas nécessairement coupables de crimes contre l'humanité. Selon David L. Phillips, anciennement du département d'État américain, le but poursuivi par l'administration Bush à travers sa politique de débaathification n'était pas seulement de punir les coupables; il s'agissait également d'installer au pouvoir les Irakiens qui partageaient sa vision d'un Irak nouveau³⁴. Donald Rumsfeld affirmait d'ailleurs le 27 mai 2003 devant le *Council on Foreign Relations*, que la coalition allait seulement travailler avec les Irakiens les plus prometteurs et qu'elle allait s'opposer fermement à toute tentative de l'ancien régime visant à influencer l'avenir de l'Irak bien qu'une politique de débaathification sévère soit susceptible d'engendrer au moment de son application certaines inefficacités³⁵.

Bref, en analysant les différentes politiques de reconstruction de l'Irak par l'administration Bush, il est possible de constater que malgré tous les efforts de planification déployés, les Américains n'ont pas été en mesure d'anticiper les difficultés rencontrées une fois sur le terrain. En effet, les experts du Pentagone ont

³⁴ David L. Phillips, op. cit., p.146.

³⁵ « Sixth, the Coalition will work with forward-looking Iraqis and actively oppose the old regime's enforcers— the Ba'ath Party leaders, Fedayeen Saddam, and other instruments of repression— and make clear that it will eliminate the remnants of Saddam's regime. Those who committed war crimes or crimes against humanity will be tracked down and brought to justice. De-Ba'athification may cause some inefficiencies, but it is critical to removing pervasive fear from Iraqi society », Council on Foreign Relations, *Remarks by Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld* [en ligne]. <http://www.cfr.org/publication.html?id=5998> (page consultée le 4 septembre 2007).

fait une très mauvaise analyse de la situation irakienne ce qui les a menés à commettre plusieurs erreurs stratégiques. Selon Larry Diamond, qui a agi à titre de conseiller de l'APC entre janvier et avril 2004, l'administration Bush n'a jamais vraiment été disposée à investir les ressources nécessaires à la stabilisation de l'Irak et n'a pas été en mesure de tirer le meilleur parti de celles qu'elle y a consacrées³⁶. Plutôt que de prendre en considération les mises en garde formulées par le *Future of Iraq Project* et les autres documents traitant de l'après-guerre, les officiels du département de la Défense ont d'abord cru qu'il serait possible de stabiliser l'Irak avec un nombre de troupes inférieur à celui recommandé par les experts³⁷. Au lieu de se préparer au pire, le Pentagone a naïvement pensé que les Irakiens allaient accueillir les forces de la coalition en libérateur et qu'une fois le régime de Saddam Hussein déchu, les membres de l'opposition en exil pourraient mettre en place un régime démocratique. Cette mauvaise analyse de la situation n'a été que le début d'une série d'erreurs stratégiques commises par l'administration Bush. Selon Jay Garner, les Américains ont commis en Irak trois erreurs monumentales : l'ampleur bien trop grande de la politique de débaathification mise en œuvre par l'APC, la dissolution des forces armées et l'arrêt en mai 2003 du processus de transfert de pouvoir aux Irakiens tel que le BRAH l'avait entrepris³⁸.

³⁶ Larry Diamond, « What Went Wrong in Iraq », *Foreign Affairs*, vol.83, no5 (septembre-octobre 2004), p. 34-57.

³⁷ En se basant sur les expériences de *nation-building* des années 1990, James Dobbins de la Rand Corporation estimait dans *America's Role In Nation-Building* qu'il faudrait entre 400 000 et 500 000 soldats américains pour stabiliser l'Irak après la fin des opérations de combats. L'ancien Chef d'état major de l'armée américaine, le général Eric Shinseki ainsi que l'ancien commandant du Commandement central des États-Unis, le general Anthony Zinni, ont également recommandé le déploiement d'environ 450 000 hommes en Irak. Depuis 2003, le nombre de troupes américaines en Irak n'a jamais dépassé les 168 000 atteint en septembre 2007. Voir à ce sujet Frontline, « Extended Interviews – James Dobbins », *The Lost Year in Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/dobbins.html> (page consultée le 22 octobre 2007). Global Security, *Iraq – US Ground Forces End Strength* [en ligne]. http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_es.htm (page consultée le 22 octobre 2007).

³⁸ Bob Woodward, *State of denial*, op. cit., p.219. Dans un article publié dans la revue *Foreign Affairs* de septembre/octobre 2004, Larry Diamond affirmait également que les Américains avaient

Cadre d'analyse

Pourquoi les Américains ont-ils été incapables de stabiliser l'Irak après une victoire militaire pour le moins décisive? Que s'est-il passé? Où l'administration Bush a-t-elle échoué? Pour expliquer l'échec américain en Irak, certains experts ont montré du doigt le manque de planification des opérations d'après-guerre³⁹. Mais cette critique doit selon nous être nuancée puisque dès l'automne 2001, le gouvernement américain amorçait la planification de l'ère post-Saddam Hussein. En effet, comme nous le constaterons tout au long de ce mémoire, la documentation portant sur les différentes étapes de la reconstruction de l'Irak était en mars 2003 considérablement abondante. Toutefois, étant donné les intenses querelles bureaucratiques qui faisaient rage au sein du gouvernement⁴⁰, l'expertise de certaines agences a été volontairement mise de côté⁴¹. Ainsi, que ce soit pendant l'élaboration des opérations américaines en Irak ou au moment de leur mise en œuvre, les civils du Pentagone ont tout simplement monopolisé le processus décisionnel, ce qui a

commis en Irak deux erreurs de calcul stratégique majeures, soit la campagne de débaathification telle qu'entreprise par Paul Bremer et la dissolution de l'armée irakienne. Larry Diamond, loc. cit.

³⁹ « En fait, le gouvernement américain n'a pas réellement planifié les aspects civils et économiques de l'après-guerre sinon de se saisir des champs pétroliers ». Jocelyn Coulon, *L'agression : les États-Unis, l'Irak et le monde*, Outremont, Athéna, 2004, p.180.

⁴⁰ Selon Larry Diamond, plusieurs agences gouvernementales avaient leur propre conception de l'autorité politique qui serait établie en Irak après l'invasion. D'un côté, le bureau du vice-président et les néoconservateurs du Pentagone souhaitaient remettre rapidement le pouvoir à Ahmed Chalabi, le plus connu, mais aussi le plus controversé des exilés irakiens s'opposant à Saddam Hussein. De l'autre, la CIA avait elle aussi son candidat à la succession de Saddam Hussein, Ayad Allawi, un ancien membre du parti Baath ayant fait défection dans les années 1970 pour ensuite tenter d'organiser un coup d'État contre le leader irakien. Enfin, à en croire certaines rumeurs, le département d'État préférerait un autre exilé, Adnan Pachachi, un nationaliste séculier et sophistiqué, un libéral qui avait occupé le poste de ministre des Affaires étrangères et d'ambassadeur aux Nations Unies avant la prise du pouvoir du parti Baath en 1968. Larry Diamond, op. cit., p.28-29.

⁴¹ Rappelons que les officiels du BRAH ont été mis au courant de l'existence du *Future of Iraq Project* quelques semaines seulement avant le début de l'intervention. De plus, en février 2003, Donald Rumsfeld obligeait Jay Garner à congédier Tom Warrick et Meghan O'Sullivan parce qu'ils provenaient tous deux du département d'État. Bob Woodward, *State of Denial*, op.cit., pp. 126-128.

engendré la marginalisation des militaires et du département d'État. Comme le raconte Bob Woodward dans *State of Denial*, les officiels du département de la Défense ont accordé une attention particulière à l'offensive militaire devant mener au renversement de Saddam Hussein, mais leur planification de l'après-guerre s'est avérée largement insuffisante⁴². Selon Ivo H. Daalder de la Brookings Institution, l'explication de cette négligence est de nature idéologique. En 2003, le sénateur démocrate Joseph Biden déclarait que les néoconservateurs s'étaient « emparés du cœur et de l'esprit du président » et qu'ils « contrôlaient désormais l'agenda de sa politique étrangère⁴³ ». Selon Daalder, cette affirmation est fausse et l'administration Bush ne peut être qualifiée de néoconservatrice. En fait, les principaux responsables de la conduite des opérations américaines en Irak, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Condoleezza Rice et George W. Bush, étaient plutôt des nationalistes. Or, il existe entre ces deux écoles de pensée de profondes divergences. Pour les nationalistes, la principale préoccupation du gouvernement américain devrait être de protéger le pays contre les menaces auxquelles il fait face en utilisant la force militaire exceptionnelle dont il dispose. Ainsi, une politique étrangère efficace consiste à faire la démonstration de l'hyperpuissance américaine afin de vaincre les ennemis actuels et de dissuader tout éventuel adversaire. À l'inverse, les néoconservateurs accordent une grande importance à la nature des régimes avec lesquels les États-Unis interagissent. Tout comme les libéraux, ils sont d'avis que les caractéristiques internes d'un État déterminent son comportement sur la scène internationale. Pour assurer la sécurité du pays, la puissance américaine doit donc être utilisée afin de promouvoir l'instauration de régimes démocratiques partout dans le monde. Suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, la convergence des intérêts nationalistes et néoconservateurs au sein

⁴² « Rumsfeld was just not paying attention, Rice and Hadley had concluded by August 2003. He was not showing the same interest in postwar Iraq as he had with the military invasion plans ». Ibid, p.240.

⁴³ Joseph Biden cité dans Ivo H. Daalder, *Coping with Failure in Iraq* [en ligne]. http://www.brookings.edu/articles/2007/0616iraq_daalder.aspx (page consultée le 1er mai 2008).

du gouvernement américain a permis à l'administration Bush d'aller de l'avant avec son plan d'invasion de l'Irak⁴⁴. Pour un nationaliste comme Donald Rumsfeld, l'objectif principal n'était toutefois pas de remplacer le régime autoritaire de Saddam Hussein par une démocratie libérale, mais plutôt d'enrayer la menace que représentaient le dirigeant irakien et ses armes de destruction massive. Pour cette raison, le secrétaire à la Défense et son équipe ne se sont pas préoccupés outre mesure de ce qui allait se passer en Irak après le renversement du dictateur⁴⁵. Une fois sur le terrain, la planification déficiente des opérations d'après-guerre a été aggravée par l'incompétence des officiels américains déployés en sol irakien⁴⁶. En effet, plusieurs auteurs s'entendent pour dire que l'équipe mise en place pour administrer l'Irak après la chute de Saddam Hussein était loin d'être qualifiée pour la tâche qui l'attendait. Dans son ouvrage intitulé *The Occupation of Iraq : Winning the War, Losing the Peace*, Ali A. Allawi dénonce l'amateurisme de l'APC, qui a été incapable de gérer efficacement l'important budget que lui a accordé le Congrès américain à l'automne 2003⁴⁷. De leur côté, Ivo H. Daalder et James M. Lindsay affirment dans *America Unbound* que l'administration Bush a comblé un grand nombre de postes en sélectionnant les candidats selon leur allégeance politique plutôt que leur expérience⁴⁸. Ainsi, comme le mentionne également George Tenet dans ses mémoires, la majorité des membres de l'APC étaient de jeunes Républicains dans la

⁴⁴ Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, « Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush », dans Charles-Philippe David et Julien Toureille (dir.), *Le conservatisme américain*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2007, pp.103-128.

⁴⁵ « It was this assertive nationalist perspective, rather than any neocon dreams, that was reflected in the military plan approved by President Bush ». Ivo H. Daalder, *Coping with Failure in Iraq*, loc. cit.

⁴⁶ À cet égard, le titre de l'ouvrage rédigé sur l'intervention américaine en Irak par Peter Galbraith, *The End of Iraq : How American Incompetence Created a War without End*, s'avère plutôt révélateur.

⁴⁷ Ali A. Allawi, *The Occupation of Iraq : Winning the War, Losing the Peace*, New Haven, Yale University Press, 2007, pp.250-251.

⁴⁸ Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, *America Unbound : the Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, Wiley, 2005, p.173.

trentaine, voire même dans la vingtaine, qui n'avaient jamais travaillé à l'étranger et qui ne disposaient d'aucune aptitude particulière pour œuvrer dans un pays arabe⁴⁹.

Outre les antagonismes bureaucratiques, la dérive idéologique et l'incompétence de nombreux officiels en poste tant à Washington qu'à Bagdad, l'analyse des failles du processus décisionnel de l'administration Bush peut également nous aider à mieux comprendre l'échec américain en Irak. Dans *L'erreur : l'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Charles-Philippe David identifie d'abord la pensée groupale comme un élément ayant paralysé la structure décisionnelle de cette administration. Selon l'auteur, « la preuve de l'existence de cette pensée de groupe est le fait qu'hormis Powell—et peut-être d'autres dont on connaîtra mieux un jour les prises de position—personne ne s'est fait « l'avocat du diable » dans la prise de décision. Personne n'a manifesté de doute devant le président⁵⁰ ». Ainsi, les points de vue dissidents ont été écartés et le conformisme dans lequel s'est enfermée l'équipe présidentielle a empêché la formulation d'alternatives à l'occupation de l'Irak de même que l'examen approfondi des options présentées. Dans son ouvrage, David souligne ensuite le dysfonctionnement du Conseil de sécurité nationale, qui a échoué dans son rôle de rendre cohérente et structurée la gestion décisionnelle. En effet, « les trois piliers normalement en place pour assurer une prise de décision optimale, soit l'examen formel des options, la gestion du processus décisionnel et le rôle du [conseiller pour la sécurité nationale], n'ont pas été à la hauteur des attentes⁵¹ ». En bout de ligne, les décisions prises par l'administration Bush concernant l'Irak n'ont pas fait l'objet de longues délibérations, d'où leur caractère improvisé et leur inefficacité. Enfin, Charles-Philippe David

⁴⁹ George Tenet, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, London, HarperPress, 2007, p.639.

⁵⁰ Charles-Philippe David, Karine Prémont et Julien Tourreille, *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Sillery, Septentrion, 2008, p.62.

⁵¹ Ibid., p.79.

conclut que « la responsabilité finale de l'erreur américaine en Irak repose sur le président Bush⁵² ». En effet, si celui-ci avait su mieux s'entourer et mettre en place une structure décisionnelle adaptée à son style de leadership, peut-être aurait-il pu éviter les écueils qui ont fait de sa politique en Irak un véritable fiasco. Très peu élogieux à l'égard du 43^e président des États-Unis, David le décrit comme étant obstiné, combatif, têtu, peu curieux, déconnecté et paresseux. Le mode de gestion formel ainsi que l'apparence de consensus qui régnait au sein de son équipe ont fait en sorte que jamais il n'a été amené à remettre en question ses prises de position. Confronté à l'échec de l'intervention en Irak, George W. Bush semble d'ailleurs encore aujourd'hui pris dans une situation de déni.

Selon nous, l'utilisation des analogies historiques par les décideurs constitue un autre facteur issu de l'analyse décisionnelle susceptible d'apporter un éclairage nouveau sur certaines erreurs commises par les Américains en Irak. En effet, cette tendance à avoir recours aux leçons de l'histoire est un phénomène très répandu. Depuis 1945, bon nombre de dictateurs ont été comparés à Adolf Hitler et on a régulièrement entendu parler de l'analogie munichoise. Le syndrome du Vietnam est également, depuis les années 1970, une analogie qui a fortement marqué l'imaginaire des décideurs politiques américains. Comme il est toujours difficile de définir une situation nouvelle, les décideurs américains se raccrochent au passé et procèdent par analogie pour mieux comprendre la portée des événements qui se succèdent tout au long de leur mandat. Le président et ses conseillers étant soucieux d'éviter les erreurs du passé ou encore de répéter les exploits de leurs prédécesseurs, ces références historiques peuvent ainsi avoir une très grande influence sur le processus décisionnel au sein même de l'administration américaine. Celles-ci sont d'ailleurs souvent mentionnées dans les études de cas portant sur les décisions prises à la Maison-Blanche et quelques auteurs tels que Ernest May, Richard Neustadt, Jeffrey Record

⁵² Ibid., p.85.

ou encore Yuen Foong Khong ont analysé leur portée et leur influence réelle sur le processus décisionnel⁵³. En fait, l'étude du rôle des analogies historiques dans le processus décisionnel aux États-Unis ne date pas d'hier. En 1968, Stanley Hoffmann a été parmi les premiers auteurs à identifier l'utilisation des analogies historiques comme un trait caractéristique de ce qu'il appelle le style national américain⁵⁴. Selon lui, cette tendance pousserait les dirigeants américains à se poser les mauvaises questions et aurait pour effet de fausser leurs analyses des différentes situations qu'ils rencontrent. Ainsi, Hoffmann affirme dans *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy* que le recours aux analogies est une dangereuse habitude particulièrement populaire au sein du gouvernement américain étant donné la présence de nombreux avocats qui, au cours de leur formation et de leur pratique, ont appris à raisonner en termes de précédents⁵⁵. Quelques années plus tard, c'était au tour de Robert Jervis de s'interroger sur l'influence du passé sur les perceptions des dirigeants américains dans son ouvrage intitulé *Perception and Misperception in International Politics*. Selon Jervis, ce qu'un individu retient des faits ayant marqué l'histoire des relations internationales est un facteur qui influence grandement sa

⁵³ Yuen Foong Khong, *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton, Princeton University Press, 1992. Ernest R. May, *Lessons of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1973. Richard E. Neustadt et Ernest R. May, *Thinking in Time : the Uses of History for Decision-Makers*, New York, Free Press, 1986. Jeffrey Record, *Making War, Thinking History: Munich, Vietnam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*, Annapolis, Naval Institute Press, 2002.

⁵⁴ Le style national est en fait une série de caractéristiques qui sont venues au cours des années s'imprimer dans le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine. Plusieurs auteurs en ont fait l'analyse. Stanley Hoffmann, *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968, pp.87-213. Robert Dallek, *The American Style of Foreign Policy: Cultural Politics and Foreign Affairs*, New York, Alfred A. Knopf, 1983. Michael Hunt, *Ideology and US Foreign Policy*, New Haven, Yale University Press, 1987. Pour un résumé des fondements et des tendances du style national américain, voir Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, « Le cadre culturel : le style national ». In *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs et formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp.42-70.

⁵⁵ Stanley Hoffman, op. cit., p.135.

perception de l'information qu'il reçoit⁵⁶. En effet, certains événements ayant eu lieu sur la scène internationale permettent aux décideurs d'élaborer plusieurs scénarios à partir desquels ils établissent des liens avec le présent, ce qui les aide à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent. Pour Yuen Foong Khong, qui examine en détail dans *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965* le processus par lequel l'histoire influence les différentes étapes que traverse un décideur lorsqu'il doit élaborer une nouvelle politique, il n'est pas suffisant de constater que les dirigeants américains font référence au passé pour affirmer que les analogies ont un impact réel sur leurs prises de décisions⁵⁷.

Dans son ouvrage *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-Terrorism*, Richard Jackson étudie la façon dont les dirigeants américains ont construit au lendemain du 11 septembre 2001 de « nouvelles » menaces à la sécurité des États-Unis dans le but de faire approuver certaines politiques, notamment l'intervention lancée en Irak en 2003. Ainsi, il identifie le recours aux analogies historiques comme un outil discursif très puissant quand vient le temps de rallier les acteurs politiques et la population derrière certaines décisions présidentielles⁵⁸. De son côté, Emily Rosenberg étudie dans *A Date Which Will Live* comment certains événements de l'histoire américaine ont été érigés avec les années comme de véritables icônes qui contribuent aujourd'hui à façonner la manière dont la population américaine interprète les situations actuelles⁵⁹. Dans le même ordre d'idées, Robert Levingston du *German Historical Institute* est d'avis que l'administration Bush a instrumentalisé l'histoire de l'occupation américaine en Allemagne dans le but de

⁵⁶ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p.217.

⁵⁷ Yuen Foong Khong, op.cit.

⁵⁸ Richard Jackson, *Writing the War on Terrorism : Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester, Manchester University Press, 2005, pp.40-41.

⁵⁹ Emily Rosenberg, *A Date Which Will Live*, Durham, Duke University Press, 2003.

rallier les Américains d'aujourd'hui en faveur des actions des États-Unis en Irak. C'est en effet au moyen de plusieurs déclarations faisant un lien entre l'Allemagne de 1945 et l'Irak de 2003 que le président Bush et son administration se sont appropriés une histoire vieille de trois générations, la transformant en un véritable mythe afin de renforcer l'image que les Américains ont de leur pays à l'étranger⁶⁰.

Ainsi, il n'est pas rare que les dirigeants américains fassent référence aux « leçons de l'histoire » lorsqu'ils ont une décision à prendre. En effet, ceux-ci utilisent les analogies historiques dans plusieurs circonstances, et ce pour atteindre différents objectifs. Lorsqu'ils étudient le rôle de ces analogies historiques dans le processus décisionnel américain, les chercheurs se concentrent habituellement sur deux aspects. D'abord, l'approche cognitive soutient que les décideurs s'inspirent du passé pour interpréter les situations auxquelles ils sont confrontés et pour évaluer les options qui s'offrent à eux. Les dirigeants américains tenteraient donc de tirer certaines leçons du passé, même si plusieurs expériences ont démontré que cela pouvait avoir des conséquences désastreuses. Dans notre mémoire, nous utiliserons en premier lieu cette approche afin d'étudier le rôle joué par l'analogie allemande dans le processus décisionnel à la Maison-Blanche au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak. À l'inverse, plusieurs experts n'adhèrent pas à l'idée que les hommes d'État aient recours aux analogies historiques pour faire l'étude d'une situation donnée. Pour analyser le rôle que peuvent jouer les analogies historiques dans le processus décisionnel, ces experts adoptent l'approche politique, qui peut également être qualifiée de sceptique. Selon cette approche, les décideurs utilisent le passé de manière opportuniste, c'est-à-dire uniquement pour aller chercher les appuis dont ils ont besoin pour mettre en œuvre

⁶⁰ Robert Gerald Livingston, *Does Iraq 2004 Resemble Germany 1946?* [en ligne]. <http://www.aicgs.org/analysis/c/livingston011004.aspx> (page consultée le 4 septembre 2007).

leurs politiques⁶¹. Perçues ainsi, les analogies historiques ne seraient qu'un outil de persuasion utilisé par les dirigeants afin de vendre leurs décisions influencées par bien d'autres facteurs. Cette approche nous sera également utile dans le cadre de notre mémoire puisque nous sommes d'avis que l'analogie allemande, en plus d'avoir été un instrument d'analyse, a été utilisée par l'administration Bush pour convaincre le Congrès de même que la population américaine du bien-fondé des actions politiques mises en place en Irak.

Dans notre mémoire, nous avons décidé de nous pencher sur l'étude des analogies historiques puisque peu de recherches ont été réalisées sur l'utilisation de ces leçons de l'histoire par l'administration Bush, et ce malgré le fait que le président et son équipe ne manquent jamais une occasion de se comparer à leurs prédécesseurs de l'administration Truman⁶². De plus, les recherches que nous avons effectuées portent à croire que l'analogie faite par plusieurs dirigeants américains entre l'occupation de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation de l'Irak suite au renversement de Saddam Hussein permettrait d'expliquer certaines des erreurs commises par les États-Unis en Irak. Au cours de ce mémoire, nous répondrons donc à la question suivante : comment et pourquoi le modèle allemand a-t-il influencé le processus décisionnel de l'administration Bush en ce qui a trait à la planification et à la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak? Dans un premier temps, nous tenterons de démontrer que l'analogie allemande a bel et bien influencé les décisions de certains membres de l'administration Bush en ce qui a trait aux politiques de reconstruction de l'Irak et

⁶¹ Voir Arthur M. Schlesinger Jr., « Review », *The Journal of American History*, vol.61, no2 (septembre 1974), p.443.

⁶² « Particularly at the State Department, the Truman-Acheson reference has become a mantra, part of the standard, bedrock rhetoric of the Secretary both in her prepared and extemporaneous remarks. Secretary Rice and President Bush clearly want this comparison to be accepted and made by others. », James M. Goldgeier et Derek H. Chollet, « The Truman Standard », *The American Interest*, vol.1, no4 (été 2006), p.107.

que l'utilisation de ce modèle peut expliquer en partie les erreurs stratégiques qui y ont été commises⁶³. Nous tenterons en second lieu de démontrer comment les dirigeants américains ont également instrumentalisé cette même analogie dans le but de convaincre les différents acteurs politiques ainsi que la population des États-Unis du bien-fondé de leurs décisions concernant l'intervention en Irak. Pour analyser notre sujet d'étude, c'est-à-dire l'effort de reconstruction américain en Irak, nous avons opté pour une approche similaire à celle de Jeffrey Record qui affirme que les décideurs et leurs critiques utilisent les analogies historiques à la fois pour interpréter les événements nouveaux et pour mobiliser l'opinion publique⁶⁴.

Notre mémoire sera donc divisé en deux parties. Dans la première, nous présenterons d'abord en détail l'approche cognitive selon laquelle les analogies historiques influencent directement le processus décisionnel des dirigeants américains. Nous utiliserons ensuite ce cadre d'analyse afin de démontrer que l'analogie allemande a bel et bien influencé les prises de décision relatives à l'occupation américaine en Irak. Pour ce faire, nous identifierons les différents documents et moments où cette analogie a pu être utilisée par les décideurs comme un instrument d'analyse pour tenter de mieux comprendre la situation en Irak. Nous utiliserons ici la méthodologie proposée par Yuen Foong Khong selon laquelle nous devons nous concentrer sur l'étude de documents ou de déclarations n'étant pas destinés au public afin de démontrer que l'utilisation de cette analogie n'avait pas pour but de convaincre la population des États-Unis du bien-fondé des décisions prises par l'administration Bush. Dans la seconde partie de notre mémoire, nous utiliserons l'approche dite politique ou sceptique selon laquelle les analogies

⁶³ Il faut noter ici que nous nous concentrerons sur les prises de décisions des haut placés de l'administration américaine. Bien qu'il aurait été très utile de le faire, nous n'étudierons pas, par souci de laconisme, le travail effectué par les bureaucrates des échelons inférieurs.

⁶⁴ Jeffrey Record, « Munich, le Vietnam et l'Irak : du bon (ou du mauvais) usage de l'histoire », *Politique étrangère*, vol. 70, no 3, automne 2005, p.164.

historiques sont utilisées par les dirigeants comme un outil de persuasion afin de rallier les acteurs politiques et la population en faveur des décisions prises à Washington. Pour ce faire, nous devons faire une analyse du discours public de ses dirigeants et identifier dans quelles circonstances et de quelle manière ils ont eu recours à l'analogie allemande pour justifier les politiques de reconstruction mises en place en Irak. En conclusion, nous reviendrons sur les conséquences du recours à l'analogie allemande par les dirigeants américains que ce soit à titre d'instrument d'analyse ou d'outil de persuasion, puis nous proposerons certaines pistes de réflexion en ce qui a trait à l'utilisation des leçons l'histoire par les décideurs dans une perspective plus globale.

PREMIÈRE SECTION

L'ANALOGIE ALLEMANDE COMME INSTRUMENT D'ANALYSE

« The study of the past should make us
wiser for always; not clever for another time »
Jacob Burckhardt⁶⁵

1.1 L'approche cognitive

Étudier l'influence des analogies historiques sur les prises de décision des dirigeants américains s'inscrit dans le cadre d'une analyse cognitive du processus d'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Cette approche, qui met l'accent sur l'importance des croyances d'un individu quand vient le temps de prendre une décision, affirme en premier lieu que les humains sont dotés de capacités cognitives limitées alors qu'ils sont quotidiennement confrontés à d'énormes quantités d'information dont la nature est plus souvent qu'autrement ambiguë. Étant donné ces capacités limitées et l'abondance de l'information disponible, on note chez l'humain une forte tendance à utiliser des raccourcis cognitifs dans le cadre de son processus décisionnel. Selon Christopher Hemmer, le recours à de tels raccourcis est particulièrement fréquent chez les décideurs politiques vu la nature complexe, incertaine et changeante du contexte dans lequel ils évoluent. Un des principaux raccourcis cognitifs utilisés par les dirigeants est le raisonnement par analogies, qui consiste à transférer certaines informations relatives à une situation donnée, la base ou la source, vers une autre situation, la cible⁶⁶. Toujours selon Hemmer, la plupart des analogies utilisées par les décideurs sont de nature historique et les incitent donc à faire référence à des événements passés avec lesquels ils sont familiers pour rendre

⁶⁵ Jacob Burckhardt cité dans Robert Jervis, *op. cit.*, p.228.

⁶⁶ Christopher Hemmer, *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987*, Albany, State University of New York Press, 2000, p.5.

compte d'une situation présente⁶⁷.

1.1.1 Le rôle des analogies historiques dans le processus décisionnel aux États-Unis

Dans son ouvrage intitulé *Perception and Misperception in International Politics*, Robert Jervis se questionne sur la manière dont le passé influence les perceptions qu'ont les dirigeants du présent. Selon cet auteur, ce qu'un individu retient des faits ayant marqué l'histoire est un facteur important qui détermine l'image et influence l'interprétation de l'information qu'il reçoit⁶⁸. En effet, les événements ayant eu lieu dans le passé sur la scène internationale fournissent aux décideurs une série de scénarios envisageables à partir desquels il est possible d'établir des liens avec le présent, ce qui les aide à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent. Puisqu'ils sont influencés par leurs croyances à propos du passé, les décideurs sont parfois portés à établir des parallèles entre certains événements et ainsi percevoir l'avenir comme une simple continuité de l'histoire.

Pour Yuen Foong Khong, il n'est toutefois pas suffisant de constater que les dirigeants américains font référence au passé pour affirmer que les analogies historiques ont un impact réel sur leurs prises de décisions. Dans *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*, l'auteur examine en détail le processus par lequel l'histoire influence les différentes étapes que traverse un décideur lorsque celui-ci doit élaborer une nouvelle politique. Dans son ouvrage, Khong définit d'abord brièvement le phénomène. « Learning from the past is said to occur when policymakers look to the past to help them deal with the present; the principal device used in this process is the historical analogy. The term historical analogy signifies an inference that if two or more events separated in time agree in

⁶⁷ Ibidem.

⁶⁸ Robert Jervis, op. cit., p.217.

one respect, they then may also agree in another⁶⁹ ». Suite à cette définition, Khong analyse la manière dont ces références historiques influencent le processus décisionnel des dirigeants. D'abord, l'analogie aide ces derniers à définir la nature du problème auquel ils sont confrontés puisqu'elle leur permet de le comparer avec une situation antérieure avec laquelle ils sont plus familiers. Une telle comparaison a habituellement pour effet de mettre en valeur les similarités tout en camouflant les différences entre les deux cas étudiés. L'analogie historique permet également aux décideurs de mesurer l'ampleur du problème qu'ils rencontrent et leur propose implicitement tout un éventail de solutions. Le recours aux leçons de l'histoire influence ensuite leur évaluation de ces solutions ainsi que celle des autres alternatives qui leur sont présentées. En fait, l'analogie permet d'examiner les différentes implications des options proposées en mesurant leurs chances de succès, en évaluant leur rectitude morale et en présentant les dangers qui leurs sont reliés. Ainsi, l'utilisation des analogies historiques apporte plusieurs réponses aux questions que se posent les dirigeants au moment où ceux-ci doivent prendre une décision. Pour le meilleur ou pour le pire, les analogies sont donc un instrument d'analyse très puissant ayant une grande influence sur le processus décisionnel des décideurs. Lorsqu'une analogie est utilisée pour évaluer une situation, elle favorise nécessairement certains choix et détourne l'attention des leaders politiques des autres options proposées⁷⁰. En effet, si un dirigeant perçoit des similitudes entre la menace à laquelle il fait face et celle posée par Hitler dans les années 1930, il sera beaucoup plus enclin à promouvoir une politique militariste que s'il compare cette même menace à celle posée par le Vietnam dans les années 1960⁷¹. Pour certains experts dont Stanley Hoffmann, le recours aux analogies historiques prouve irréfutablement le pouvoir et l'influence des idées sur les prises de décisions des dirigeants

⁶⁹ Yuen Foong Khong, op. cit., p.6-7.

⁷⁰ Ibid., p.21-22.

⁷¹ Christopher Hemmer cité dans Jeffrey Record et Dominique David, loc. cit., p.604.

américains⁷².

Certaines découvertes importantes ont émergé de l'application de ce cadre théorique à différents moments de l'histoire américaine. En effet, nous sommes désormais en mesure d'identifier l'instant précis où l'analogie historique exerce son influence sur le décideur, c'est-à-dire le moment où celui-ci considère les différentes options qui s'offrent à lui. Ainsi, en influençant son évaluation de la situation, l'analogie est susceptible de modifier le choix des solutions privilégiées, notamment en accélérant le rejet de certaines d'entre elles qui en d'autres circonstances auraient fait l'objet d'une analyse plus poussée. Toutefois, puisqu'elles aident également les dirigeants dans chacune des étapes du processus décisionnel, les analogies historiques influencent également le portrait d'ensemble que ceux-ci se font d'une situation particulière. À titre d'exemple, mentionnons ici l'influence du syndrome de Munich sur un bon nombre de décisions prises par les dirigeants américains, notamment en ce qui concerne la guerre de Corée dans les années 1950, la guerre du Vietnam dans les années 1960 ainsi que la guerre du Golfe et l'intervention au Kosovo dans les années 1990. Dans chacun de ces cas, la peur de répéter les erreurs commises en 1938 face à l'Allemagne nazie a poussé Washington à adopter une attitude militariste et à exclure toute option présentant des similitudes avec la politique d'apaisement adoptée par les puissances alliées peu avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. À l'inverse, le syndrome du Vietnam a incité les présidents américains à être plus prudents dans le choix de leurs interventions armées comme en témoignent les opérations menées à la Grenade, au Panama, en Irak en 1990, puis en Serbie. Cette analogie a également été utilisée par la Maison-Blanche pour mettre un terme prématurément à certaines opérations en cours dans le but de limiter les pertes de vie américaines. Ainsi, les présidents Reagan et Clinton ont été beaucoup moins obstinés que leurs prédécesseurs en choisissant de retirer les troupes américaines du Liban et

⁷² Stanley Hoffmann, *op. cit.*, pp.135-137.

de la Somalie⁷³.

1.1.2 Le choix d'une analogie par les décideurs

Un aspect important de l'analyse du processus par lequel les analogies historiques influencent les prises de décision des dirigeants américains est la question de savoir comment ceux-ci choisissent les analogies auxquelles ils font référence. Dans *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987*, Christopher Hemmer affirme que les leaders politiques ne sont pas seulement des consommateurs d'analogies, mais qu'ils en sont également les principaux producteurs⁷⁴. Bien qu'ils soient conscients des intérêts qu'ils cherchent à défendre, les décideurs ont parfois du mal à définir les politiques à adopter pour en faire la promotion. Pour cette raison, ils se tournent vers différents instruments d'analyse comme les analogies historiques. Pour comprendre comment s'effectue le choix d'une analogie, Hemmer propose dans son ouvrage un modèle en trois étapes.

Dans un premier temps, l'auteur se concentre sur l'expérience historique des décideurs et affirme que ceux-ci sont habituellement plus enclins à faire référence aux leçons tirées d'événements récents, d'événements ayant eu lieu au début de leur carrière ou encore d'événements ayant une signification émotive importante⁷⁵. En fait, Hemmer soutient que les dirigeants ont tendance à fonder leur jugement et leurs opinions sur certaines expériences marquantes, vécues personnellement ou non, habituellement les premières à leur venir en tête⁷⁶. Ainsi, la génération de leaders dont l'éveil politique s'est produit au cours de la Deuxième Guerre mondiale a plus

⁷³ Jeffrey Record, op. cit., pp.11-33.

⁷⁴ Christopher Hemmer, op. cit., p.14.

⁷⁵ Ibid., p.15.

⁷⁶ Pour une étude plus approfondie de ce phénomène appelé « disponibilité heuristique », voir Daniel Kahneman et Amos Tversky, « Availability : A Heuristic for Judging Frequency and Probability », *Cognitive Psychology*, vol.5, no2 (1973), pp.207-232.

de chance de faire référence à l'analogie de Munich tandis que ceux ayant amorcé leur carrière dans les années 1960 ou 1970 aux États-Unis auront plutôt tendance à évoquer celle de la guerre du Vietnam. Outre la proximité dans le temps, la nature particulière de certains événements peut également faire en sorte que les décideurs s'y réfèrent quand vient le temps de prendre une décision. En effet, les analogies les plus souvent citées sont de manière générale émotionnellement chargées en raison des conséquences qu'elles ont eues pour les décideurs en poste à cette époque et pour leur nation.

Dans un deuxième temps, Hemmer affirme que les responsables politiques ont recours aux analogies historiques puisque celles-ci leur fournissent diverses informations sur les conséquences possibles de certaines décisions. Ainsi, pour qu'un dirigeant évoque le passé dans son analyse du présent, il faut que les événements auxquels il fait référence soient reliés d'une manière ou d'une autre. Le second facteur utilisé par Hemmer pour comprendre comment les décideurs choisissent les analogies auxquelles ils ont recours met donc l'accent sur les buts visés par ceux-ci et par leurs prédécesseurs. En effet, « because decision makers are turning to analogies for information concerning what policies will help achieve their goals, those goals will determine what type of information a policy maker is looking for, and therefore will help influence what particular analogy is selected⁷⁷ ».

Enfin, le choix d'une analogie par un dirigeant repose également selon Hemmer sur son évaluation des ressemblances entre les deux événements qu'il compare. En fait, pour qu'un décideur considère une analogie comme valide, il doit être convaincu que la relation de cause à effet entre la décision prise dans le passé et le résultat obtenu peut s'appliquer à la situation à laquelle il fait face. Ainsi, lorsqu'il se trouve devant un éventail d'analogies, le décideur n'examine pas en détail les

⁷⁷ Christopher Hemmer, op. cit., p.19.

similitudes entre celles-ci et la situation actuelle. Pour faire son choix, le dirigeant se questionne plutôt sur la présence ou encore l'absence de certains facteurs perçus comme ayant été déterminants dans le dénouement de l'évènement auquel il fait référence.

1.1.3 Les conséquences de l'utilisation des analogies historiques comme instrument d'analyse

Pour plusieurs auteurs, le recours aux analogies historiques n'a eu jusqu'à maintenant et ne peut avoir dans l'avenir qu'un impact négatif sur le processus décisionnel des leaders politiques. En effet, selon Ibn Khaldoun, le recours aux analogies et aux comparaisons est un phénomène courant chez l'être humain, mais il ne prévient pas les erreurs. Jumelé avec l'oubli et la négligence, le raisonnement par analogie peut détourner un individu de son objectif principal et de ses buts⁷⁸. Ainsi, plus les connaissances historiques d'un dirigeant sont grandes, plus celui-ci sera porté à faire référence aux évènements du passé pour analyser les situations présentes. Ce faisant, il aura également tendance à ne chercher que les ressemblances avec ces évènements, ignorant ainsi les nombreux changements survenus entre-temps sur la scène internationale. Pour cette raison, son analyse de la situation s'avérera souvent biaisée, ce qui lui fera commettre de multiples erreurs. De plus, lorsqu'un décideur utilise une analogie, il s'agit habituellement de la première qui lui est venue en tête et donc pas nécessairement de la plus pertinente. Une fois l'analogie sélectionnée, il est rare que celle-ci soit remise en question par un examen plus approfondi du passé. En effet, selon Ernest May, les dirigeants utilisent les analogies historiques comme un raccourci intellectuel qui leur évite d'avoir à analyser un problème en profondeur. Ainsi la validité de l'analogie choisie n'est que trop rarement questionnée et les décideurs sont incapables de voir à quel point celle-ci peut les induire en erreur. Toujours selon May, les dirigeants pourraient et devraient utiliser l'histoire de façon

⁷⁸ Abba Solomon Eban, *Diplomacy for the next century*, New Haven, Yale University Press, 1998, pp.49-59.

plus appropriée. En effet, il est tout à fait légitime de vouloir tirer des leçons du passé et le recours aux analogies historiques pourrait s'avérer un outil efficace si les décideurs les utilisaient afin d'établir *plusieurs* parallèles entre des situations similaires. Ainsi, faire l'analyse des expériences passées aurait pour effet d'élargir l'éventail des solutions proposées plutôt que de le restreindre.

Stanley Hoffmann a été parmi les premiers auteurs à identifier l'utilisation des analogies historiques comme un trait caractéristique de ce qu'il appelle le style national américain⁷⁹. Selon lui, cette tendance pousserait les dirigeants à se poser les mauvaises questions et aurait pour effet de fausser leurs analyses des différentes situations auxquelles ils sont confrontés. Ainsi, Hoffmann considère le recours aux analogies comme une habitude dangereuse et particulièrement populaire au sein du gouvernement américain étant donné la présence de nombreux avocats qui, au cours de leur formation et de leur pratique, ont appris à raisonner en termes de précédents. Toutefois, la diplomatie et le droit ne font pas partie de la même famille intellectuelle. Alors qu'en droit, on doit se baser sur la force des précédents et par conséquent sur les analogies, la diplomatie doit plutôt se tourner vers l'avenir et la recherche de compromis⁸⁰. Tout comme Ernest May, Stanley Hoffmann considère les analogies historiques comme un cliché ou encore une porte de sortie plutôt qu'un véritable instrument d'analyse. Pour être efficace, il affirme également que les analogies ne devraient pas être utilisées uniquement dans le but de trouver des ressemblances entre diverses situations. En effet, souligner les différences permettrait aux dirigeants de constater l'originalité de chacun des dossiers qu'ils traitent et empêcherait ainsi le rejet trop rapide de solutions prometteuses. Dans l'état actuel des choses, l'utilisation des analogies historiques s'avère donc avoir un impact négatif sur le processus

⁷⁹ Le style national est en fait une série de caractéristiques qui sont venues au cours des années s'imprimer dans le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine. Voir Stanley Hoffmann, op. cit., pp.87-213.

⁸⁰ Abba Solomon Eban, op.cit., p.49.

décisionnel américain puisqu'elles empêchent les décideurs de voir les événements pour ce qu'ils sont en les réduisant à une reproduction familière du passé. Ainsi, le recours à l'histoire a jusqu'à maintenant engendré des politiques inadaptées aux réalités du présent. À ce titre, la récente comparaison effectuée par George W. Bush entre le retrait des troupes américaines du Vietnam et un éventuel retrait des troupes de la coalition de l'Irak, constitue un bon exemple. Au cours d'une allocution prononcée le 21 août 2007 dans le cadre de la Convention nationale des Vétérans des guerres étrangères, le président faisait la déclaration suivante : « one unmistakable legacy of Vietnam is that the price of America's withdrawal was paid by millions of innocent citizens whose agonies would add to our vocabulary new terms like "boat people," "re-education camps," and "killing fields"⁸¹ ». En demandant ainsi aux Américains, désormais majoritairement hostiles à l'engagement de leur pays en sol irakien, de tirer une telle leçon de la guerre du Vietnam, le président Bush s'inspirait d'un nouveau courant historique révisionniste afin de tirer profit d'une analogie qui avait jusqu'alors été utilisée pour faire la promotion du retrait des troupes américaines de l'Irak⁸².

À l'inverse, certains historiens, dont Edward Hallett Carr, sont d'avis que le recours aux analogies est inévitable et que l'impact de celles-ci sur le processus décisionnel n'est pas forcément négatif. En effet, selon E.H. Carr, les généralisations et les analogies font partie intégrante du langage et de la pensée de tous.

The very use of language commits the historian, like the scientist, to generalization. The Peloponnesian War and the Second World War were very different, and both were unique. But the historian calls them both

⁸¹ The White House, *President Bush Attends Veterans of Foreign Wars National Convention, Discusses War on Terror* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2007/08/20070822-3.html> (page consultée le 16 septembre 2007).

⁸² Sarah Baxter, « Vietnam historians give Bush reason to stay in Iraq » [en ligne], *The Sunday Times*, 26 août 2007. <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/iraq/article2327806.ece> (page consultée le 16 septembre 2007).

wars, and only the pedant will protest...The reader, as well as the writer, of history, is a chronic generalizer, applying the observation of the historian to other historical contexts with which he is familiar – or perhaps to his own time⁸³.

De plus, E.H. Carr est d'avis que considérer chaque situation comme étant parfaitement unique peut avoir le même effet paralysant que l'aveuglement causé par l'application d'une analogie historique inappropriée. Sur ce point, Henry Kissinger partage cette opinion et affirme que l'étude de l'histoire n'offre aucun livre d'instruction pouvant s'appliquer automatiquement. Au contraire, l'histoire nous enseigne à travers les analogies à mettre en évidence les conséquences possibles de situations semblables⁸⁴. Enfin, Drazen Pehar, soutient également dans son article intitulé « Reading Eban on historical analogies », publié dans le *Journal of Diplomatic Language*, que l'utilisation des analogies historiques n'a pas eu que des effets désastreux dans le passé. Pour appuyer ses dires, il donne notamment comme exemple la démarche de Henry Kissinger qui, en s'inspirant des manœuvres diplomatiques du Prince Metternich, le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche au cours de la première moitié du 19^e siècle, a mené à l'ouverture des États-Unis sur la Chine dans les années 1970. Comme deuxième exemple, Pehar mentionne la façon dont le Sinn Féin dirigé par Gerry Adams a dressé un parallèle entre les problèmes auxquels était confronté l'Irlande du Nord et la situation en Afrique du Sud, ce qui a favorisé en bout de ligne la résolution pacifique du conflit. Ainsi, ces deux exemples démontrent que les analogies historiques peuvent, dans certains cas, influencer adéquatement le processus décisionnel d'un décideur⁸⁵.

⁸³ Edward Hallett Carr, *What is History?*, New York, Vintage Books, 1967, p.63-64.

⁸⁴ Henry Kissinger, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster, 1994, p.27.

⁸⁵ Drazen Pehar, « Historical Rhetoric and Diplomacy: An Uneasy Cohabitation », *Language and Diplomacy*, Malta, DiploProjects, 2001, pp.117-138.

1.2 L'utilisation de l'analogie allemande dans les prises de décision de l'administration Bush

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la documentation à propos de l'après-guerre en Irak était, au moment où Washington planifiait la mise en œuvre de ses opérations, plutôt abondante. En effet, l'administration Bush disposait lors de la création du BRAH en janvier 2003 d'une multitude d'études et de recherches publiées par différents *think tanks* et centres de recherche universitaires de même que par le gouvernement américain lui-même. Ces différents ouvrages offraient aux dirigeants en place plusieurs scénarios à l'intérieur desquels la reconstruction de l'Irak pouvait être élaborée. Pour émettre leurs recommandations, certains chercheurs se sont inspirés des diverses expériences américaines de *nation-building*, depuis l'intervention en Haïti jusqu'à la plus récente en Afghanistan⁸⁶. D'autres, au contraire, s'opposaient à l'approche utilisée par l'administration Clinton, qu'on accusait d'être la cause des échecs en Haïti, en Somalie, au Kosovo de même qu'en Bosnie, et favorisaient plutôt la mise en place d'une politique centralisée à l'image du grand compromis de 1787⁸⁷. Enfin, ceux qui proposaient de concevoir la reconstruction de l'Irak dans le cadre de la lutte contre le terrorisme entreprise à la suite du 11 septembre 2001 en Afghanistan et d'un large processus de paix au Moyen-Orient faisaient mention dans leur rapport des conflits en Palestine, au Cachemire et en Tchétchénie, du comportement à adopter face aux États voyous comme l'Iran et la Syrie et enfin des régimes autoritaires soutenus par les Américains en Égypte et en Arabie Saoudite⁸⁸. Mais de toutes ces analyses disponibles, aucune n'a été retenue par l'administration Bush. En fait, le modèle utilisé par l'équipe du

⁸⁶ Center for Strategic and International Studies, loc. cit.

⁸⁷ Heritage Foundation, *Forging a Durable Post-War Political Settlement in Irak* [en ligne]. http://www.heritage.org/Research/Irak/upload/37587_1.pdf (page consultée le 4 septembre 2007).

⁸⁸ Washington Institute For Near East Policy, *Winning the Peace in the Middle East - A Bipartisan Blueprint for Postwar U.S. Policy* [en ligne]. <http://www.washingtoninstitute.org/html/pdf/WinningthePeace.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

président dans la planification et la mise en œuvre des opérations de reconstruction de l'Irak en 2003 a plutôt été l'occupation américaine de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale.

Dans *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*, Yuen Fong Khong suggère que l'utilisation d'une analogie dans les discussions privées et les documents n'étant pas destinés au grand public est une preuve de son influence réelle sur le processus décisionnel. Dans cette section de notre mémoire, nous tenterons donc d'identifier à quels moments et surtout à quels endroits l'analogie allemande a été utilisée par les dirigeants américains et toute autre personne ayant joué un rôle important dans les différentes étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre des opérations de reconstruction en Irak.

1.2.1 L'utilisation de l'analogie allemande dans la planification des politiques de reconstruction en Irak

Dans un premier temps, il est intéressant de noter qu'à partir de 1995, Ahmed Chalabi, un opposant de longue date au régime de Saddam Hussein qui avait été nommé à la tête du Congrès national irakien par les États-Unis au lendemain de la première guerre du Golfe, commençait à s'intéresser à l'histoire des différentes occupations américaines, notamment à celle de l'Allemagne en 1945⁸⁹. En effet, suite à l'échec du complot visant à renverser le dictateur irakien, Chalabi en était venu à la conclusion que son peuple ne pourrait se débarrasser de son tyran sans l'aide d'une puissance étrangère. Pour cette raison, l'opposant en exil se mit donc à étudier les documents portant sur les occupations américaines au Japon et en Allemagne puisque

⁸⁹ Dans une entrevue accordée en 2004 au magazine *The New Yorker*, Chalabi faisait d'ailleurs la déclaration suivante : « I followed very closely how Roosevelt, who abhorred the Nazis, at a time when isolationist sentiment was paramount in the United States, managed adroitly to persuade the American people to go to war ». Jane Meyer, « The Manipulator », *The New Yorker* [en ligne], 7 juin 2004. http://www.newyorker.com/archive/2004/06/07/040607fa_fact1 (page consultée le 22 septembre 2007).

selon lui, après avoir renversé Saddam Hussein, les États-Unis allaient devoir stabiliser le pays et établir un gouvernement intérimaire dont il espérait bien avoir la responsabilité⁹⁰. D'ailleurs, au moment où le gouvernement américain amorçait la planification du changement de régime en Irak, Chalabi s'était montré tout à fait favorable à la mise en place d'une politique de débaathification sévère puisque selon lui, permettre à un ancien membre du parti Baath de conserver son poste au sein du nouveau gouvernement irakien aurait été comme permettre à un ancien Nazi de faire partie du gouvernement allemand après la Deuxième Guerre mondiale⁹¹.

En octobre 2001, le département d'État américain mettait sur pied le *Future of Iraq Project*, formé de 17 groupes de travail composés de plus de 200 experts irakiens chargés entre autres d'élaborer un cadre légal en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, d'étudier les questions reliées à l'amnistie, aux réparations d'après-guerre et à l'éventuel processus de débaathification, puis de travailler sur les aspects économiques de la reconstruction⁹². D'entrée de jeu, dans son premier volume, les membres de ce projet affirment que pour atteindre leurs objectifs de démocratisation, les Américains devront s'engager en Irak de façon résolue, comme ils l'avaient fait en Allemagne et au Japon au lendemain de la Seconde Guerre

⁹⁰ David Philipps, op. cit., p.71.

⁹¹ Ibid., p.147.

⁹² « Under the direction of former State official Thomas S. Warrick, the Department organized over 200 Iraqi engineers, lawyers, businesspeople, doctors and other experts into 17 working groups to strategize on topics including the following: public health and humanitarian needs, transparency and anti-corruption, oil and energy, defense policy and institutions, transitional justice, democratic principles and procedures, local government, civil society capacity building, education, free media, water, agriculture and environment and economy and infrastructure», The National Security Archives, *New State Department Releases on the "Future of Irak" Project* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/index.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

mondiale⁹³.

De leur côté, les experts du *Democratic Principles Work Group*⁹⁴ évoquent également à plusieurs reprises l'occupation de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale comme un modèle à suivre pour élaborer les opérations de reconstruction en Irak dans leur rapport publié en novembre 2002 portant sur la transition démocratiques de l'Irak. Dans un premier temps, les auteurs proposent de s'inspirer du procès de Nuremberg pour mettre en place le tribunal devant lequel seront jugés les anciens officiels irakiens. Ainsi, les experts de ce groupe de travail suggèrent de faire, à l'instar de ce que les Alliés avaient fait en Allemagne après 1945, une distinction entre les crimes de nature internationale et les crimes jugés de moindre importance, et de créer par la suite un tribunal pour chacune de ces catégories. En effet, selon leur rapport, « it must be noted that this division of tribunals is consistent with precedents, such as the Nuremberg tribunal. In that precedent, the Nuremberg tribunal tried only a handful of senior Nazi officials, leaving the vast majority of those tried (around 5 000) to be tried by a special German courts⁹⁵ ». Toujours dans le même document, les experts irakiens proposent de s'inspirer des politiques de dénazification mises en place en Allemagne pour élaborer l'éventuel processus de débaathification qui devra être mis en œuvre en Irak suite au renversement du régime

⁹³ « Iraq is not Afghanistan; U.S. should make commitment to Iraq like Japan and Germany », The National Security Archives, *Overview* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Overview.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.11.

⁹⁴ Ce groupe peut être considéré comme un des plus importants du *Future of Iraq Project*. Les Irakiens impliqués dans cet effort de planification l'ont d'ailleurs qualifié de « Mother of all Working Groups », David L. Phillips, op. cit., p.5.

⁹⁵ The National Security Archives, *The Transition to Democracy in Iraq* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Democratic%20Principles.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.43.

de Saddam Hussein⁹⁶. En effet, les auteurs du *Democratic Principles Work Group* soulignent dans la section 4.4.5 de leur rapport que

following the Second World War, Germany underwent a de-Nazification program which it behooves Iraqis to study and, perhaps, adapt to the circumstances of Baathist Iraq. In brief, German Nazi Party members were classified into one of five categories. These ranged from "Major Offender" at one end of the scale to "Exonerate" at the other end of the scale. An individual's ability to be employed in sensitive government positions, or to be able to recover any compensation at all, rested on exoneration. Criminal prosecution of offenses by the top categories was pursued by the state, federal and the International Military Tribunal at Nuremberg (...) The problem is that crimes under the Nazi regime were often committed under the cloak of legality so that reform on the judicial and legal system (...) was critical to the success of subsequent criminal prosecutions and restitution efforts. This problem will also be faced in a country where all of Saddam Hussein's decrees have been carefully written so that they do in fact have the force of law⁹⁷.

Dans leurs recommandations, les auteurs de ce groupe de travail affirment aussi que le gouvernement de transition mis en place suite au changement de régime en Irak devra rapidement mettre hors-la-loi le parti Baath, comme la constitution allemande avait rendu illégal le parti Nazi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale⁹⁸.

La réforme de l'éducation et des médias irakiens est un autre point sur lequel le *Democratic Principles Work Group* s'est penché lors de ses rencontres. En effet, dans le cadre du processus de débaathification, les experts irakiens proposent que le gouvernement transitoire élabore un vaste programme de désidéologisation de la société irakienne impliquant un examen et une réforme des programmes d'enseignement secondaire et collégial, de la presse écrite et des médias audiovisuels,

⁹⁶ « The examples of de-Nazification of members of the Nazi Party following the end of the second world war (...) may prove helpful for purposes of de-Ba'athification », Ibid, p.47.

⁹⁷ Ibid., pp.64-65.

⁹⁸ Ibid., p.65.

des beaux-arts et même de la planification urbaine⁹⁹. Encore une fois, les auteurs de ce rapport font référence à l'occupation américaine en Allemagne pour justifier ces recommandations.

After the Second World War, in Germany, the Allies began by reviewing all old textbooks to determine which should be reprinted. They excluded textbooks that glorified war, endorsed war preparations, and contained propaganda promoting Nazism, racism, and hostility towards international organizations (one would consider here including condemnations of ethnic or religious minorities—or textbooks which contained propaganda directed at religious groups). A very few German-authored textbooks were in the beginning chosen for reprinting (...) In 1946 principles to guide the writing of history books were formulated and issued—giving priority to social and cultural history and emphasizing the promotion of international understanding. Teachers at all levels underwent screening and de-Nazification¹⁰⁰.

Selon les experts du *Democratic Principles Work Group*, il sera donc primordial de créer au sein du gouvernement de transition irakien une équipe spéciale chargée de formuler les lignes directrices d'une telle entreprise.

En décembre 2002, le *U.S. Army War College* (USAWC) publiait également le fruit de ses réflexions à propos de l'éventuelle reconstruction de l'Irak. Ce rapport, divisé en trois sections et intitulé « Reconstructing Iraq : Insights, Challenges, and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario » passe d'abord en revue les différentes occupations américaines ayant eu lieu au cours du 19^e siècle afin de tirer les leçons des expériences passées. La seconde section offre par la suite une évaluation de problèmes plus spécifiques susceptibles d'être rencontrés par les Américains et leurs alliés étant donné notamment, les tensions ethniques et régionales ainsi que les effets négatifs des nombreuses années de règne du parti Baath sur l'Irak.

⁹⁹ Ibidem.

¹⁰⁰ Ibid., p.65-66.

Selon les chercheurs du USAWC, la chute de Saddam Hussein allait probablement être accueillie de manière positive par une majorité d'Irakiens. Toutefois, leur gratitude envers les Américains pouvait s'avérer être de courte durée si l'intervention venait à prendre la forme d'une occupation prolongée, laissant ainsi planer certains doutes sur les véritables objectifs poursuivis par l'administration Bush¹⁰¹. Enfin, la troisième section de ce document dresse une liste de 135 tâches à effectuer dans le cadre des opérations de reconstruction, chacune représentant une étape de la transition devant mener l'Irak à la récupération de sa pleine souveraineté.

Dans sa section exposant les différentes analogies pouvant servir de modèle à la planification des opérations en Irak, les chercheurs du USAWC, à l'instar des experts du *Future of Iraq Project*, suggèrent que la dénazification de l'Allemagne serve de modèle au processus de débaathification de L'Irak.

One of the most vexing problems for occupation authorities was how to dismantle the Nazi Party and its security apparatus while retaining the skills of some members who performed important functions. This was accomplished by having every adult German fill out a detailed questionnaire about their associations. There were heavy penalties for lying or failing to answer questions. A 14 board of anti-Nazi Germans reviewed the Fragebogen and determined which people had held leadership positions and deserved to have their political and economic activities curtailed for the occupation. By the time they were allowed to regain their rights, democratic Germans were so solidly established that a Nazi revival was impossible. A similar approach might work to demobilize and reintegrate members of the Baath Party and security forces in Iraq¹⁰².

De plus, le rapport du USAWC met l'accent sur l'importance d'établir et de

¹⁰¹ U.S. Army War College, *Reconstructing Iraq : Insights, Challenges, and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario* [en ligne]. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB182.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.18.

¹⁰² Ibid., p.14-15.

consolider en premier lieu les instances gouvernementales locales en Irak avant de songer à organiser des élections au niveau national¹⁰³. Pour justifier cette recommandation, on y rappelle le rôle important joué par les maires allemands au début de l'occupation américaine qui avaient permis de prendre le contrôle du territoire par le bas et ainsi prévenir la résurgence de tout mouvement radical. Enfin, ce document insiste sur l'importance d'une planification détaillée des opérations de reconstruction en Irak comme cela avait été fait pour les opérations menées en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale¹⁰⁴.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la responsabilité de planifier la reconstruction de l'Irak a été confié en janvier 2003 aux experts du Pentagone, ce qui constituait une rupture par rapport aux diverses opérations de *nation-building* entreprises par les États-Unis au cours des années 1990¹⁰⁵. Malgré les réserves émises par le département d'État, qui avait développé sous les administrations précédentes une grande expertise en la matière, tous ont fini par se rallier à l'argument qui consistait à rappeler que la reconstruction de l'Allemagne après 1945 avait été orchestrée avec succès par le département de la Guerre, soit l'ancêtre du département de la Défense¹⁰⁶. Ainsi, la conception qu'avaient les officiels du Pentagone de la

¹⁰³ « The regime in Germany was changed from the bottom up. Local elections and councils were allowed to function, and responsibility was shifted to local authorities as quickly as possible. State governments were next in priority, and only after they were working effectively were national elections considered », Ibidem.

¹⁰⁴ Dès 1942, soit près de trois ans avant le début de l'occupation, le USAWC avait amorcé la planification des opérations de reconstruction de l'Allemagne.

¹⁰⁵ « What the president did decide was to designate the Pentagon as the lead agency in charge of postwar Iraq, although many governmental organizations and outside experts with long experience in reconstruction had been pushing to have that authority based in the State Department. "It was the first time since World War II that the State Department would not take charge of a post-conflict situation", the *New York Times* noted. Larry Diamond, op. cit., p.29.

¹⁰⁶ « It seemed to me logical. The last time we had occupied a country was in Germany and Japan at the end of the Second World War. In both cases, the occupation was run by the War Department, as the Defense Department was then called », Frontline, « Extended Interviews – Paul Bremer », *The Lost*

reconstruction de l'Irak a été déterminante dans la mise en œuvre des opérations d'après-guerre¹⁰⁷. Lorsqu'il aborde la question de la débaathification, Charles-Philippe David affirme dans *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, que Douglas Feith, alors sous-secrétaire à la Défense chargé des politiques, a été le principal artisan de la politique mise en place par Paul Bremer seulement quelques jours après son arrivée en Irak et qui a résulté en une purge complète du système Baath irakien. De plus, l'auteur mentionne que cette politique, élaborée et appliquée avec la bénédiction de Donald Rumsfeld et de Paul Wolfowitz, n'a jamais été approuvée par Colin Powell ou Condoleezza Rice puisque ceux-ci ont tout simplement été mis devant le fait accompli¹⁰⁸. Selon George Packer, auteur de *The Assassins' Gate : America in Iraq*, la guerre menée par les États-Unis en Irak a été en grande partie le fruit de l'imagination de Wolfowitz qui voyait la libération de Bagdad à l'image de celle de Berlin en 1945¹⁰⁹. À ce sujet, George Tenet, ancien directeur de la CIA, affirmait en 2007 que dans l'esprit de Wolfowitz, le mot Baath pouvait tout simplement être remplacé par le mot Nazi et que l'administration Bush avait élaboré l'intervention américaine en Irak en ayant en tête la vaste entreprise de démocratisation de l'Allemagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale¹¹⁰.

Selon Michael Hirsh, rédacteur en chef du magazine Newsweek, les officiels

Year In Iraq [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yearinIraq/interviews/bremer.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁰⁷ D'autant plus que les efforts de planification mis en place avant 2003 ont été largement ignorés par les officiels du département de la Défense. « Iraq was thrown into crisis when Bush administration officials, especially Pentagon political appointees, rushed to war and decided to ignore the planning that was underway », David L. Phillips, *op.cit.*, p.5.

¹⁰⁸ Charles-Philippe David, Karine Prémont et Julien Turreille, *op. cit.*, p.44.

¹⁰⁹ « When I listen to Mr. Wolfowitz, I feel that he mistakes Baghdad for Berlin in 1945 ». Ghassan Salamé cité dans George Packer, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p.214.

¹¹⁰ George Tenet, *op. cit.*, p.422.

américains ont adopté l'occupation de l'Allemagne comme modèle pour la reconstruction de l'Irak à un point tel qu'ils ont emprunté plusieurs passages provenant de documents issus de l'ère du plan Marshall pour rédiger les documents concernant l'Irak post-Saddam Hussein, oubliant même parfois de changer les Reichsmarks pour des Dinars lorsqu'il était question de développement économique¹¹¹. Il est aussi intéressant de noter que le général David McKiernan, à qui on avait confié l'élaboration de la phase IV de l'intervention américaine en Irak¹¹², a baptisé le plan des opérations militaires à mettre en œuvre suite au renversement de Saddam Hussein « Eclipse II », soit le même nom qui avait été donné au plan préparé pour la reconstruction de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale¹¹³.

1.2.2 L'utilisation de l'analogie allemande une fois sur le terrain

Peu de temps après la chute de Saddam Hussein, il était désormais clair aux yeux de tous que les Américains menaient en Irak une véritable politique d'occupation et qu'une fois l'héritage du parti Baath éliminé, ils avaient l'intention de rebâtir une société irakienne selon leurs propres attentes de ce que devrait être une société libre et démocratique. Selon Charles-Philippe David, les mémoires de Paul Bremer exposent très clairement la vision empreinte de l'analogie allemande qu'il avait de son mandat à la tête de l'APC, qu'il envisageait « comme celui d'un Lucius Clay (en Allemagne) ou d'un Douglas MacArthur (au Japon)¹¹⁴ ». En effet, très peu de temps après son entrée en fonction, Bremer affirmait devant Jay Garner et son adjoint, le général britannique Tim Cross, que les États-Unis et leurs alliés n'avaient

¹¹¹ Michael Hirsh, « Endgame: How Will We Know When We Can Finally Leave? », *The Washington Post*, 26 septembre 2004, p.B1.

¹¹² La phase IV est le nom donné par le Pentagone aux opérations de reconstruction de l'Irak qui allaient devoir être mises en œuvre après le renversement de Saddam Hussein.

¹¹³ Michael R. Gordon, *Cobra 2 : The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New York, Pantheon Books, 2006, p.144.

¹¹⁴ Charles-Philippe David, Karine Prémont et Julien Turreille, op. cit., p.59.

pas entrepris une mission de cette ampleur depuis l'occupation de l'Allemagne en 1945¹¹⁵. De plus, il rappelait régulièrement à ses collègues l'importance de garder à l'esprit les différentes leçons apprises au cours des opérations menées dans ces deux pays, notamment le fait qu'une démocratie doit, pour être véritablement fonctionnelle, reposer sur une société civile solide, un système politique à partis multiples, une presse libre, un système judiciaire indépendant et une gestion transparente des fonds publics¹¹⁶.

Historien de formation, Paul Bremer était toutefois parfaitement conscient des nombreuses différences entre la situation de l'Allemagne de 1945 et celle de l'Irak de 2003. En effet, Bremer souligne d'abord dans ses mémoires le fait que les Américains avaient amorcé la planification de l'après-guerre en Allemagne dès 1942, ce qui leur avait laissé trois ans pour anticiper les divers besoins de la population d'un pays où les villes et les infrastructures étaient en ruines. Dans le cas de l'Irak, le BRAH n'avait été formé que huit semaines avant le début de l'intervention, ce qui explique pourquoi les officiels une fois sur le terrain ont été surpris par l'ampleur du chaos qui s'était installé au lendemain de la chute de Saddam Hussein. Toujours dans ses mémoires, Bremer mentionne une autre différence majeure entre l'occupation de l'Allemagne et celle de l'Irak : dans le premier cas, les Américains ont fait face à un peuple vaincu alors que dans le second, il s'agissait d'un peuple libéré. En effet, sous le régime nazi, la nation allemande avait été entièrement mobilisée afin de combattre l'ennemi jusqu'au bout. Une fois la guerre perdue, les Allemands n'ont eu d'autre choix que de se plier à la volonté des vainqueurs. À l'inverse, les Américains ont

¹¹⁵ « You know the size of this challenge better than I do. America and its allies haven't taken on a job this big since the occupation of Germany and Japan in 1945 ». L. Paul Bremer, *My Year in Iraq: the Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.17.

¹¹⁶ Ibid., p.19.

défait en Irak un régime et non un pays¹¹⁷. Pour cette raison, Bremer était d'avis que les Irakiens, bien que reconnaissants envers les Américains de les avoir délivrés du régime autoritaire de Saddam Hussein, allaient être réticents à l'idée d'accepter la présence prolongée sur leur territoire d'une puissance étrangère, occidentale et non-musulmane de surcroît.

En poursuivant sa comparaison, Bremer note également que l'Allemagne de 1945 représentait un État bien plus homogène que l'Irak de 2003. Certes, il y avait une concentration de Protestants au nord et de Catholiques au sud, mais le peuple allemand partageait malgré tout une même langue et une même culture. L'Irak d'aujourd'hui est au contraire le résultat de la fusion par les Britanniques de trois provinces de l'Empire ottoman déchu au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ainsi, le peuple irakien, plutôt disparate, est constitué d'une majorité arabe musulmane chiite au sud ayant de forts liens religieux avec l'Iran et d'une minorité arabe sunnite représentant 20% de la population concentrée dans le centre du pays et ayant dominé la scène politique d'abord sous le règne ottoman puis ensuite sous la dictature du parti Baath. Enfin, les Kurdes et les Turkmènes, également sunnites mais non arabes, peuplent majoritairement le nord du pays. À son arrivée à Bagdad, Bremer était également conscient que le régime de Saddam Hussein s'était maintenu au pouvoir trois fois plus longtemps que le régime d'Adolf Hitler et donc que les cicatrices laissées par les années de dictature en Irak étaient bien plus profondes qu'elles ne l'étaient en Allemagne. D'ailleurs, le dictateur irakien, qui avait mené son pays d'une main de fer pendant près de 25 ans, avait presque réussi à éliminer complètement l'opposition qui, à l'arrivée des Américains, était très faible voire quasiment inexistante. Enfin, Bremer termine son analyse en soulignant qu'il y avait très peu de liens à faire entre les situations économiques de l'Allemagne et de l'Irak. En effet, l'Allemagne de 1945 avait connu avant la Première Guerre mondiale un

¹¹⁷ L. Paul Bremer, *op. cit.*, p.37.

siècle d'industrialisation alors que l'Irak avait connu sous Saddam Hussein des années de socialisme ayant complètement éliminé la classe moyenne de même que le secteur privé. De plus, il est important de mentionner que l'Irak, au moment où les Américains déclenchaient leur intervention était complètement dépendant de son industrie pétrolière.

Bien qu'il ait été conscient dès le départ des nombreuses différences entre l'Allemagne de 1945 et l'Irak de 2003, Paul Bremer était tout de même convaincu que celle-ci pouvait servir de modèle. Ainsi, dans les premiers mois de son mandat, il a suivi avec entêtement ce que Michael Hirsh qualifie de « protocole allemand », c'est-à-dire la mise en place d'une constitution garantissant d'abord les droits de la population, la tenue d'élections locales et ensuite seulement, le retour de la souveraineté entre les mains des Irakiens¹¹⁸. Pour cette raison, Bremer et ses supérieurs à Washington ont complètement ignoré la demande formulée par les leaders chiites pour la tenue d'élections nationales. Ils ont aussi marginalisé l'Ayatollah Ali Sistani tout comme le Conseil de gouvernement transitoire, créé par Bremer lui-même. En fait, ce que le Pentagone souhaitait au départ, c'est installer à la tête du gouvernement irakien un allié des États-Unis comme Ahmed Chalabi, davantage susceptible d'acquiescer aux demandes américaines, notamment celle d'installer une base militaire permanente en Irak, comme cela avait été le cas cinquante ans plus tôt en Allemagne. Cependant, les Américains ont rapidement dû se rendre à l'évidence : Ahmed Chalabi n'était pas Konrad Adenauer, politicien allemand emprisonné sous le régime nazi qui devint le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne. En effet, la personnalité controversée de Chalabi de même que l'absence de toute base politique le soutenant en territoire irakien ont forcé l'administration Bush à revoir sa stratégie de transfert de souveraineté et donc à modifier le mandat du Conseil de gouvernement transitoire, à qui Bremer avait confié

¹¹⁸ Michael Hirsh, loc. cit.

au début de l'été 2003 un rôle strictement consultatif.

Bien que Saddam Hussein ait été au pouvoir en Irak bien plus longtemps qu'Adolf Hitler en Allemagne, l'emprise du parti Baath sur la société irakienne était selon Bremer comparable à la domination du parti Nazi au sein de la société allemande. En effet, comme les Nazis, les Baathistes avaient non seulement pris le contrôle de la vie politique irakienne, mais aussi de la société tout entière grâce à un savant mélange d'État policier, de terreur et de flagornerie¹¹⁹. De plus, le parti Baath exigeait de ses membres qu'ils participent à des séances d'endoctrinement où ils devaient mémoriser une série de slogans faisant l'éloge du dictateur irakien, de ses fils et de l'ensemble de sa famille. Les officiels du parti s'attendaient également à ce que les membres recrutent des enfants en bas âge, d'abord à titre d'informateurs pour qu'ils deviennent par la suite membres à part entière. Comme au sein du parti Nazi, les membres du parti Baath devaient surveiller attentivement le comportement de leur famille, de leurs amis, de leurs voisins et de leurs collègues afin que tous se conforment aux directives de leurs supérieurs. Au fil des ans, ces pratiques déshumanisantes, combinées avec la brutalité de Saddam et de ses fils, ont créé au sein de la société irakienne un climat de peur et de méfiance. Enfin, à l'image d'Adolf Hitler, Saddam Hussein était persuadé que la destinée l'avait choisi pour réaliser une mission grandiose. Pendant son règne, il avait d'ailleurs ordonné à plusieurs officiers baathistes, dont certains étaient des agents de renseignement ou encore des diplomates en poste à l'étranger, d'étudier attentivement l'ouvrage rédigé par Adolf Hitler, *Mein Kampf*¹²⁰.

Ainsi, quand est venu le temps pour Bremer de mettre en œuvre la politique de débaathification élaborée par Douglas Feith, celui-ci y a tout simplement vu une

¹¹⁹ L. Paul Bremer, op. cit., p.38.

¹²⁰ Ibid., p.39.

répétition de ce qui avait été fait en Allemagne en 1945. À ses yeux, le *Coalition Provisional Authority Order Number 1*, qui ordonnait le démantèlement du parti Baath et qui interdisait toute image ressemblant de près ou de loin à Saddam Hussein ou à tout autre membre identifiable de l'ancien régime dans le but d'effacer le souvenir du parti Baath de la sphère publique, était semblable, tant au niveau de son objectif que de sa portée, à la politique de dénazification mise en place dans l'Allemagne d'après-guerre qui avait interdit toute représentation de la croix gammée ainsi que les portraits du Führer¹²¹. Peu de temps après avoir signé le décret marquant le début du processus de débaathification, Bremer affirmait d'ailleurs qu'il avait autorisé cette politique parce qu'il considérait essentiel de mettre un terme à la domination idéologique du parti Baath, responsable des abus massifs et des mauvais traitements infligés à une importante partie de la population irakienne. Comme il l'avait fait en Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain devait donc faire subir aux Baathistes, le même sort qu'aux Nazis, c'est-à-dire les éliminer complètement¹²². En 2006, au cours d'une entrevue accordée à l'émission *Frontline* sur le réseau PBS, Bremer confirmait ces propos en soulignant que

the concept behind the debaathification decree was that the Baath Party had been one of the primary instruments of Saddam's control and tyranny over the Iraqi people for decades. Saddam Hussein openly acknowledged that he modeled the Baath Party on the Nazi Party because he admired the way in which Hitler was able to use the Nazi Party to control the German people. Just as in our occupation of Germany, we had passed what were called denazification decrees and prosecuted senior Nazi officials, the model for the debaathification was to look back at the denazification¹²³.

¹²¹ Ibid., p.42.

¹²² Thomas E. Ricks, *Fiasco : the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006, p.160.

¹²³ Frontline, « Extended Interviews – Paul Bremer », loc. cit.

Au cours de la même entrevue, Bremer répéta à plusieurs reprises que la politique de débaathification mise en place par l'équipe de l'APC n'était pas une erreur en soi malgré ses conséquences plutôt désastreuses. En effet, selon lui la débaathification de l'Irak était, en termes historiques, tout à fait comparable à la dénazification de l'Allemagne, même que le processus s'était déroulé selon lui bien plus en douceur en Irak. À ceux qui ont accusé Washington d'avoir cédé aux pressions d'Ahmed Chalabi, qui rappelons-le était un fervent partisan de cette politique, Bremer répliquait simplement que la débaathification avait été la bonne chose à faire et qu'il en était absolument satisfait¹²⁴.

En septembre 2004, Michael Hirsh questionnait Paul Bremer au sujet de l'ampleur de la tâche qu'il avait acceptée de remplir à la tête de l'APC. S'il admettait volontiers que la mission de démocratiser le pays dirigé d'une main de fer par Saddam Hussein pendant près de vingt-cinq ans était sans précédent, Bremer soulignait encore une fois que le modèle qui l'avait guidé était la résurrection de l'Allemagne post-Adolf Hitler. Pour appuyer ses dires, Bremer utilisait une série de documents contenant une ligne du temps détaillée pour le développement de chacun des ministères irakiens ainsi qu'un tableau intitulé « Milestones : Iraq and Germany », que nous avons reproduit ci-dessous. Selon lui, ce tableau permettait de mesurer les progrès accomplis en Irak comparativement à ceux de l'Allemagne en 1945¹²⁵.

¹²⁴ « The de-Baathification policy was the right policy—absolutely satisfied with that. It was based very much like the de-Nazification after World War II, because the Baath party, as Saddam himself said publicly and often, was modeled on the Nazi Party, including having children spies ». Ibidem.

¹²⁵ Michael Hirsh, loc. cit.

Comparative reconstruction milestones for
post-Saddam Iraq and post-WWII Germany

	<u>IRAQ</u>	<u>GERMANY</u>
Local Governments Installed	2 Months	8 Months
Independent Central Bank	2 Months	3 Years
Police Established	2 Months	14 Months
New Currency	2 ½ Months	3 Years
Training a new Military	3 Months	10 Years
Major reconstruction plan	4 Months	3 Years
Cabinet Seated	4 Months	14 Months
Full Sovereignty	1 Year	10 Years
New Constitution	2 ½ Years	4 Years
National Elections	3 Years	4 Years
War Trials	Pending	6 Months

Source : Autorité provisoire de la coalition, *An Historic Review of CPA Accomplishments* [en ligne].

http://www.APC-Iraq.org/pressreleases/20040628_historic_review_CPA.doc

Bien sûr, il serait légitime de penser qu'il ne s'agissait là que d'une manœuvre purement rhétorique ayant pour but de camoufler les nombreuses difficultés rencontrées par les troupes américaines en sol irakien. En effet, comme nous le verrons dans la deuxième section de ce mémoire, plusieurs officiels de l'administration Bush ont instrumentalisé l'analogie faite entre l'Irak de 2003 et l'Allemagne de 1945, et ce pour atteindre différents objectifs. Toutefois, lorsqu'il est question de Paul Bremer, nous sommes d'avis que l'analogie allemande a réellement influencé son analyse de la situation irakienne de même que ses prises de décisions une fois sur le terrain. D'abord, le fait que Bremer continue de faire référence à l'analogie allemande plusieurs années après la fin de son mandat en Irak pour expliquer les actions entreprises par l'APC semble confirmer l'impact de celle-ci sur son processus décisionnel, notamment en ce qui concerne la politique de débaathification. De plus, le fait que cette même analogie se retrouve également dans les comptes rendus de discussions privées et les réflexions personnelles livrés par Bremer dans ses mémoires vient renforcer notre argument.

Sur le terrain, Paul Bremer n'était pas le seul Américain à dresser un parallèle entre l'occupation de l'Allemagne en 1945 et celle de l'Irak en 2003. En effet, Noah Feldman, professeur de droit à l'université de New York et conseiller de Jay Garner pour les questions relatives à l'élaboration de la nouvelle constitution irakienne, racontait ainsi son vol en direction de l'Irak au début du mois de mai 2003 :

Pausing to take in the moment, I glanced around at my new colleagues. Those who were awake were reading intently. When I saw what they were reading, though, a chill crept over me, too. No one seemed to need a refresher on Iraq or the Gulf Region. Without exception, they were reading new books on the American occupation and reconstruction of Germany and Japan¹²⁶.

Galvanisée par une victoire militaire rapide, il y avait donc au sein de l'administration Bush une faction empreinte de l'idéologie néoconservatrice qui souhaitait voir les États-Unis mener la reconstruction de l'Irak selon le modèle de l'Allemagne et du Japon de l'après-guerre. À leurs yeux, il fallait instaurer dans ce pays une économie de marché, un taux d'imposition fixe, un secteur industriel et pétrolier privatisé, un nouveau système d'éducation, de nouvelles institutions militaires ainsi qu'un gouvernement démocratique ne reposant pas sur des bases sectaires ou ethniques. Devant les difficultés rencontrées par l'équipe de Jay Garner dans les premiers jours de l'occupation, plusieurs haut-dirigeants américains, notamment Donald Rumsfeld et ses collaborateurs du département de la Défense, ont adopté cet ambitieux agenda néoconservateur¹²⁷.

Selon l'ancien ministre irakien et auteur de *The Occupation of Iraq : Winning*

¹²⁶ Noah Feldman cité dans Peter W. Galbraith, *The End of Iraq : How American Incompetence Created a War Without End*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.97. Voir également à ce sujet Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, op. cit., p.172, les auteurs affirment que « coalition officials accordingly scoured books and articles about postwar Germany for lessons to apply to Irak ».

¹²⁷ Peter W. Galbraith, op. cit., p.116-117.

the War, Losing the Peace, Ali A. Allawi, la principale motivation de l'opposition, qui souhaitait mettre en place un important processus de débaathification de la société irakienne était soit la vengeance soit un certain dégoût idéologique face à l'héritage de Saddam Hussein et de son parti¹²⁸. Au département de la Défense, la vision qui dominait était la même que celle adoptée par Paul Bremer, c'est-à-dire qu'on voyait le parti Baath, à l'image du parti Nazi, comme un bloc idéologique monolithique qu'il fallait éliminer à tout prix. Toujours selon Allawi, les officiels du département d'État, qui rappelons-le avaient amorcé la planification de l'après-Saddam dès octobre 2001 et avaient donc pu consulter une quantité impressionnante d'experts sur la question, auraient probablement été plus enclins à poursuivre la politique de débaathification modérée entreprise au départ par Jay Garner. Ainsi, en excluant de la sphère publique seulement les plus proches collaborateurs de Saddam Hussein, certains Baathistes auraient pu conserver leurs postes au sein du gouvernement et servir de contrepoids aux islamistes désireux de s'emparer du pouvoir. Les Américains auraient également pu bénéficier de l'expertise de ces fonctionnaires irakiens expérimentés dans la gestion quotidienne du pays. Selon David L. Philips, anciennement du département d'État, la décision de purger l'Irak du parti Baath a donc été fortement influencée par Ahmed Chalabi et ses supporters néoconservateurs du Pentagone. Bien qu'elle ne faisait aucune distinction entre les individus ayant commis des atrocités sous le régime de Saddam Hussein et ceux qui n'étaient coupables que par association et qui avaient intégré les rangs du parti uniquement pour se trouver un emploi et s'assurer une qualité de vie respectable, la politique mise en œuvre par Bremer et son équipe a tout de même reçu l'aval de l'administration Bush puisqu'elle rappelait le processus de dénazification entrepris en Allemagne après la chute d'Adolf Hitler¹²⁹. Quelques temps après le début de l'occupation américaine en Irak, cette conception du parti Baath à l'image du parti Nazi s'était d'ailleurs répandue non seulement au sein des

¹²⁸ Ali A. Allawi, op. cit.

¹²⁹ David L. Philips, op. cit., p.145.

officiels américains à Washington et à Bagdad, mais aussi au sein des officiels irakiens nouvellement en poste. En effet, Mithal Alusi, le directeur de la commission chargée de la débaathification, affirmait en novembre 2004 que le parti Baath irakien pouvait être comparé au parti Nazi ou encore à la mafia et que ses membres pouvaient s'avérer être de très bons voisins malgré le fait qu'ils soient des tueurs¹³⁰. Au cours de la même année, Drew Erdmann, un jeune fonctionnaire américain à qui on avait confié la tâche de congédier 17 professeurs et membres du personnel d'une université en raison de leur allégeance baathiste, confiait à George Packer que sa mission n'avait rien à voir avec la liberté académique en rappelant qu'en 1945, personne en Allemagne n'avait remis en question l'idée que les anciens Nazis devaient être exclus des milieux universitaires¹³¹.

Comme nous avons pu le constater, l'analogie allemande a été évoquée à plusieurs reprises et par différents acteurs tant au cours de la planification des opérations américaines en Irak qu'une fois sur le terrain. En effet, nous avons d'abord vu dans cette section de notre mémoire que la reconstruction de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale avait inspiré certaines des recommandations faites par les experts ayant travaillé sous la tutelle du département d'État dans le cadre du *Future of Iraq Project* ainsi que par les experts du USAWC. Nous avons aussi constaté que plusieurs personnages ayant eu une grande influence sur le processus d'élaboration des politiques de reconstruction de l'Irak par l'administration Bush, notamment

¹³⁰ « There is a duality in Baathists. You can find a Baathist who is a killer, but at home, with his family, he's completely normal. It's like they split their day into twelve-hour blocks. When people say about someone I know to be a Baathist criminal, 'No, he's a good neighbour!' I believe them. The Baath Party is like the Nazi Party, or like the Mafia. If you meet them, they are simpatico. And this is why it's very difficult for us to do our work, which is to change—really change—Iraqi society ». Mithal Alusi cité dans Ali. A. Allawi, op. cit., p.147.

¹³¹ « In June 1945 you're not going to have a discussion about the legitimacy of the Nazi ideology and the legitimacy of the Nazi Party and you're sitting in Germany. It's not academic! Hello? It's only a few months ago, the people are still living next door, they're still working next door, they're still on campus, they're still around, they're still threatening ». Drew Erdmann cité dans George Packer, op. cit., p.193.

Ahmed Chalabi, Paul Wolfowitz et Donald Rumsfeld, avaient adhéré à l'idée que l'intervention américaine en sol irakien était comparable à la démocratisation de l'Allemagne entreprise en 1945. Enfin, il nous semble désormais évident que le modèle allemand a été complètement épousé par Paul Bremer et son équipe de l'APC une fois arrivée à Bagdad. Mais cette comparaison était-elle la plus appropriée? Les Américains auraient-ils plutôt eu intérêt à s'inspirer des opérations de *nation-building* menées par l'administration Clinton dans les années 1990 ou encore de l'expérience britannique en Mésopotamie au lendemain de la Première Guerre mondiale?

1.2.3 Les faiblesses de l'analogie allemande

En matière de *nation-building*, il ne fait aucun doute que les interventions américaines en Allemagne et au Japon au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale représentaient aux yeux de l'administration Bush des exemples à suivre étant donné le succès dont elles avaient été couronnées¹³². Toutefois, comme l'avait lui-même souligné Paul Bremer à son arrivée à Bagdad, l'Irak de 2003 était bien loin d'être l'Allemagne de 1945. D'abord, le nombre de militaires américains présents en sol allemand après la fin de la guerre gagnée par les Alliés n'avait rien de comparable avec le nombre de troupes déployées en Irak en 2003. En effet, suite à la capitulation du régime nazi, l'armée américaine comptait 1 622 000 soldats dans sa zone d'occupation en Allemagne, ce qui représentait un ratio de plus de 100 militaires pour 1 000 habitants¹³³. En revanche, après la chute du régime de Saddam Hussein, la coalition menée par les Américains ne disposait que de 125 000 soldats, nombre qui fut augmenté à près de 150 000 dans les premiers mois de l'occupation, mais qui ne

¹³² « Germany and Japan are, of course the gold standard of American-led nation-building. The victorious Americans led multiyear occupations that transformed two militaristic dictatorships into economically booming and highly stable democracies that transformed Europe and the Far East ». Peter W. Galbraith, op. cit., p.97.

¹³³ Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, op. cit., p.173.

représentait tout de même qu'un ratio de 7 militaires pour 1 000 habitants¹³⁴. De plus, l'Allemagne de 1945, à l'inverse de l'Irak, était, selon Peter W. Galbraith, une « vraie nation », c'est-à-dire qu'elle était constituée d'une population ethniquement et culturellement homogène. Ainsi à l'exception de quelques parallèles intéressants à faire entre le parti Nazi et le parti Baath, l'expérience américaine en Allemagne suite à la Deuxième Guerre mondiale ne s'appliquait pas à l'Irak de 2003¹³⁵.

Dans le même ordre d'idées, James Dobbins affirmait en 2006 que les décideurs américains chargés d'élaborer les politiques de reconstruction de l'Irak post-Saddam Hussein auraient dû avoir recours à d'autres modèles que l'occupation de l'Allemagne compte tenu notamment du fait que la société allemande n'avait jamais été déchirée par des conflits ethniques, culturels, religieux ou encore linguistiques comme ceux avec lesquels l'Irak est aux prises encore aujourd'hui¹³⁶. De plus, l'Allemagne était déjà avant la guerre un pays industrialisé qui figurait parmi les premières économies mondiales et à qui l'occupant n'avait pas besoin d'enseigner les rouages d'un système capitaliste performant. Enfin, le régime nazi avait été vaincu suite à des années d'une guerre qui avait dévasté le pays et démoralisé la population, ce qui rendait l'émergence d'une insurrection peu probable¹³⁷. Ainsi, étant donné ces nombreuses différences, Dobbins était d'avis que l'administration Bush aurait eu avantage à questionner davantage la pertinence de l'analogie allemande, ce qui lui aurait probablement permis de constater que l'intervention en ex-Yougoslavie au

¹³⁴ Global Security, *Iraq – US Ground Forces End Strenght* [en ligne], loc. cit. Ce fait vient confirmer les dires de Larry Diamond selon qui les Américains n'ont jamais été disposés à investir les ressources pour mener à bien les opérations de reconstruction en Irak.

¹³⁵ Peter W. Galbraith, op. cit., p.97.

¹³⁶ Frontline, « Extended Interviews – James Dobbins », *The Lost Year in Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/dobbins.html> (page consultée le 22 octobre 2007).

¹³⁷ Ibidem.

milieu des années 1990 constituait un modèle plus approprié. Toujours selon Dobbins, les Américains auraient tout de même pu profiter des leçons tirées de la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre, notamment en ce qui concerne le nombre de troupes nécessaires pour contrer toute éventuelle résistance au changement de régime. « U.S. officials anticipated and planned to deal with significant residual German resistance following the surrender of its armed forces... The large number of U.S. and allied military forces in West Germany and the establishment of a strong constabulary force pre-empted most resistance¹³⁸ ». Une autre leçon qu'aurait dû retenir l'administration Bush de l'Allemagne post-Adolf Hitler est qu'il est plus facile de reconstruire un pays et de favoriser sa transition démocratique en s'appuyant sur les institutions déjà en place. En effet, la création d'une nouvelle structure politique est une entreprise complexe et particulièrement coûteuse qui demande une implication à long terme de l'occupant. Enfin, l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale constituait également un modèle en ce qui a trait à la justice post-conflit. Pour Dobbins, juger les anciens dirigeants pour les crimes qu'ils ont commis est une étape importante du processus devant mener à l'instauration d'un régime démocratique¹³⁹.

Dans *America Unbound*, Ivo H. Daalder et James M. Lindsay affirment également que l'utilisation de l'analogie allemande par l'administration Bush a eu pour effet de camoufler certaines différences majeures entre ces deux occupations. De plus, ils ajoutent que l'équipe de l'APC n'était en rien comparable à celle ayant dirigé l'occupation de l'Allemagne, que certains auteurs qualifient d'ailleurs de « best and the brightest America had to offer¹⁴⁰ ». Pour ne donner qu'un exemple du manque

¹³⁸ Dobbins, James (dir.), *America's Role In Nation-Building*, Santa Monica, RAND, 2003, p.21.

¹³⁹ Ibid., p.205-206.

¹⁴⁰ Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, op. cit., p.173.

d'expérience des employés de Bremer, mentionnons que le fonctionnaire à qui on avait confié la responsabilité d'introduire un marché boursier en Irak était un jeune de 24 ans, récemment diplômé en science politique de Yale, qui n'avait passé qu'une seule entrevue pour être embauché par la Maison-Blanche. En fait, les membres de cette équipe, dont la grande majorité ne parlait pas un mot d'Arabe et dont un trop grand nombre ne connaissait rien à l'Irak, avaient pour la plupart été sélectionnés pour leur loyauté politique envers le président et le parti Républicain et non en raison de leurs expériences pertinentes¹⁴¹.

Les interventions américaines en Irak et en Allemagne étaient également aux antipodes en ce qui concerne la légitimité dont elles bénéficiaient sur la scène internationale. En effet, dès 1945, les Nations Unies avaient reconnu l'Allemagne et les autres puissances de l'Axe comme des nations ennemies. Ainsi, personne ne questionnait le droit des Américains de participer à ce qui était un effort commun des Alliés. Plus important encore, les Allemands, qui ne se réjouissaient guère de la présence de puissances étrangères sur leur territoire, reconnaissaient tout de même que c'était là le prix à payer pour avoir perdu une guerre déclarée par leur ancien chef d'État. À l'inverse, l'occupation en Irak n'a jamais bénéficié d'une telle légitimité au niveau international. De plus, l'administration Bush n'a rien fait une fois la guerre terminée pour encourager la participation des autres États de la communauté internationale ou celle des Nations Unies à l'effort de reconstruction. Au contraire, Condoleezza Rice affirmait au lendemain de la chute de Saddam Hussein qu'après avoir sacrifié des vies pour la libération de l'Irak, les forces de la coalition joueraient un rôle de premier plan en ce qui concerne l'administration et la reconstruction de ce pays¹⁴². Ainsi, le fait que les Américains aient définitivement pris le contrôle de tout ce qui allait se passer en Irak suite au renversement du régime autoritaire de Saddam

¹⁴¹ Ibidem.

¹⁴² Ibidem.

a contribué à alimenter la méfiance des Irakiens qui se sont mis à douter fortement des véritables motifs de l'occupation.

À l'instar de Drazen Pehar, nous croyons toutefois que les analogies historiques pourraient avoir une influence positive sur les prises de décision des dirigeants si ceux-ci les utilisaient pour apprendre des erreurs commises dans le passé. Cet avis est également partagé par Charles Tripp, professeur à l'université de Londres, qui affirme que les Américains auraient eu avantage à étudier l'intervention britannique en Mésopotamie mise en place au lendemain de la Première Guerre mondiale, avant de s'aventurer en Irak. En effet, selon ce spécialiste du Moyen-Orient, les États-Unis ont fait face dès l'été 2003 à une situation semblable à celle qu'avait connu le Royaume-Uni en 1920, année où les Irakiens se sont révoltés contre l'impérialisme britannique. Suite à ce soulèvement, qui fut écrasé, mais qui s'avéra considérablement coûteux pour la Grande-Bretagne, l'armée d'occupation et ses responsables ont radicalement révisé leur plan de départ. À la vision grandiose des débuts de l'occupation succéda un projet bien plus modeste : la hiérarchie sociopolitique existant en Irak fut reconnue et le pouvoir fut confié aux élites de l'ancien régime, tout de même placées sous surveillance occidentale. Selon Hichem Karoui, « s'il n'y avait pas ces fantômes du passé impérialiste de la Grande-Bretagne hantant encore la mémoire des Irakiens, il serait beaucoup plus facile d'enthousiasmer ces gens pour un grand projet de société rappelant en quelque sorte la réussite d'autres pays dans des cas presque similaires d'après-guerre, comme le Japon ou l'Allemagne, voire l'Europe du plan Marshall¹⁴³ ». Plutôt que d'utiliser l'expérience britannique, les Américains ont tout simplement ignoré certains faits enseignés par l'histoire. Ainsi, ils sont aujourd'hui confrontés à des problèmes vieux de quatre-vingt ans, notamment en ce qui concerne l'éclatement de la société irakienne. En se basant sur l'histoire de l'intervention britannique en Mésopotamie,

¹⁴³ Hichem Karoui, *Op. cit.*, p.172.

Charles Tripp prévoyait en janvier 2003 que, « confrontée à la probable résistance irakienne à un projet de reconstruction de l'État et aux risques pour la vie de ses soldats, il est vraisemblable que l'administration du président George W. Bush, poussée par l'électorat américain, opte en faveur d'un désengagement des affaires internes du pays¹⁴⁴ ». Bien que les troupes américaines soient toujours en Irak aujourd'hui et que leur récente augmentation semble avoir quelque peu amélioré la situation sur le terrain¹⁴⁵, il est possible de constater grâce à cette remarque que l'utilisation d'un autre modèle que celui de l'Allemagne de 1945 aurait probablement permis aux Américains d'adopter une approche mieux adaptée aux réalités de l'Irak de 2003. De son côté, le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, Joe Biden, affirme depuis 2006 que le modèle à partir duquel les Américains devraient désormais élaborer leurs politiques pour l'Irak est l'intervention de *nation-building* menée en Bosnie après la signature des accords de Dayton en 1995. En effet, dans un plan en cinq étapes élaboré pour sortir les États-Unis du borbier irakien, le sénateur démocrate propose, comme cela avait été fait en Bosnie, de renforcer l'unité du pays en instaurant un système décentralisé confiant à chaque groupe ethno-religieux la gestion de ses propres affaires tout en maintenant en place un gouvernement central qui prendrait en charge les intérêts communs à l'ensemble du

¹⁴⁴ Charles Tripp, « Leçons d'une histoire coloniale oubliée », *Le Monde diplomatique*, no 586 (janvier 2003), pp.14-15.

¹⁴⁵ « Many Americans and Iraqis feel that 2007 was the year the war in Iraq turned around: the "surge" strategy has pacified large sections of the country; previously hostile factions like those of the cleric Moktada al-Sadr and the sheiks in Anbar Province have dropped their opposition or even sided with American and government forces; and the number of insurgent attacks has dropped steadily », Adriana Lins de Albuquerque et Alicia Cheng, « A Year in Iraq », *The New York Times* [en ligne], 6 janvier 2008.
http://www.nytimes.com/2008/01/06/opinion/06chart.html?_r=1&scp=7&sq=iraq+surge&st=nyt&oref=slogin (page consultée le 20 février 2008). Toutefois ces gains sont considérés comme étant très fragile par de nombreux experts. Voir à ce sujet International Crisis Group, *Iraqs Civil War, the Sadrists and the Surge* [en ligne].
http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle_east_north_africa/iraq_iran_gulf/72_iraq_s_civil_war_the_sadrists_and_the_surge.pdf (page consultée le 20 février 2008).

peuple irakien¹⁴⁶.

Selon le Sénateur républicain Chuck Hagel, le recours à l'analogie allemande par les dirigeants américains n'a eu pour effet que de contribuer à l'illusion de progrès en Irak. En effet, plutôt que de suivre les traces des succès accomplis en Allemagne après 1945, Hagel affirmait en 2004 que les opérations se déroulant en sol irakien rappelaient un peu plus chaque jour un des plus grands échecs de la politique étrangère américaine : la vietnamisation¹⁴⁷. Puisque l'utilisation de l'analogie allemande par l'administration Bush a eu pour effet de camoufler les différences majeures entre l'occupation de l'Allemagne et celle de l'Irak, on a eu tendance à Washington à oublier ou même à mentir sur certains faits de même que sur les présumés succès irakiens, qui se sont manifestés sur papier bien plus que dans la réalité. Ainsi, il nous semble justifié de se questionner sur les raisons qui ont poussé certains dirigeants américains à adopter cette référence historique et à en ignorer d'autres dont l'utilisation aurait pu s'avérer bénéfique.

Selon James Dobbins, ce sont principalement pour des raisons d'ordre politique que l'administration Bush a choisi d'adopter la reconstruction de l'Allemagne comme modèle pour élaborer les politiques à mettre en œuvre en Irak après le renversement de Saddam Hussein. En effet, le cas allemand, bien qu'il constitue le meilleur exemple de réussite en matière de *nation-building*, était moins approprié que les cas bosniaque ou kosovar, également qualifiés par l'expert de succès quoique plus mitigés, pour servir de modèle aux dirigeants américains. Toutefois, ces deux analogies, qui auraient peut-être pu avoir un impact favorable sur la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak, n'étaient pas des choix

¹⁴⁶ Joseph R. Biden et Leslie H. Gelb, «Unity Through Autonomy in Iraq », *New York Times* [en ligne], 1^{er} mai 2006. <http://www.nytimes.com/2006/05/01/opinion/01biden.html> (page consultée le 10 février 2007).

¹⁴⁷ Michael Hirsh, loc. cit.

politiquement acceptables pour l'administration Bush puisqu'elles rappelaient trop et de façon positive l'administration Clinton. À l'inverse, la reconstruction de l'Allemagne pouvait être évoquée comme un succès incontesté qui en plus, n'avait rien à voir avec le prédécesseur immédiat de l'actuel président.

Comme il en a été question précédemment, Christopher Hemmer soutient dans son ouvrage *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987* que trois critères influencent les dirigeants au moment où ils sélectionnent une analogie. En effet, selon lui, l'expérience historique des décideurs, le but visé par ceux-ci et le lien de cause à effet entre une décision prise par leurs prédécesseurs et le résultat obtenu sont des facteurs déterminants qui dictent ce choix¹⁴⁸. Ainsi, dans le cas qui nous intéresse, il est tout à fait pertinent d'analyser ces trois éléments pour comprendre pourquoi certains membres de l'administration Bush ont adhéré à l'analogie allemande malgré ses nombreuses faiblesses. D'abord, tel que mentionné déjà plusieurs fois, la reconstruction de l'Allemagne par les États-Unis et leurs alliés après la Seconde Guerre mondiale représentait pour l'équipe présidentielle le plus grand *success story* américain en matière de *nation-building*. Bien qu'aucun des décideurs en place n'ait personnellement vécu cet épisode de l'histoire des États-Unis, il est possible, d'affirmer comme le fait Hemmer, que la charge émotive véhiculée par cet événement, qui représente le meilleur exemple d'implantation des valeurs et du système démocratique si chers aux Américains, était suffisamment forte pour que ceux-ci le considèrent en première analyse comme un modèle pertinent. De plus, les buts poursuivis en Irak par l'administration Bush, qui rappelons-le avait dès le début de l'occupation adopté l'agenda des néoconservateurs présents au sein du département de la Défense, étaient tout à fait conformes à ceux

¹⁴⁸ Christopher Hemmer, op. cit., pp.14-19.

poursuivis par les Alliés en Allemagne après 1945¹⁴⁹. À ce propos, James Fallows mentionnait en 2002 que certains haut placés à Washington considéraient l'intervention des États-Unis en Irak comme une occasion en or de changer la face du monde arabe, tout comme l'intervention en Allemagne avait changé la face de l'Europe centrale¹⁵⁰. Puisque dans les deux cas, le but poursuivi par le gouvernement américain était, rhétoriquement du moins, l'instauration d'une démocratie et d'une économie de marché, puis la diffusion de ces idéaux dans toute la région, le modèle allemand pouvait encore une fois sembler approprié. Enfin, toujours selon Christopher Hemmer, le dernier facteur qui justifie le choix d'une analogie par un décideur se situe au niveau du lien de causalité entre certaines décisions prises par les officiels d'une époque précédente et le résultat obtenu. À la lumière des recherches que nous avons effectuées, il nous semble que les responsables de l'élaboration des politiques de reconstruction en Irak étaient d'avis que la dénazification du peuple allemand avait été un élément clé ayant mené au succès des opérations entreprises au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les Américains et à l'établissement d'une société libre et démocratique dans ce pays. Ainsi, l'administration Bush a tenté de reproduire l'exploit de ses prédécesseurs en promouvant une politique de débaathification qui en apparence ressemblait à ce qui avait été fait en Allemagne, mais qui en réalité n'était absolument pas adaptée aux réalités de la société irakienne.

Au moment de mettre en œuvre le *Coalition Provisional Authority Order Number 1*, quelques experts avaient fait part de leurs craintes face à cette entreprise inspirée de la dénazification de l'Allemagne en affirmant qu'elle exacerberait les divisions à l'intérieur du pays plutôt que d'encourager la mise en place d'une démocratie et d'une culture politique nouvelle permettant d'effacer les modèles

¹⁴⁹ « The American experience following World War II had almost no applicability to Iraq. But it did fit with the grand ambitions of the Bush Administration », Peter W. Galbraith, op.cit., p.97.

¹⁵⁰ James Fallows, « The Fifty-first State ? », loc. cit., p.64.

nationalistes et autoritaires du passé¹⁵¹. Malgré cela, Bremer restait convaincu qu'une des leçons essentielles à retenir des opérations menées en Allemagne après 1945 était qu'il fallait procéder rapidement à l'élimination complète du parti Baath¹⁵². Mais cette interprétation de la politique de dénazification mise en œuvre après la capitulation de l'Allemagne était, de l'avis de plusieurs experts, erronée. En effet, selon Thomas Ricks, auteur de l'ouvrage *Fiasco : The American Military Adventure in Iraq*, l'administration Bush n'a pas réussi à tirer profit de l'analogie allemande puisque personne au sein de l'équipe présidentielle n'a jamais vraiment étudié l'occupation américaine en Allemagne afin d'en appliquer les leçons¹⁵³. Ainsi, en ce qui concerne la dénazification, Ricks souligne notamment que cette politique avait principalement pour cible les échelons supérieurs du régime nazi et qu'elle avait été mise en place avec le plus grand soin afin que seuls les véritables responsables paient pour leurs crimes. La politique mise en œuvre par Bremer dans les premiers jours de son mandat à la tête de l'APC allait donc complètement à l'encontre des leçons qu'il aurait pu tirer de la dénazification. Pour cette raison, Thomas Ricks est d'avis que l'analogie allemande a davantage été une excuse utilisée par l'administration Bush pour justifier ses politiques qu'un outil d'analyse ayant guidé ses prises de décisions. Dans la prochaine section de ce mémoire, nous nous questionnerons donc sur la manière dont certains dirigeants américains ont instrumentalisé l'analogie allemande pour atteindre différents objectifs.

¹⁵¹ Ali A. Allawi, op. cit., p.151.

¹⁵² « Here's vetting—decontamination and débaathification. One of the lessons from particularly Germany was, typically, a deep process of vetting out occurs first and is best performed with speed », Paul Bremer cité dans George Packer, op. cit., p.198.

¹⁵³ Frontline, « Extended Interviews – Thomas Ricks », *The Lost Year in Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/ricks.html> (page consultée le 22 octobre 2007).

DEUXIÈME SECTION

L'ANALOGIE ALLEMANDE COMME OUTIL DE PERSUASION

« Men use the past to prop up their own prejudices »
A.J.P. Taylor¹⁵⁴

2.1 L'approche politique

Bien qu'il existe un certain consensus autour du fait que les dirigeants américains aient régulièrement recours aux analogies historiques, l'explication cognitive de ce phénomène est loin de faire l'unanimité. En effet, plusieurs experts sont plutôt réticents à l'idée d'accepter que les hommes d'État utilisent ce genre d'analogies afin de faire l'analyse d'une situation donnée. Selon ces sceptiques, les analogies sont plutôt un outil dont disposent les décideurs pour justifier et faire la promotion de leurs politiques élaborées en tenant compte de facteurs plus concrets¹⁵⁵. Ainsi, pour John K. Fairbank, « history is a grabbag from which each advocate pulls out a "lesson" to prove his point¹⁵⁶ ». Cette conception de l'histoire comme un immense fourre-tout à l'intérieur duquel chacun trouve son compte a également été reprise par Arthur Schlesinger Jr selon qui « the issue of history as rationalization somewhat diminishes the force of the argument that history is per se a powerful formal determinant of policy¹⁵⁷ ». Pour les partisans de cette approche, toute référence aux leçons du passé n'est donc qu'un instrument de persuasion utilisé par

¹⁵⁴ A.J.P. Taylor cité dans Jens Meierhenrich, « Analogies at War », *Journal of Conflict and Security Law*, vol. 11, n°1 (2006), p.6.

¹⁵⁵ Voir notamment à ce sujet Leila Zenderland, *Recycling the Past: Popular Uses of American History*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1978 et Jack Snyder, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

¹⁵⁶ John K. Fairbank cité dans Yuen Foong Khong, op. cit., p.8.

¹⁵⁷ Dans sa critique du livre de Ernest May intitulé *"Lessons" of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, Schlesinger affirme lui aussi que « the past is an enormous grabbag with a prize for everybody ». Arthur M. Schlesinger Jr., loc. cit., p.443.

les dirigeants qui doivent vendre leurs décisions à différentes audiences, notamment à certains acteurs politiques ou encore à l'opinion publique. Toujours selon Schlesinger, l'utilisation de l'approche cognitive pour étudier ce phénomène pose problème puisque les historiens et les politologues, tout comme les chefs d'État eux-mêmes, ne peuvent jamais être certains que le recours à ces références historiques ne constitue pas qu'un moyen de justifier une décision prise sur d'autres bases¹⁵⁸. Enfin, certains auteurs vont encore plus loin et affirment qu'il n'est absolument pas nécessaire de tenter d'expliquer le comportement des décideurs en se penchant sur l'aspect cognitif du processus décisionnel puisqu'en bout de ligne, ce sont les contraintes structurelles imposées par le système international qui déterminent le comportement d'un État¹⁵⁹.

2.1.1 *Le rôle des analogies historiques dans le discours des dirigeants américains*

Dans son ouvrage *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*, Yuen Foong Khong expose en détail le point de vue des principales critiques de l'approche cognitive. Bien que pour lui, les analogies historiques constituent un instrument d'analyse et non seulement un outil de persuasion, Khong admet tout de même que celles-ci puissent être utilisées par les décideurs afin de légitimer la mise en œuvre de certaines politiques¹⁶⁰. Ainsi, pour les tenants de l'approche politique, que nous pouvons également qualifier d'approche sceptique, le fait que les dirigeants fassent référence aux leçons du passé dans leurs discours publics n'a rien de surprenant puisque ces interventions abondamment médiatisées sont l'un des principaux moyens utilisés par ceux-ci pour justifier leurs

¹⁵⁸ Ibidem.

¹⁵⁹ Voir entre autres la théorie néoréaliste développée dans Kenneth Waltz, *Theory of international politics*, Reading, Addison-Wesley Pub. Co., 1979.

¹⁶⁰ « A strong justificatory tone can often be detected in the way these analogies are used (...) In case like these, it is difficult to deny that there is a strong element of justification and rationalization », Yuen Foong Khong, op. cit., p.49.

décisions. Selon ces auteurs, les différentes questions que pose l'approche cognitive, notamment à savoir pourquoi les dirigeants se laissent si souvent tromper par les analogies auxquelles ils font référence et surtout pourquoi ils continuent d'y avoir recours, ne méritent pas qu'on s'y attarde puisque ces leçons du passé n'ont pas de véritable impact sur le processus décisionnel. De plus, si ces analogies ne servent qu'à persuader différentes audiences des bienfaits d'une politique adoptée selon d'autres critères, la superficialité des similitudes entre la situation présente et l'évènement passé importe peu. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que les références historiques mises de l'avant par les décideurs ne sont habituellement pas les plus appropriées.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette vision purement instrumentale des analogies historiques découle de la nécessité pour les dirigeants de justifier leurs actions auprès de différents acteurs politiques de même qu'auprès de l'opinion publique. Pour comprendre pourquoi les décideurs utilisent si fréquemment ces leçons de l'histoire comme outil de persuasion, il faut en premier lieu approfondir sur le processus par lequel ce procédé discursif influence les perceptions des différents auditoires. En adoptant cette approche, nous mettrons donc l'accent sur la rhétorique utilisée par les dirigeants dans leurs discours publics plutôt que sur l'analyse du raisonnement ayant mené à leur prise de décision. Selon Paul Ricoeur, « tout individu maîtrisant l'art de manipuler les mots et surtout l'art de manipuler les hommes en manipulant les mots détient entre ses mains un pouvoir formidable¹⁶¹ ». Pour cet auteur, c'est donc à l'aide de diverses pratiques discursives et de la rhétorique que les dirigeants américains parviennent à justifier leurs politiques puisque celles-ci créent la réalité politique d'où émergent les idées et où sont conçues les actions. Vu ainsi, le langage engendre la conscience politique, construit l'identité

¹⁶¹ Traduction libre, Paul Ricoeur cité dans Jens Meierhenrich, loc. cit., p.5.

nationale, définit le contexte politique et donne un sens aux actions entreprises¹⁶². Une fois la réalité décrite, celle-ci se transforme en un consensus à l'intérieur duquel prennent place les débats et les discussions. Puisque le langage peut créer une certaine réalité, l'utilisation de différents procédés discursifs comme les analogies ou les métaphores historiques¹⁶³ contribue à la création de cette réalité.

Selon George Lakoff, « metaphors limit what we notice, highlight what we do see, and provide part of the inferential structure that we reason with¹⁶⁴ ». En faisant la promotion de certaines analogies et en discréditant celles utilisées par leurs opposants, les participants au débat politique tentent de mettre en place ce que les experts en communication politique appellent l'interprétation dominante d'un événement, c'est-à-dire qu'ils cherchent à faire accepter leur propre conception d'une situation donnée afin d'en définir les principaux enjeux¹⁶⁵. Ainsi, en plus de donner un sens aux événements passés et présents, les analogies historiques peuvent influencer la manière dont une communauté définit ses objectifs collectifs. Pour cette raison, les différents acteurs impliqués dans le processus décisionnel déploient différentes métaphores dans le but de créer un consensus autour de leur propre conception de la réalité¹⁶⁶. Comme l'affirme Richard Jackson, il n'est pas rare de voir

¹⁶² Lynn Boyd Hinds et Theodore Otto Windt, *The Cold War as Rhetoric: the Beginnings 1945-1950*, New York, Praeger, 1991, p.7.

¹⁶³ Par souci de cohérence, nous continuerons d'utiliser dans cette section le terme « analogie historique » malgré le fait que plusieurs auteurs parlent fréquemment de métaphores historiques. En fait, selon Drazen Pehar, « historical analogies are a variety of metaphorical expressions that use an image of the past to shed light on present or future affairs of mostly political concern ». Drazen Pehar, loc. cit., pp.117-138.

¹⁶⁴ George Lakoff cité dans Roland Paris, « Kosovo and the Metaphor War », *Political Science Quarterly*, vol.117, no3 (2002), p.428.

¹⁶⁵ Roland Paris, loc. cit., p.425.

¹⁶⁶ Cette conception des analogies historiques comme un procédé discursif pouvant influencer la manière dont un individu appréhende certains enjeux et réagit à une situation donnée ne date pas d'hier. En fait, on peut retracer ses origines dans les écrits de plusieurs philosophes dont Aristote qui

les politiciens utiliser les analogies historiques afin de rendre un évènement complexe intelligible et de lui donner une signification. Dans son ouvrage *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-Terrorism*, Jackson identifie le recours aux analogies comme un outil discursif très puissant utilisé par les décideurs lorsque vient le temps de rallier les acteurs politiques et la population derrière certaines décisions¹⁶⁷. Discursivement, le pouvoir des analogies repose sur leur capacité de créer un certain consensus autour de l'interprétation d'une situation donnée, et ce en la comparant à une situation antérieure plus familière. Toujours selon Jackson, le fait de donner une signification particulière à un évènement peut avoir d'importantes répercussions sur la manière dont celui-ci est ensuite perçu. De plus, le recours aux analogies peut être utilisé par les leaders politiques pour faire taire l'opposition en rendant les questions et les critiques de celle-ci illégitimes. À titre d'exemple, l'auteur rappelle dans son ouvrage qu'au cours de la première guerre du Golfe, George Bush père de même que ses principaux conseillers ont fréquemment fait allusion à la politique d'apaisement adoptée par Chamberlain face à Hitler au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie. En comparant ainsi l'invasion du Koweït par Saddam Hussein à celle de la Tchécoslovaquie par Adolf Hitler, les officiels américains ont réussi à convaincre la communauté internationale de la nécessité d'agir rapidement afin de freiner les velléités belliqueuses du dirigeant irakien et à faire de l'usage de la force la seule option envisageable. Comme nous le verrons un peu plus loin dans cette section de notre mémoire, l'administration de George W. Bush a elle aussi mis de l'avant cette comparaison entre Saddam Hussein et Adolf Hitler dans le but de légitimer l'intervention militaire de 2003, avec beaucoup moins de succès toutefois.

notait il y de cela deux millénaires qu'une utilisation habile des analogies par les acteurs politiques pouvaient faire voir certaines choses aux auditeurs qu'ils n'auraient pas perçu autrement. Voir Ibid., p.427.

¹⁶⁷ Richard Jackson, op. cit., pp.40-41.

Si les analogies historiques sont si souvent utilisées par les leaders politiques et qu'elles ont un impact si important sur l'opinion publique, c'est parce qu'elles sont une partie intégrante de l'histoire et de l'identité nationales d'un peuple¹⁶⁸. En effet, « les nations ont tendance à se regrouper autour de leur souvenirs les plus profonds. Avec le temps plusieurs de ces souvenirs deviennent de véritables symboles que les nations utilisent pour décrire leurs préoccupations et leurs peurs contemporaines¹⁶⁹ ». Dans son ouvrage intitulé *A Date Which Will Live*, Emily Rosenberg étudie la manière dont certains événements de l'histoire américaine ont été érigés avec les années comme de véritables mythes qui contribuent aujourd'hui à façonner la manière dont la population américaine interprète les situations actuelles. Selon elle, « lorsque survient l'inattendu, il peut être rassurant de se tourner vers un modèle familier, de domestiquer l'étrangeté du présent en évoquant les familiarités d'un passé partagé et bien ancré dans la mémoire collective¹⁷⁰ ». Ainsi, le recours aux analogies historiques contribue au maintien d'une certaine conception de l'identité nationale d'un peuple. Dans son article ayant pour titre « Historical Rhetoric and Diplomacy: An Uneasy Cohabitation », Drazen Pehar démontre que lorsqu'une crise survient dans la vie d'une nation, les réponses formulées par les dirigeants sont habituellement teintées de références historiques faisant écho à une situation similaire, du moins en apparence. Lorsque le président lui-même demande à la nation de se tourner vers son histoire afin de guider ses choix présents, il réifie les modèles du passé et assure ainsi le maintien de sa spécificité identitaire¹⁷¹.

Dans « Kosovo and the Metaphor War », Roland Paris affirme que les

¹⁶⁸ Drazen Pehar, loc. cit., p.120.

¹⁶⁹ Diplo foundation, *Analogy in Diplomacy and Politics* [en ligne]. <http://www.diplomacy.edu/Language/Analogies/default.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁷⁰ Traduction libre, Emily Rosenberg, op. cit., p.175.

¹⁷¹ Drazen Pehar, loc.cit., p.121.

analogies historiques sont de puissants outils de persuasion non seulement parce qu'elles font appel à la mémoire collective d'un peuple et donc à son identité nationale, mais aussi parce qu'elles jouent avec les émotions des différentes audiences devant lesquelles elles sont énoncées¹⁷². En effet, les analogies évoquées par les dirigeants suscitent habituellement de vives réactions conscientes ou non, parfois rationnelles, mais la plupart du temps émotives. Par exemple, le fait d'affirmer qu'un leader politique se comporte comme Adolf Hitler suscite habituellement des réactions beaucoup plus fortes que de simplement affirmer que ce même leader se comporte comme un despote autoritaire à la tête d'un régime répressif. En utilisant ce genre d'analogies, capable de créer une association à la fois rationnelle et émotionnelle entre une situation présente et un événement passé, les dirigeants sont en mesure de rassurer ou d'inquiéter la population afin de l'encourager à appuyer certaines politiques ou du moins à ne pas les critiquer ouvertement¹⁷³.

2.1.2 Les conséquences de l'utilisation des analogies historiques comme outil de persuasion

Selon Frank Costigliola, les analogies et les métaphores sont, à l'instar des mythes et des souvenirs, des figures de style qui mettent en place les « structures imaginatives de notre compréhension¹⁷⁴ ». En fait c'est à l'aide de ces procédés discursifs que l'individu se fait une image concrète de phénomènes abstraits comme la politique étrangère d'un État. Ainsi, le langage utilisé par les leaders politiques est un élément central dans la mise en place d'une nouvelle politique. Pour Paul Anderson, la nécessité de justifier les décisions de politique étrangère auprès de

¹⁷² Roland Paris, loc. cit., p.428.

¹⁷³ Ibidem.

¹⁷⁴ Frank Costigliola, « Reading for Meaning : Theory, Language, and Metaphor », dans Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. p.297.

différentes audiences tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du gouvernement impose certaines contraintes aux dirigeants et peut parfois réduire le nombre d'options envisageables¹⁷⁵. En effet, le recours aux analogies historiques dans le but de légitimer une politique force les décideurs à adopter un comportement cohérent avec le précédent évoqué, ce qui élimine d'emblée certaines alternatives qui en d'autres circonstances auraient peut-être bénéficié d'une attention particulière. On rejoint alors l'idée développée par Yuen Foong Khong dans *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965* qui affirme que le recours aux leçons de l'histoire par les leaders politiques favorise nécessairement certains choix et détourne leur attention des autres options proposées¹⁷⁶.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les experts qui étudient le rôle des analogies historiques dans le processus décisionnel se font reprocher par leurs détracteurs de se laisser berner par la rhétorique des leaders politiques qui n'utilisent ce procédé discursif que pour vendre leurs politiques à différents auditoires. Selon ces critiques, les décideurs ont recours aux analogies uniquement pour convaincre les autres acteurs politiques de même que l'opinion publique de la justesse de leurs décisions, mais ne sont pas eux-mêmes influencés par les leçons du passé auxquelles ils font référence¹⁷⁷. Toutefois, pour être un outil de persuasion efficace, les analogies historiques doivent forcément être en mesure de modifier les préférences politiques de l'audience devant laquelle elles sont utilisées. Alors si elles sont utiles pour influencer les choix politiques des autres, sur quelle base théorique peut-on affirmer qu'elles n'ont aucun impact sur le processus décisionnel de ceux qui les emploient? Dans *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision*

¹⁷⁵ Paul A. Anderson, « Justifications and Precedents as Constraints in Foreign Policy Decision-Making », *American Journal of Political Science*, vol.25, no4 (novembre 1981), p.740.

¹⁷⁶ Yuen Foong Khong, op. cit., pp.21-22.

¹⁷⁷ « Statesmen pick and choose among the available lessons of history until they find one that fits the strategy they want, for other reasons, to adopt ». Jack Snyder, op. cit., p.14.

Making in the Middle East, 1979-1987, Christopher Hemmer souligne ce paradoxe de l'argumentation des partisans de l'approche politique. En effet, l'argument selon lequel les analogies historiques ne sont utilisées que pour justifier certaines décisions implique nécessairement que celles-ci peuvent influencer sur le raisonnement politique d'un individu, idée que les critiques de l'approche cognitive rejettent lorsqu'il est question du raisonnement politique des dirigeants. Selon Hemmer, même si au départ une analogie peut être utilisée à des fins strictement persuasives, il n'est pas rare que les élites politiques se laissent convaincre par leur propre propagande et qu'elles oublient en bout de ligne le caractère instrumental de celle-ci¹⁷⁸. Jack Snyder, pourtant un grand critique de l'approche cognitive, avoue lui-même avoir observé ce phénomène à plusieurs occasions pendant la guerre froide¹⁷⁹, notamment dans les années 1960 alors que les dirigeants américains utilisaient abondamment l'analogie de Munich de même que la théorie des dominos pour faire l'analyse de diverses situations¹⁸⁰.

Suite à ce bref exposé de l'approche politique, qui en réalité se veut surtout une critique de l'approche cognitive, il est possible de constater que les analogies historiques, qu'elles soient perçues comme un instrument d'analyse ou comme un simple outil de persuasion, ont d'une manière ou d'une autre un impact sur le comportement des dirigeants qui les utilisent. Même si leur influence directe sur le processus décisionnel des leaders politiques peut être contestée, les leçons de l'histoire auxquelles ceux-ci font référence leurs imposent en bout de ligne certaines contraintes, notamment au niveau des options qu'ils peuvent envisager. En effet,

¹⁷⁸ Christopher Hemmer, op.cit., p.9

¹⁷⁹ Dans *The Myths of Empire*, Snyder affirme que « blowback could occur (...) if as a result of some subconscious psychological process these manipulative myth makers come to believe their own fiction ». Jack Snyder, op. cit., p.41.

¹⁸⁰ Snyder qualifie les dirigeants au pouvoir dans les années 1960 de « true believers » contrairement à ceux en place dans les années 1950 sur qui ces deux métaphores n'ont pas vraiment eu d'influence puisqu'elles étaient utilisées de manière purement instrumentale. Voir Ibid., p.257, 299.

après avoir convaincu les différents acteurs politiques et la population américaine qu'une situation actuelle est comparable à une situation antérieure, le comportement adopté par les dirigeants doit être cohérent avec celui de leurs prédécesseurs.

2.2 L'analogie allemande dans les discours publics

Comme nous l'avons démontré dans la première section de ce mémoire, plusieurs experts au sein du gouvernement américain de même que certains membres de l'administration Bush ont souligné l'importance du modèle allemand dans leur analyse de la situation en Irak. Toutefois, le contexte dans lequel certains d'entre eux y ont fait référence nous permet de supposer que l'usage de cette référence historique avait également pour but de légitimer les opérations mises en œuvre en Irak auprès de différentes audiences¹⁸¹. Selon Jeffrey Record, « l'invocation de Munich [et des dangers reliés à l'adoption d'une politique d'apaisement] a justifié la plupart des interventions américaines depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale¹⁸² ». Nous verrons donc dans un premier temps au cours de cette section, comment l'administration Bush a tenté d'établir un lien entre Saddam Hussein et Adolf Hitler afin de mettre en place une coalition autour de son projet d'invasion de l'Irak. Après avoir exposé de quelle manière le président et son équipe ont instrumentalisé l'analogie munichoise avant le début des opérations, nous présenterons les diverses comparaisons mises de l'avant par les officiels américains entre l'occupation de l'Irak en 2003 et l'occupation de l'Allemagne en 1945 une fois l'intervention lancée. Ainsi, nous verrons comment la présence d'armes de destruction massive en Irak a cessé d'être la justification première de l'administration Bush pour renverser le régime de Saddam Hussein dès le 26 février 2003, date à laquelle le président lui-même liait

¹⁸¹ Il ne s'agit pas ici de démontrer que l'analogie de l'Allemagne nazie ait déterminé la décision de Bush de partir en guerre en Irak. Selon Louis Balthazar, le président américain a été convaincu très tôt d'en finir avec Saddam Hussein pour des raisons personnelles : venger son père et faire mieux que lui et pour des raisons conjoncturelles liées à la présence des États-Unis au cœur d'une région essentielle au marché du pétrole.

¹⁸² Jeffrey Record et Dominique David, loc. cit., p.600.

pour la première fois en public les opérations de reconstruction en Allemagne à celles qui seraient sous peu mises en place en Irak. À l'aide de cette analogie, le président et son équipe ont réussi à faire de l'implantation de la démocratie en Irak, qui pourrait par la suite servir de modèle au Moyen-Orient en entier, l'objectif principal de la politique américaine dans la région¹⁸³. Enfin, il sera question du lien mis de l'avant par certains officiels à Washington entre l'insurrection irakienne et les Werewolves allemands afin d'expliquer les difficultés rencontrées par les Américains en Irak et ainsi conserver l'appui de la population alors que les soldats faisaient face à une opposition grandissante sur le terrain¹⁸⁴.

2.2.1 Libérer l'Irak de son tyran

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs dirigeants américains ont fait référence à la conférence de Munich et aux conséquences de la politique d'apaisement adoptée par les Alliés à l'endroit d'Adolf Hitler dans le but de justifier la mise en œuvre d'une politique militariste¹⁸⁵. En effet, « de Harry S. Truman à

¹⁸³ Trine Flockhart, « Similar and Yet So Different: The Socialization of Democratic Norms in Post-War Germany and Present Day Iraq », *International Politics*, vol.43, no5 (2006), pp.596-619.

¹⁸⁴ En théorie, les Werewolves avaient été créés par les Nazis comme élément de résistance face à l'occupation des Alliés, mais en réalité, il n'y eut aucune campagne de sabotage majeure. Voir à ce sujet Daniel Benjamin, « Condi's Phony History: Sorry, Dr. Rice, Postwar Germany Was Nothing Like Iraq », *Slate* [en ligne], 29 août 2003. <http://www.slate.com/id/2087768/> (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁸⁵ Il est intéressant de noter ici que selon Gerhard Weinberg, professeur émérite d'histoire à l'Université de Caroline du Nord, l'argument selon lequel les Alliés auraient dû partir en guerre contre l'Allemagne nazie dès 1938, ce qui leur aurait permis de sauver un nombre considérable de vies humaines, n'est pas fondé. D'abord, l'équilibre militaire qui prévalait au cours de cette année n'aurait pas nécessairement joué en faveur de la France et de la Grande-Bretagne qui venaient à peine de mettre en place leur politique de réarmement. De plus, plusieurs alliés de la Grande-Bretagne, dont le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud, avaient informé cette dernière qu'ils n'avaient pas l'intention de partir en guerre à ses côtés pour défendre la Tchécoslovaquie. Malgré leur implication dans les négociations ayant mené à l'accord signé entre les Tchèques et les Slovaques à Pittsburgh en 1918, les Américains étaient d'avis que la responsabilité de protéger cet État incombait aux Européens, ce qui laisse croire que les États-Unis n'auraient probablement pas consenti à participer à une guerre déclenchée en 1938. Enfin, il n'est absolument pas certain que l'opinion publique en France et en Grande-Bretagne aurait accueilli favorablement l'idée de déclarer la guerre à l'Allemagne 20 ans à peine après la fin de la Première Guerre mondiale dont le souvenir était encore très présent à l'esprit de la population

George W. Bush, nombre de présidents américains furent confrontés à des crises qui les poussèrent à penser que l'abstention militaire aggraverait la menace, et ainsi conduits à mobiliser, sous l'invocation de Munich, un soutien populaire à l'emploi de la force¹⁸⁶ ». Ainsi, l'analogie munichoise fut invoquée par Harry S. Truman au moment de lancer l'intervention américaine en Corée, par Dwight D. Eisenhower alors qu'il réclamait une action anglo-américaine après la défaite française en Indochine de même que par John F. Kennedy pendant la crise des missiles de Cuba. Cette même analogie a également été utilisée par Lyndon B. Johnson pour justifier sa politique d'escalade au Vietnam¹⁸⁷, puis par Ronald Reagan pour légitimer la relance d'une course aux armements contre l'URSS, l'intervention sur l'île de Grenade et pour menacer d'entreprendre une action militaire au Nicaragua. Enfin, comme nous l'avons déjà mentionné, l'administration de George H. Bush a aussi mis de l'avant l'analogie munichoise et comparé Saddam Hussein à Adolf Hitler alors que les États-Unis s'apprêtaient à répliquer à l'agression de l'Irak envers le Koweït¹⁸⁸. À cette époque, une autre analogie avait toutefois justifié le fait que les Américains refusent de s'impliquer dans les affaires internes de l'Irak après la fin de la guerre. En effet, avant même le début de l'opération *Tempête du Désert*, le président avait tenu à préciser à sa population qu'il était hors de question que les États-Unis s'engagent

européenne. Gerhard Weinberg, « No Road From Munich to Iraq », *The Washington Post*, 3 novembre 2002, p.B04.

¹⁸⁶ Jeffrey Record et Dominique David, loc.cit, p.600.

¹⁸⁷ Dans ses mémoires, Richard Nixon affirme que l'application de l'analogie de Munich était tout à fait pertinente dans le cas vietnamien. « Ce qui était vrai de l'abandon de la Tchécoslovaquie devant Hitler en 1939 ne l'aurait pas moins été de l'abandon du Sud-Vietnam aux communistes, que beaucoup souhaitaient en 1965 », Richard Nixon cité dans Ibid, p. 601.

¹⁸⁸ « We're dealing with Hitler revisited, a totalitarianism and a brutality that is naked and unprecedented in modern times, and that must not stand », George H. Bush cité dans Frontline, « The Mind of Hussein », *The Long Road to War* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/longroad/etc/mind.html> (page consultée le 25 mars 2008).

dans un « Vietnam arabe¹⁸⁹ ».

Alors qu'au début des années 1990, plusieurs membres de l'administration de George H. Bush avaient mis en garde le président contre les dangers d'envahir l'Irak en utilisant l'analogie vietnamienne, les événements du 11 septembre 2001 ont permis à ceux qui souhaitaient voir le dictateur irakien renversé de convaincre l'entourage de George W. Bush que cette opération constituait une étape nécessaire dans la guerre contre le terrorisme qu'il avait entreprise. Ainsi, lorsqu'est venu le temps de préparer l'intervention américaine en Irak, l'analogie vietnamienne invoquée douze ans plus tôt n'avait plus sa raison d'être. À partir de ce moment, les officiels américains ont plutôt choisi de faire à nouveau appel à l'analogie munichoise dans le but de justifier la politique militariste adoptée envers l'Irak de Saddam Hussein. Ainsi, le néoconservateur et très influent président du Conseil de la politique de défense, Richard Perle, affirmait en septembre 2002 que

« [an] action to remove [Saddam Hussein] could precipitate the very thing we are most anxious to prevent: his use of chemical or biological weapons. But the danger that springs from his capabilities will only grow as he expands his arsenal. A preemptive strike against Hitler at the time of Munich would have meant an immediate war, as opposed to the one that came later. Later was much worse¹⁹⁰ ».

Un peu plus tard au cours du même mois, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld faisait également référence à l'analogie de Munich et déclarait, en parlant d'une éventuelle intervention américaine en Irak au cours d'une entrevue télévisée, qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, tout le monde savait ce que l'Allemagne nazie préparait. « *Mein Kampf* has been written. Hitler had indicated what he intended to do. Maybe he won't attack us... Well, there are millions of dead because of those

¹⁸⁹ Jeffrey Record, loc. cit., p.602.

¹⁹⁰ Richard Perle cité dans « Rhetoric Starts Here », *The Washington Post*, 3 novembre 2002, p.B04.

miscalculations¹⁹¹ ».

En novembre 2002, James Fallows publiait dans le magazine *Atlantic Monthly* le compte-rendu d'une série d'entrevues menées auprès d'officiels américains à Washington concernant leurs attentes face à la situation en Irak au lendemain de la chute du régime autoritaire de Bagdad. Dès son arrivée dans la capitale américaine, le journaliste a pu constater que le point de vue selon lequel intervenir en Irak afin de renverser le régime de Saddam Hussein relevait de la nécessité historique était très largement répandu¹⁹². Selon lui, cette vision des choses découlait de l'utilisation par plusieurs membres de l'administration Bush d'une analogie dont tout le monde pouvait saisir les implications. En effet, personnifier le dictateur irakien comme le Adolf Hitler du 21^e siècle a permis aux partisans de l'option militaire de faire taire ceux qui s'y opposaient en les faisant passer pour des faibles et en les comparant à Neville Chamberlain qui, contrairement à Winston Churchill, avait eu peur de faire face à la menace que représentait l'Allemagne nazie à la fin des années 1930. Ainsi, la voix de celui qui possédait la plus longue expérience militaire au sein de l'administration Bush et qui était par le fait même un des plus réticents à partir en guerre sans l'appui des traditionnels alliés des États-Unis, le secrétaire d'État Colin Powell, n'a pas été entendue ou du moins écoutée¹⁹³.

¹⁹¹ Donald Rumsfeld cité dans Gwynne Dyer, « Laying on that Old Munich Smear », *Toronto Star*, 2 septembre 2002, p.A13.

¹⁹² « I began my research sharing the view, prevailing in Washington this year, that forcing "regime change" on Iraq was our era's grim historical necessity: starting a war would be bad, but waiting to have war brought to us would be worse ». James Fallows, loc. cit., p.53.

¹⁹³ « Sans doute Powell croyait-il que la guerre pouvait être évitée après son extraordinaire travail diplomatique et l'obtention de la résolution unanime du Conseil de sécurité des Nations Unies en novembre 2002. Mais les autres conseillers de l'équipe Bush étaient peu convaincus du mérite de cette approche diplomatique : dans le mois qui suit sa fameuse présentation des "preuves" du 5 février 2003 devant le Conseil de sécurité, Powell réalise que les néoconservateurs et les faucons ont imposé leur calendrier et que rien, ni personne, ne ferait changer d'idée le président ». Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.628.

Après avoir été convaincu par les faucons de son administration que l'usage de la force était la meilleure solution et avant de lancer l'opération *Liberté en Irak*, George W. Bush a lui aussi dressé un parallèle entre les conséquences de la politique d'apaisement adoptée par les Alliés face à Hitler et le danger de rester les bras croisés devant la menace que représentait alors le régime de Saddam Hussein. En effet, dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 2003, le président déclarait que même si la menace à laquelle les États-Unis faisaient face était relativement nouvelle, les Américains étaient plutôt familiers avec les responsabilités qu'ils devaient assumer.

Throughout the 20th century, small groups of men seized control of great nations, built armies and arsenals, and set out to dominate the weak and intimidate the world. In each case, their ambitions of cruelty and murder had no limit. In each case, the ambitions of Hitlerism, militarism, and communism were defeated by the will of free peoples, by the strength of great alliances, and by the might of the United States of America. Now, in this century, the ideology of power and domination has appeared again, and seeks to gain the ultimate weapons of terror (...) Once again we are called to defend the safety of our people, and the hopes of all mankind. And we accept this responsibility¹⁹⁴.

Moins de deux mois plus tard, le président tenait à nouveau le même genre de propos dans son discours à la nation du 17 mars, alors qu'il lançait un ultimatum de quarante-huit heures au dictateur irakien tout en tentant de convaincre les Américains que les risques de leur inaction grandissaient un peu plus chaque jour.

The cause of peace requires all free nations to recognize new and undeniable realities. In the 20th century, some chose to appease murderous dictators, whose threats were allowed to grow into genocide and global war. In this century, when evil men plot chemical, biological and nuclear terror, a policy of appeasement could bring destruction of a kind never

¹⁹⁴ The White House, *President Delivers "State of the Union"*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/01/20030128-19.html> (page consultée le 13 mai 2007).

before seen on this earth¹⁹⁵.

À en croire leurs discours, les membres de l'administration Bush chargés d'élaborer la politique étrangère des États-Unis étaient d'avis que la menace que représentait Saddam Hussein nécessitait l'adoption d'une politique churchillienne. Toutefois, même s'il est impossible de nier qu'il existait bel et bien certaines ressemblances entre Saddam Hussein et Adolf Hitler, les différences entre ces deux dictateurs étaient selon Jeffrey Record plus nombreuses. D'abord, Hitler était dans les années 1930 à la tête de « l'État militaro-industriel le plus puissant d'Europe¹⁹⁶ » alors que Saddam Hussein dirigeait au début des années 2000 un pays étranglé depuis plus d'une décennie par les sanctions imposées par la communauté internationale suite à la guerre du Golfe de 1991. De plus, l'Irak était, et est encore aujourd'hui, un pays fortement divisé, tant sur des bases régionales, ethniques que religieuses, ce qui rend sa situation beaucoup plus complexe que celle de l'Allemagne nazie où les Alliés ont fait face à une simple mobilisation aryenne contre les Juifs. « En réalité, la menace de type hitlérien—un programme de conquête régional, ou même global, appuyé sur une supériorité militaire—étant fort rare, le modèle munichois est plus souvent détourné qu'appliqué à la description précise d'une menace réelle¹⁹⁷ ». Ceux qui y font référence ne rendent donc justice ni aux dilemmes que rencontrent les dirigeants d'aujourd'hui ni à ceux auxquels ont été confrontés les leaders au pouvoir en 1938. En fait, l'objectif premier des officiels américains qui ont eu recours à l'analogie allemande pour justifier un déploiement militaire en sol irakien était de faire taire leurs opposants politiques et d'intimider l'ennemi en adoptant une attitude

¹⁹⁵ The White House, *President Says Saddam Hussein Must Leave Iraq Within 40 Hours*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/03/20030317-7.html> (page consultée le 13 mai 2007).

¹⁹⁶ Jeffrey Record et Dominique David, loc. cit., p.603.

¹⁹⁷ Ibid., p.605.

de confrontation¹⁹⁸. Comme les populations française et britannique au lendemain de la Première Guerre mondiale, la population américaine était toujours hantée au début des années 2000 par le spectre de la guerre du Vietnam. Dans de telles circonstances, il était primordial pour l'administration Bush de faire de la guerre en Irak une nécessité et de rendre acceptables les sacrifices qu'elle allait engendrer en faisant miroiter les conséquences désastreuses de l'adoption d'une politique conciliante envers le régime de Saddam Hussein. Ainsi, l'utilisation de l'analogie munichoise par l'administration Bush a eu pour effet de paralyser le débat autour de l'intervention américaine en Irak plutôt que de véritablement clarifier la situation¹⁹⁹.

Bien après que les Américains eurent renversé le dictateur irakien, soit en août 2006, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, continuait d'évoquer les conséquences de la politique d'apaisement adoptée par les Alliés afin de légitimer la poursuite des opérations en Irak et plus largement la poursuite de la guerre contre le terrorisme entreprise par l'administration Bush au lendemain du 11 septembre 2001.

In the decades before World War II, a great many argued that the fascist threat was exaggerated or that it was someone else's problem. Some nations tried to negotiate a separate peace, even as the enemy made its deadly ambitions crystal clear. It was, as Winston Churchill observed, a bit like feeding a crocodile, hoping it would eat you last (...) I recount that history because once again we face a similar challenge in efforts to confront the rising threat of a new type of fascism. Today—another enemy, a different kind of enemy—had made clear its ambitions (...) But some seem not to have learned history's lessons²⁰⁰.

Une fois de plus, l'utilisation de l'analogie allemande avait pour but d'éluder les

¹⁹⁸ Gerhard Weinberg, loc. cit., p.B04.

¹⁹⁹ James Fallows, loc. cit., p.53.

²⁰⁰ U.S. Department of Defense, *Address at the 88th Annual American Legion National Convention* [en ligne]. <http://www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=1033> (page consultée le 13 mai 2007).

critiques de plus en plus nombreuses à l'endroit de la stratégie mise en place par le gouvernement américain en Irak. Après avoir souligné le danger croissant relié à la possession d'armes de destruction massive par les États voyous, puis après avoir qualifié ces nouveaux ennemis des États-Unis de fascistes « nouveau genre », Donald Rumsfeld poursuivait en demandant aux Américains si l'adoption d'une politique d'apaisement face à ces extrémistes vicieux était un choix réaliste²⁰¹. En dénonçant la confusion morale et intellectuelle entourant la guerre en Irak et la lutte contre le terrorisme, susceptible de diviser le pays et de nuire aux efforts déployés par les États-Unis pour enrayer ce fléau, le secrétaire à la Défense tentait de retrouver la faveur des Américains dont la plupart croyait désormais que le lancement d'une intervention militaire en sol irakien avait été une erreur²⁰². Toujours en août 2006, le vice-président Dick Cheney abordait lui aussi le thème de l'apaisement au cours d'une apparition publique sur une base militaire du Nebraska. En parlant des terroristes auxquels faisaient face les Américains en Irak, il déclarait « this is not an enemy that can be ignored, or negotiated with, or appeased. And every retreat by civilized nations is an invitation to further violence against us²⁰³ ». En dressant un parallèle entre les efforts de certains États ayant tenté en vain d'adopter une politique conciliante envers l'Allemagne nazie à la veille de la Deuxième Guerre et ceux qui prônaient un retrait des troupes américaines de l'Irak, l'administration Bush voulait rendre illégitimes les critiques à l'endroit de sa stratégie en affirmant qu'il serait complètement irresponsable de répéter les erreurs du passé et d'ignorer la menace croissante que représentait pour les Américains ce nouvel ennemi sérieux, meurtrier

²⁰¹ « With the growing lethality and the increasing availability of weapons, can we truly afford to believe that somehow, some way, vicious extremists can be appeased? », Ibidem.

²⁰² Ann Scott Tyson, « Rumsfeld Assails Critics of War Policy », *The Washington Post*, 30 août 2006, p. A06.

²⁰³ The White House, *Vice President's Remarks at a Rally for the Troops at Offutt Air Force Base*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/08/20060829-4.html> (page consultée le 13 mai 2007).

et implacable²⁰⁴.

2.2.2 *Un plan Marshall pour la démocratisation de l'Irak*

Alors qu'elle amorçait l'élaboration des politiques de reconstruction de l'Irak, l'administration Bush avait adhéré à l'idée véhiculée par les néoconservateurs selon laquelle la mise en place de ces politiques ne nécessiterait qu'une contribution financière limitée de la part des États-Unis. En effet, on croyait au début de l'année 2003 que les revenus provenant de l'exportation du pétrole irakien seraient amplement suffisants pour financer la restauration des différentes infrastructures à travers le pays²⁰⁵. En avril 2003, le directeur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Andrew Natsios, refusait donc de comparer l'éventuel investissement américain en Irak avec le plan Marshall, mis en place pour assurer la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale. En annonçant au cours d'une entrevue télévisée que le budget de l'aide économique octroyée par les États-Unis aux Irakiens ne dépasserait pas 1,7 milliards de dollars, il déclarait : « No, no. This doesn't even compare remotely with the size of the Marshall Plan (...) The rest of the rebuilding of Iraq will be done by other countries (...) and Iraqi oil revenues (...) But the American part of this will be 1,7 billion. We have no plans for any further-on funding for this²⁰⁶ ». Dans le même ordre d'idées, Douglas Feith niait, dans son témoignage devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain en février 2003, le fait que le Pentagone se soit inspiré de la reconstruction de l'Allemagne après 1945 pour élaborer celle de l'Irak suite à l'intervention devant mener au renversement de Saddam Hussein.

²⁰⁴ Ann Scott Tyson, loc. cit., p.A06.

²⁰⁵ Voir à ce sujet Ali A. Allawi, op. cit., p.250.

²⁰⁶ ABC News, « Interview with Andrew Natsios, Administrator for the US Agency for International Development », *Nightline*, [en ligne]. <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/iraq/koppel.htm> (page consultée le 26 mars 2008).

Because the commander of the U.S. Central Command will have a key role in the administration in Iraq, many have thought that our plans are based on what the allies did in Germany after World War II, but that's not the case. Our intention in case of war would be, as we've said, to liberate not occupy Iraq²⁰⁷.

En refusant ainsi d'établir un lien entre la situation de l'Allemagne après la capitulation du régime nazi et celle de l'Irak après la chute de son dictateur, Andrew Natsios et Douglas Feith cherchaient à rassurer leurs audiences respectives quant à la brièveté de l'intervention américaine qui était alors imminente²⁰⁸. Toutefois, seulement quelques semaines après son arrivée à Bagdad, Paul Bremer constatait que, contrairement à ce qu'avait annoncé le directeur de la USAID, la reconstruction de l'Irak coûterait beaucoup plus cher que prévu aux États-Unis. Ainsi, au cours de l'été 2003, le budget alloué aux opérations américaines en sol irakien passa de 1,7 à 5 milliards de dollars. Puis, étant donné l'ampleur de la tâche qu'il devait accomplir, Paul Bremer se présenta devant le Congrès américain en septembre 2003 afin de convaincre les législateurs de débloquer un budget supplémentaire pour financer les opérations de l'APC. Cette fois, la comparaison entre l'engagement américain en Irak et la mise en place du plan Marshall en 1948 semblait pertinente.

Our national experience teaches us how to consolidate a military victory (...) Military victory must be followed by a program to secure peace. In 1948, our greatest generation recognized that a military victory was hollow if democracy was not reinforced against tyranny and terrorism (...) That generation responded with the boldest, most generous and most

²⁰⁷ Iraq Watch, « Statement of Douglas J. Feith, Undersecretary of Defense », *The Future of Iraq, Hearing of the Senate Foreign Relations Committee*, [en ligne]. <http://www.iraqwatch.org/government/US/HearingsPreparedstatements/sfr-021103.htm> (page consultée le 7 janvier 2008).

²⁰⁸ « À l'exception des grands conflits mondiaux dont les enjeux sont évidents, et en dehors de l'existence d'une menace réelle à la sécurité des États-Unis, les Américains soutiennent assez peu les interventions militaires prolongées et on a pu voir qu'ils réagissent mal aux nombreuses pertes de vie engendrées par des conflits qui s'enlisent (...) Par contre, les interventions relativement courtes et décisives reçoivent généralement un fort appui de la population (...) », Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaisse, op. cit., p.65.

productive act of statesmanship in the past century: the Marshall Plan (...) The \$20,3 billion in grants to Iraq the President seeks as part of this \$87 billion supplemental bespeak grandeur of vision equal to the one which created the free world at the end of World War II²⁰⁹.

Comme nous l'avons exposé dans la première section de ce mémoire, il est possible d'affirmer que Paul Bremer et son équipe de l'APC aient adhéré à l'idée qu'ils pouvaient élaborer la reconstruction de l'Irak en s'inspirant de ce qui avait été fait en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, à l'image de plusieurs autres officiels américains, le proconsul de l'Irak a lui aussi utilisé cette référence historique dans le but de rallier différents acteurs en faveur des politiques du gouvernement américain. En effet, à l'image du président Bush, qui établissait clairement un lien entre la demande de fonds supplémentaires adressée aux législateurs américains, la lutte antiterroriste menée par son administration et l'instauration d'une démocratie en Irak, Paul Bremer présentait devant le Congrès l'aide économique octroyée aux Irakiens en invoquant les leçons que les États-Unis avaient tirées de la reconstruction de l'Europe après 1945. Ainsi, la guerre contre la terreur se substituait à la guerre froide et l'Irak devenait un élément clé dans cette lutte où le budget additionnel réclamé par l'APC faisait office de plan Marshall.

En termes purement économiques, l'aide accordée per capita aux Irakiens pour l'année 2003 dépassait largement celle reçue par n'importe quel pays ayant bénéficié du plan Marshall. En effet, entre 1948 et 1952, les États-Unis ont donné en moyenne aux pays Européens se relevant péniblement de la Deuxième Guerre mondiale 350 dollars par année par habitant alors que l'Irak a reçu pour chacun de ses

²⁰⁹ GlobalSecurity.org, *Appropriations Committee Supplemental Hearing: Statement of Ambassador Paul Bremer*, [en ligne]. http://www.globalsecurity.org/military/library/congress/2003_hr/03-09-22bremer.htm (page consultée le 13 mai 2007).

citoyens en 2003 environ 900 dollars²¹⁰. Ainsi, le montant de l'assistance économique accordée à l'Irak au cours de la première année de l'occupation était sans précédent et éclipsait tous les autres programmes d'aide au développement mis en place par les États-Unis jusque-là²¹¹. Sur le terrain, la générosité des Américains a toutefois été minée par une combinaison incroyable d'amateurisme, d'incompétence, de corruption et de gaspillage ainsi que par l'insécurité grandissante et les attaques répétées ayant pour cibles les infrastructures irakiennes et les équipes travaillant à leur reconstruction. Au niveau de sa mise en œuvre, le programme d'assistance économique élaborée par l'administration Bush n'avait donc absolument rien à voir avec le plan Marshall. En fait, selon Ali A. Allawi, les Américains n'ont tout simplement pas retenu les leçons que leur avait enseignées la reconstruction de l'Europe. Alors que le plan Marshall représentait l'aboutissement de deux années de débats portant sur les conditions de l'économie européenne et sa capacité de recouvrement, les officiels de l'APC, qui n'avaient pour la plupart aucune connaissance préalable de l'économie irakienne ni aucune expérience significative dans ce pays, ont planifié la reconstruction de l'Irak en seulement quelques semaines de travail. Plutôt que de travailler avec la communauté internationale, les membres de l'administration Bush ont unilatéralement mis en place le plan de redressement de l'Irak en déterminant les besoins de la population sans même la consulter, en définissant les priorités, puis en élaborant un échéancier extrêmement serré. Face à cette situation, certains Irakiens plutôt incrédules ont gardé le silence, mais d'autres ont choisi de se rallier aux islamistes et d'exprimer leur mécontentement et leurs

²¹⁰ Pour ces données, les montants sont en dollars de 2003. Voir Ali A. Allawi, op. cit., pp.250-251. De plus, selon un rapport du *Congressional Research Service*, le montant total de l'aide économique accordée à l'Allemagne entre 1945 et 1952 s'élève (en dollars de 2005) à 29,3 milliards de dollars alors que le montant de l'assistance à l'Irak entre 2003 et 2006 est de 28,9 milliards de dollars. *Congressional Research Service, U.S. Occupation Assistance : Iraq, Germany and Japan Compared*, Washington, The Library of Congress, 2006.

²¹¹ Ali A. Allawi, op. cit., pp.250-251.

doutes concernant les intentions réelles des Américains²¹².

Avant même le début de l'intervention américaine en Irak, plusieurs officiels en poste à Washington comparaient déjà les opérations de reconstruction à mettre en œuvre suite au renversement de Saddam Hussein à celles mises en place en Allemagne après la chute d'Adolf Hitler. Le président lui-même a d'ailleurs utilisé cette analogie dès février 2003 afin de mettre de l'avant la longue expérience des États-Unis en matière de nation-building et ainsi convaincre la population américaine de l'éventuel succès des opérations qui allaient être menées en sol irakien.

Rebuilding Iraq will require a sustained commitment from many nations, including our own (...) America has made and kept this kind of commitment before—in the peace that followed a world war. After defeating enemies, we did not leave behind occupying armies, we left constitutions and parliaments (...) There was a time when many said that the culture of Japan and Germany were incapable of sustaining democratic values. Well, they were wrong. Some say the same of Iraq today. They are mistaken. The nation of Iraq—with its proud heritage, abundant resources and skilled and educated people—is fully capable of moving toward democracy and living freedom²¹³.

Même s'il refusait d'admettre devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain que l'élaboration des politiques de reconstruction de l'Irak par le Pentagone ait pu être influencée par le modèle allemand, Douglas Feith faisait tout de même référence à cette analogie dans son témoignage afin de rassurer les législateurs quant aux intentions des Américains envers l'Irak. « The United States doesn't steal from other nations. We didn't pillage Germany, on the contrary, we helped rebuild

²¹² Ibidem.

²¹³ The White House, *President Discusses the Future of Iraq*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/20030226-11.html> (page consultée le 13 mai 2007).

them after World War II²¹⁴ ».

Une fois l'intervention lancée et malgré le fait que la situation ait commencé à se détériorer, un vent d'optimisme semblait souffler sur le Pentagone à l'automne 2003. À l'image de Paul Bremer, qui comparait régulièrement les occupations américaines en Allemagne et en Irak à l'aide du tableau que nous avons reproduit dans la section précédente, et ce presque toujours à l'avantage de la seconde, Donald Rumsfeld affirmait devant le *National Press Club* que la situation en Irak progressait à un rythme beaucoup plus élevé que celle de l'Allemagne après 1945. En réponse à un journaliste qui lui demandait de répondre aux critiques qui accusaient les États-Unis de ne pas avoir de plan pour gagner la paix en Irak, Rumsfeld répondait :

Jerry Bremer, who was here recently, he gave me a piece of paper when I was over in Baghdad this week. He pointed out that the independent central bank of Germany, it took three years after World War II to establish it -- it was established in Iraq in two months; that the police in Germany were established after 14 months -- in Iraq, they were established in two months; that a new currency in Germany took three years -- it took two and a half months in Iraq. The cabinet in Germany took 14 months. Iraq has a cabinet today after four months. Now, how did you go from zero to 55,000 Iraqis providing for their own security²¹⁵?

Quelques mois plus tard, soit en novembre 2003, Paul Wolfowitz reprenait ces propos devant le *Mercatus Center*.

Secretary Rumsfeld recently compared [the situation in Iraq] to the postwar situation in Germany. As he put it, our plan in Iraq called for an Iraqi cabinet of ministers, which took office in four months. It took 14 months to reach that milestone in postwar Germany. Our plan for Iraq called for an independent central bank, which was achieved in two

²¹⁴ Iraq Watch, « Statement of Douglas J. Feith, Undersecretary of Defense », loc. cit.

²¹⁵ U.S. Department of Defense, *Secretary Rumsfeld Remarks at National Press Club Luncheon*, [en ligne]. <http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=3151> (page consultée le 13 mai 2007).

months. It took three years in postwar Germany. Our plan for establishing a new Iraqi currency, which was announced in two months and in circulation in five – it took three years to do that in postwar Germany. The plan called for the establishment of a new Iraqi army. It began training within three months and completed training of the first battalion in less than five. It took 10 years to stand up the Germany army²¹⁶.

Malgré l'optimisme démontré par les officiels du département de la défense, la situation en Irak était, dès la fin de l'été 2003, bel et bien critique. Afin de solliciter la patience de l'opinion publique et de conserver son appui, d'autres membres de l'administration Bush ont commencé à évoquer l'engagement et les efforts qu'avait nécessité la reconstruction de l'Allemagne et qu'allait nécessiter celle de l'Irak. En effet, en août 2003, c'est-à-dire au moment où les soldats américains étaient confrontés à une insurrection grandissante, la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, affirmait qu'au cours de leur histoire, les États-Unis avaient saisi chaque opportunité qui s'était présentée pour faire la promotion de leurs valeurs démocratiques, même lorsque cela avait demandé d'importants sacrifices.

And perhaps most importantly, we made a generational commitment to creating a democratic Germany—which became a linchpin of a democratic Europe. The historical analogy is important. Like the transformation of Europe, the transformation of the Middle East will require a commitment of many years (...) And we must have the patience and perseverance to see it through²¹⁷.

Un mois plus tard, Rice utilisait à nouveau cette référence historique au cours d'une entrevue accordée à la chaîne de télévision allemande ZDF. En réponse à l'animateur

²¹⁶ Mercatus Center, « The Bush Administration's Strategy in Iraq: Remarks by Paul Wolfowitz », *America's Role as Nation-BUILDER: Lessons Learned and Applied to Iraq* [en ligne]. http://www.mercatus.org/repository/docLib/MC_GPI_Iraqtranscript3_031104.pdf (page consultée le 13 mai 2007).

²¹⁷ The White House, *Dr. Condoleezza Rice Discusses Foreign Policy*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/08/20030807-1.html> (page consultée le 13 mai 2007).

qui lui demandait si elle acceptait la comparaison faite par certains experts entre l'empire romain et les États-Unis d'aujourd'hui, elle répondait :

If I think of a historical analogy, I think rather of what happened after World War II, when the United States—after having fought in two European wars—came back to Europe and helped to create a whole set of institutions like NATO, and to spearhead the Marshall Plan, and to contribute to the creation of a new kind of Germany that became an anchor for a democratic Europe²¹⁸.

Toujours en septembre 2003, le président lui-même mettait encore une fois l'accent sur la longue expérience des États-Unis en matière de nation-building ainsi que sur les succès de la reconstruction de l'Allemagne par les Américains au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le but de convaincre la population de l'éventuel succès des opérations menées en Irak. Ainsi, il déclarait dans son discours à la nation de septembre 2003 que

America has done this kind of work before. Following World War II, we lifted up the defeated nations of Japan and Germany, and stood with them as they built representative governments. We committed years and resources to this cause. And that effort has been repaid many times over in three generations of friendship and peace. America today accepts the challenge of helping Iraq in the same spirit – for their sake, and our own²¹⁹.

Loin de s'améliorer, la situation en Irak au début de l'année 2004 était toujours extrêmement critique. Devant les difficultés auxquelles faisaient face les États-Unis en sol irakien, nombreux étaient les officiels de la Maison-Blanche qui citaient désormais les paroles de Dwight D. Eisenhower : « the success of this

²¹⁸ The White House, *National Security Advisor Condoleezza Rice Interview with ZDF German Television* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/07/20030731-7.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

²¹⁹ The White House, *President Addresses the Nation* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/09/20030907-1.html> (page consultée le 13 mai 2007).

occupation can only be judged 50 years from now²²⁰ ». L'Irak à l'instar de l'Allemagne allait donc devenir le projet de toute une génération. Toujours dans le but de rassurer les Américains quant aux objectifs poursuivis par leur gouvernement, le président Bush évoquait à nouveau l'analogie allemande en 2004, au cours d'une conférence de presse portant sur la question irakienne.

The people of our country are united behind our men and women in uniform, and this government will do all that is necessary to assure the success of their historic mission (...) As a proud and independent people, Iraqis do not support an indefinite occupation—and neither does America. We're not an imperial power, as nations such as Japan and Germany can attest. We are a liberating power, as nations in Europe and Asia can attest, as well²²¹.

Quelques mois plus tard, soit le 30 juin 2004, les Américains restituaient leur souveraineté aux Irakiens et l'APC, ayant perdu sa raison d'être, était dissoute. Le transfert de souveraineté au peuple irakien n'allait toutefois pas mettre un terme aux difficultés rencontrées par les États-Unis en Irak, puisque ces derniers y maintenaient toujours une importante présence militaire afin d'assurer la sécurité du pays. Peu de temps avant les élections de novembre 2004, qui allaient le reporter au pouvoir pour un deuxième mandat, le président Bush sentait à nouveau le besoin de faire appel au passé afin de justifier sa politique en Irak. Dans un discours prononcé à la Convention nationale du parti Républicain, il reprenait ainsi une formule déjà utilisée auparavant :

America has done this kind of work before—and there have always been doubters (...) Fortunately, we had a resolute president named Truman, who, with the American people, persevered, knowing that a new

²²⁰ Michael Hirsh, loc. cit.

²²¹ The White House, *President Addresses the Nation in Prime Time Press Conference*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/04/20040413-20.html> (page consultée le 13 mai 2007).

democracy at the center of Europe would lead to stability and peace. And because that generation of Americans held firm in the cause of liberty, we live in a better and safer world today²²².

À en croire la rhétorique de l'administration Bush, l'objectif poursuivi par les États-Unis en Irak était de recréer dans le monde arabe les conditions de l'incroyable transformation de l'Allemagne en Europe centrale²²³. Ainsi, ils voulaient faire d'un ennemi juré un allié loyal et d'une menace imminente un rempart de sécurité dans cette région instable. En utilisant une telle référence historique, les membres du gouvernement américain souhaitaient rappeler à la population de quelle manière l'Amérique avait réussi cinquante ans plus tôt, à non seulement libérer le peuple allemand de son tyran et à lui transmettre ses valeurs, mais aussi à démocratiser un pays, à encourager sa reconstruction par le biais d'une assistance économique considérable et ainsi favoriser la mise en place d'une économie de marché engendrant une prospérité sans précédent. En effet, selon Robert Levingston du *German Historical Institute*, les États-Unis ont réussi, suite à la Deuxième Guerre mondiale, à faire de l'Allemagne « a rock of democracy, stability, and peace in the middle of what had been a turbulent region²²⁴ ». En établissant un lien entre l'Allemagne de 1945 et l'Irak de 2003, le gouvernement américain espérait convaincre ses concitoyens qu'il était en mesure de répéter l'exploit de ses prédécesseurs. Toujours selon Levingston, l'administration Bush a instrumentalisé l'histoire de l'occupation américaine en Allemagne, cause qu'une majorité de la population considérait dans les années 1940, et encore aujourd'hui, comme étant juste et noble, uniquement dans le but de rallier

²²² The White House, *President's Remarks at the 2004 Republican National Convention* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/09/20040902-2.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

²²³ Michael Hirsh, loc. cit.

²²⁴ Robert Gerald Levingston, loc. cit.

les Américains en faveur de sa stratégie actuelle en Irak. Au moyen de plusieurs déclarations évoquant l'analogie allemande, le président et son équipe ont donc tenté de s'approprier une histoire vieille de trois générations, la transformant en un véritable mythe afin de renforcer l'image que les Américains se faisaient de leur pays à l'étranger²²⁵. En effet, cette image des États-Unis faisant la promotion de la liberté, de la démocratie et de la paix s'est avérée primordiale pour l'équipe présidentielle, qui en a fait le fondement de sa politique étrangère envers le Moyen-Orient depuis les événements du 11 septembre 2001²²⁶. Ainsi, remémorer à la nation la défaite infligée à Hitler, puis l'occupation de l'Allemagne nazie avait pour but de raviver le patriotisme des Américains afin qu'ils soient aussi fiers aujourd'hui de l'intervention de leur pays en Irak qu'ils l'étaient en 1945 de leur victoire contre le fascisme.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il n'est pas rare que les leaders politiques se laissent convaincre par les procédés discursifs auxquels ils ont recours de manière instrumentale. Une fois déployée, la rhétorique qu'ils utilisent finit donc nécessairement par avoir un impact sur leur comportement ainsi que sur celui de leur audience. Bien qu'il soit difficile de mesurer les effets de l'utilisation de l'analogie allemande par les décideurs américains, il est possible d'en identifier trois conséquences. D'abord, puisque les leçons de l'histoire évoquées par les dirigeants

²²⁵ Ibidem.

²²⁶ En fait, cette perception du rôle des États-Unis dans le monde ne date pas d'hier. Déjà en 1968, Hans Morgenthau identifiait dans « A New Pattern for America » quatre croyances relatives à la politique étrangère américaine : l'Amérique doit être un modèle pour le monde entier, accomplir sa mission providentielle et mener une croisade contre le mal. Enfin, depuis le milieu des années 1960, l'Amérique doit également s'acquitter des responsabilités qui lui reviennent en tant que puissance impériale. Suite à deux conflits mondiaux, puis avec l'avènement de la guerre froide, les États-Unis se sont donc portés à la défense de l'Europe. Aujourd'hui, il semble que ces mêmes croyances soient à l'origine de l'engagement américain au Moyen-Orient. Hans J. Morgenthau, « A New Pattern for America » [en ligne], *Worldview Magazine*, January 1968. http://www.cceia.org/media/v11_i001_a008.pdf (page consultée le 30 mars 2008).

imposent certaines contraintes au niveau du choix des options²²⁷, il est possible d'affirmer que l'analogie allemande ait pu encourager l'adoption de certaines politiques mises en place en Irak par l'administration Bush de même que son entêtement à maintenir une stratégie dont les lacunes sont pourtant rapidement devenues évidentes une fois sur le terrain. De plus, puisque les dirigeants tentent par la rhétorique qu'ils emploient d'imposer leur interprétation de divers événements, le recours à l'analogie allemande a eu pour effet de marginaliser certains individus, que ce soit au sein même du gouvernement ou ailleurs, dont le regard plus critique ne cadrerait pas avec la vision de l'administration en place. Enfin, selon Robert Levingston, le lien clairement établi par plusieurs officiels américains entre la reconstruction de l'Irak et celle de l'Allemagne, qui est par la suite devenu un allié fidèle des États-Unis pendant la guerre froide, permettrait d'expliquer l'incompréhension de Washington face au refus de Berlin de participer à l'intervention qui avait pour but de libérer le peuple irakien de son tyran²²⁸. En effet, du point de vue des Américains, il était inconcevable que les Allemands refusent aux Irakiens l'assistance qu'on leur avait accordée cinquante ans plus tôt.

2.2.3 *L'insurrection irakienne et les Werewolves allemands*

À la fin de l'été 2003, les États-Unis étaient confrontés en Irak à la montée d'une insurrection grandissante, attisée notamment par certaines politiques mises en place par Paul Bremer et son équipe de l'APC à leur arrivée à Bagdad. Puisque la situation sur le terrain se détériorait rapidement, les officiels en poste à Washington ont dû chercher un moyen de rassurer la population américaine quant aux éventuels succès de l'intervention lancée à peine quelques mois plus tôt, et ce malgré les difficultés auxquelles étaient confrontés les soldats américains sur le terrain. Comme

²²⁷ Rappelons ici qu'après avoir comparé une situation actuelle à un événement passé, les dirigeants sont contraints d'adopter un comportement cohérent avec le précédent évoqué. Paul A. Anderson, op.cit., p.740.

²²⁸ Robert Levingston, loc. cit.

il l'avait fait pour justifier l'adoption d'une politique militariste envers le régime de Saddam Hussein, puis pour légitimer l'occupation de l'Irak après la chute du dictateur, plusieurs membres de l'administration Bush ont à nouveau fait appel à l'analogie allemande, cette fois pour expliquer les ennuis éprouvés en sol irakien. Ainsi, le 7 août 2003, Condoleezza Rice faisait la déclaration suivante devant un groupe de journalistes :

There is an understandable tendency to look back on America's experience in post-War Germany and see only the successes. But the road we traveled was very difficult. 1945 through 1947 were especially challenging. The Marshall Plan was actually a response to the failed efforts to rebuild Germany in late '45 and early '46. SS officers—called “werewolves”—attacked coalition forces and engaged in sabotage, much like today's Baathist and Fedayeen remnants²²⁹.

Reprenant presque mot pour mot la même formule, la conseillère à la sécurité nationale établissait à nouveau un lien entre les Werewolves allemands et l'insurrection irakienne quelques jours plus tard lors d'un rassemblement de vétérans américains.

There is an understandable tendency to look back on America's experience in postwar Germany and see only the successes. But as some of you here today surely remember, the road we traveled was very difficult. 1945 through 1947 was an especially challenging period. Germany was not immediately stable or prosperous. SS officers – called Werewolves – engaged in sabotage and attacked both coalition forces and those locals cooperating with them – much like today's Baathist and Fedayeen remnants²³⁰.

Un peu plus tard cette même journée, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, tenait lui aussi ce genre de propos toujours devant le même auditoire.

²²⁹ The White House, *Dr. Condoleezza Rice Discusses Foreign Policy*, loc. cit..

²³⁰ The White House, *National Security Advisor Condoleezza Rice Remarks to Veterans of Foreign Wars*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/08/20030825-1.html> (page consultée le 13 mai 2007).

There are some today who are surprised that there are still pockets of resistance in Iraq, and they suggest that this represents some sort of failure on the part of the Coalition. But this is not the case. Indeed I suspect that some of you in this hall today, especially those who served in Germany during World War II or in the period immediately after the war were not surprised that some Ba'athists have kept on fighting. You will recall that some dead-enders fought on during and after the defeat of the Nazi regime in Germany (...) One group of those dead-enders was known as Werewolves. They and other Nazi regime remnants targeted Allied soldiers, and they targeted Germans who cooperated with Allied Forces. Mayors were assassinated including the American-appointed mayor of Aachen, the first major city to be liberated. Children as young as 10 were used as snipers, radio broadcasts, and leaflets warned Germans not to collaborate with the Allies. They plotted sabotage of factories, power plants, rail lines. They blew up police stations and government buildings, and they destroyed stocks of art and antiques that were stored by the Berlin Museum. Does this sound familiar²³¹?

Bien que cette déclaration ait été contestée par plusieurs experts²³², Donald Rumsfeld évoquait à nouveau en novembre 2003 les difficultés rencontrées par les soldats américains en Allemagne après 1945 au cours d'une entrevue accordée au réseau ABC.

First of all, the Nazi faith did linger. And there were people in Germany who kept trying to kill the Allies, as we were called then, as opposed to the Coalition (...) There were mayors who were cooperating with the Allies that were killed. There were Nazis who escaped and went to South America and other countries. It took years to track them down. Hitler, fortunately, killed himself²³³.

²³¹ U.S. Department of Defense, *Veterans of Foreign Wars*, [en ligne]. <http://defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=513> (page consultée le 13 mai 2007).

²³² Voir à ce sujet Benjamin, Daniel, loc. cit.

²³³ U.S. Department of Defense, *Secretary Rumsfeld Interview on ABC This Week*, [en ligne]. <http://defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=2866> (page consultée le 13 mai 2007).

Ainsi, aux dires de Condoleezza Rice et de Donald Rumsfeld, les Américains auraient été confrontés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à un groupe d'insurgés allemands créé par les Nazis, les Werewolves, dont l'objectif était d'agir comme un élément de résistance face à l'occupation des Alliés. Selon Rumsfeld, l'idée de quitter l'Irak avant d'avoir maté l'insurrection et rétabli l'ordre équivaldrait donc à avoir laissé ces rebelles nazis reprendre le pouvoir en Allemagne après avoir vaincu Adolf Hitler²³⁴. Toutefois, cette analogie entre l'insurrection irakienne et les Werewolves allemands était, selon certains experts, complètement erronée. En effet, plusieurs historiens ont contesté les propos tenus par Donald Rumsfeld et Condoleezza Rice à la fin de l'été 2003, et ce pour diverses raisons. D'abord, selon Robert Levingston, il n'existe aucun cas documenté de soldat américain ayant été assassiné par d'anciens SS amers suite à la défaite du régime nazi²³⁵. En ce qui concerne la mort du maire d'Aachen évoquée par Rumsfeld, il faut noter que celui-ci a été exécuté sous les ordres d'Heinrich Himmler le 25 mars 1945, c'est-à-dire plusieurs semaines avant la capitulation de l'Allemagne le 7 mai de la même année²³⁶. Enfin, en ce qui a trait aux supposées campagnes de sabotage majeures orchestrées par les insurgés allemands, celles-ci n'ont tout simplement pas eu lieu. En réalité, Antony Beevor affirme dans son ouvrage intitulé *The Fall of Berlin*, que les Werewolves se sont avérés être un véritable échec en Allemagne de l'Ouest et que la plupart d'entre eux n'étaient guère plus menaçants qu'une bande d'adolescents en colère²³⁷.

²³⁴ En mars 2006, le secrétaire à la Défense écrivait ceci dans les pages du *Washington Post* : « turning our back on postwar Iraq today would be the modern equivalent of handing postwar Germany back to the Nazis ». Donald Rumsfeld, « What we've gained in three years in Irak », *The Washington Post*, 19 mars 2006, p.B07.

²³⁵ Robert Gérald Levingston, loc. cit.

²³⁶ Daniel Benjamin, loc. cit.

²³⁷ Ibidem.

À Washington, certains anciens officiels ont également remis en question l'utilisation de l'analogie allemande par le secrétaire à la Défense. En effet, au lendemain de la déclaration faite en 2006 par Rumsfeld au sujet des difficultés rencontrées par les Américains en Allemagne, Henry Kissinger déclarait que dans ce pays, l'opposition avait été complètement éliminée et qu'il n'y avait eu par la suite aucun mouvement de résistance significatif²³⁸. De son côté, Zbigniew Brzezinski affirmait que cette comparaison entre l'Allemagne et l'Irak était complètement absurde puisqu'il n'y avait en Allemagne aucune alternative à la présence des Alliés. Selon l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter, pour établir un lien entre les Werewolves allemands et les insurgés irakiens, il fallait soit avoir très peu de connaissances historiques, soit être tout simplement démagogue²³⁹. Ainsi, en rappelant la manière dont les États-Unis étaient venus à bout d'un groupe de résistants nazis qui s'opposaient à l'occupation des Alliés, l'administration Bush cherchait à expliquer les difficultés rencontrées sur le terrain par les soldats Américains tout en conservant l'appui de la population. En effet, puisque la situation en Irak s'était grandement détériorée au cours de l'été 2003, le gouvernement demandait au peuple américain de faire preuve de compréhension en lui rappelant que l'instauration d'un régime démocratique dans un pays ayant connu des années de dictature n'était pas une tâche facile et que cela allait prendre du temps et nécessiter de nombreux sacrifices. De plus, le parallèle dressé entre l'Allemagne et l'Irak créait un lien émotif entre les soldats luttant contre les insurgés irakiens et leurs grands-pères qui s'étaient battus pour un monde libre et démocratique pendant la Seconde Guerre mondiale²⁴⁰. À leurs yeux, la cause pour laquelle ils se battaient et se battent encore aujourd'hui devenait donc aussi noble que celle de leurs aïeux.

²³⁸ CNN, « Rumsfeld's Irak-Germany analogy disputed » [en ligne]. <http://edition.cnn.com/2006/POLITICS/03/19/rumsfeld.nazis/> (page consultée le 4 septembre 2007).

²³⁹ Ibidem.

²⁴⁰ Robert Gérard Levingston, loc. cit.

Comme nous avons pu le constater au cours de cette section, la manière dont l'analogie allemande a été utilisée par les dirigeants américains et le contexte dans lequel ils y ont fait référence suggèrent fortement que ceux-ci y aient eu recours de manière instrumentale. Que ce soit en évoquant la menace hitlérienne, les succès du plan Marshall ou encore la résistance offerte par les Werewolves, nous avons vu que dans la plupart des cas, comparer la situation de l'Irak à celle de l'Allemagne s'avérait peu pertinent et relevait plutôt de la démagogie. En effet, comme le mentionne Yuen Foong Khong dans *Analogies at War*, la superficialité des similitudes entre les diverses situations évoquées par les dirigeants est souvent signe que l'analogie mise de l'avant n'est utilisée qu'à des fins persuasives. Ainsi, bien que nous ayons démontré dans la première partie de notre mémoire que le modèle allemand ait eu un impact sur le processus décisionnel de certains dirigeants américains au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de reconstruction de l'Irak, nous sommes également d'avis que celui-ci a été utilisé de manière instrumentale par plusieurs d'entre eux. Pour reprendre les propos de Thomas Ricks, l'analogie allemande a effectivement été une excuse mise de l'avant par l'administration Bush pour justifier sa stratégie en Irak²⁴¹. Toutefois, cela ne signifie en aucun cas que cette référence historique, une fois déployée, n'ait eu aucune conséquence. Encore une fois, nous pouvons reprendre les propos du Sénateur républicain Chuck Hagel selon qui le recours au modèle allemand a eu pour effet de contribuer à l'illusion de progrès en Irak²⁴². En créant une telle illusion, puis en faisant constamment référence à une époque glorieuse des États-Unis, l'administration Bush a donc réussi à circonscrire les débats et à marginaliser les critiques au sein du gouvernement comme à l'extérieur.

²⁴¹ Frontline, « Extended Interviews – Thomas Ricks », loc. cit.

²⁴² Michael Hirsh, loc. cit.

CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif principal d'étudier l'utilisation de l'analogie allemande par les dirigeants américains dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre des politiques de reconstruction de l'Irak. Ainsi, à l'aide de notre cadre d'analyse alliant les approches cognitive et politique, nous avons analysé divers documents traitant de l'après-guerre produits par le gouvernement américain de même que par divers *think tanks* et centres de recherche universitaires ainsi que les discours et réflexions personnelles de plusieurs décideurs dans le but d'identifier les circonstances et la manière dont ceux-ci ont eu recours à cette référence historique. Suite à cet examen, nous sommes en mesure de valider notre hypothèse selon laquelle les membres de l'administration Bush ont utilisé le modèle allemand à la fois comme instrument d'analyse de la situation irakienne et comme outil de persuasion dans le but de rallier les différents acteurs politiques et la population américaine autour des politiques présidentielles.

Dans un premier temps, nous avons constaté au cours de nos recherches que l'analogie allemande avait été évoquée par plusieurs groupes d'experts dans leur rapport portant sur l'élaboration des politiques de reconstruction de l'Irak. En effet, que ce soit dans le cadre du *Future of Iraq Project* ou de l'étude publiée par le USAWC, certains auteurs ont utilisé à plusieurs reprises les politiques mises en place par les Alliés en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour justifier leurs recommandations. Ainsi, ils ont suggéré l'établissement d'un tribunal inspiré du procès de Nuremberg pour juger Saddam Hussein et ses acolytes et prôné la mise en œuvre d'une politique de débaathification de la société irakienne fondée sur la dénazification de la société allemande. Nous avons par la suite démontré qu'au cours de la préparation des opérations de reconstruction de l'Irak, plusieurs membres de l'administration Bush ont embrassé la vision néoconservatrice de l'occupation selon laquelle la démocratisation de ce pays allait changer la face du monde arabe

comme la démocratisation de l'Allemagne nazie avait changé celle de l'Europe centrale. Parmi tous les officiels ayant été impliqués dans la prise de décision concernant l'Irak, Paul Bremer a sans doute été le plus influencé par cette idée. En effet, plusieurs de nos sources ont corroboré le fait qu'il croyait pouvoir reproduire en Irak l'exploit accompli par ses prédécesseurs en Allemagne.

Dans la première section de notre mémoire, nous avons également questionné le choix de l'analogie allemande par les dirigeants américains pour en arriver à la conclusion que d'autres modèles mieux adaptés à la situation irakienne auraient pu être utilisés par l'administration Bush. D'abord, nous avons exposé les nombreuses différences qui existaient entre l'Allemagne de 1945 et l'Irak de 2003 pour ensuite suggérer certaines alternatives à l'analogie allemande, notamment les cas de la Bosnie et du Kosovo de même que celui de l'intervention britannique en Mésopotamie au lendemain de la Première Guerre mondiale. En suivant ce que Michael Hirsh qualifie de « protocole allemand », Paul Bremer et son équipe ont mis en place deux politiques faisant partie des trois erreurs monumentales commises par les Américains en Irak identifiées par Jay Garner. En effet, nos recherches ont démontré que la débaathification entreprise par Bremer dès les premiers jours de son mandat à la tête de l'APC avait été fortement inspirée de la dénazification de l'Allemagne après 1945 et que l'application de cette politique avait contribué à aggraver l'insurrection qui s'est amorcée peu de temps après la chute du régime de Saddam Hussein. Enfin, comme ils l'avaient fait en Allemagne après la capitulation du régime nazi, les Américains ont voulu consolider en premier lieu les instances gouvernementales locales, ce qui les a menés à ignorer la demande formulée par les leaders chiites qui réclamaient la tenue d'élections nationales. De plus, les tergiversations de l'APC en ce qui a trait au transfert de souveraineté ont causé le mécontentement de nombreux Irakiens au cours de l'été 2003. Enfin, comme nous l'avons mentionné en introduction, le fait d'avoir confié la responsabilité de rebâtir l'Irak aux officiels du Pentagone, à l'image de ce qui avait été fait dans l'Allemagne

d'après-guerre, a engendré plusieurs problèmes d'ordre logistique, notamment en ce qui concerne la distribution de l'aide humanitaire. En effet, les différentes ONG présentes en Irak se sont montrées plutôt réticentes à collaborer avec le département de la Défense américain puisqu'elles craignaient d'être associées aux militaires sur le terrain. Ainsi, nous avons constaté que le fait de s'être inspiré du modèle allemand pour mettre en place les politiques de reconstruction en Irak a fait commettre à l'administration Bush plusieurs erreurs dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Bien qu'une majorité d'Irakiens ait au départ accueilli favorablement l'idée du renversement de Saddam Hussein, leur gratitude envers les États-Unis s'est estompée à chaque faux pas faisant perdre le peu de légitimité dont disposait la « coalition des volontaires ».

Dans la seconde partie de notre mémoire, nous avons utilisé l'approche politique afin d'analyser la manière dont les dirigeants américains ont instrumentalisé l'analogie allemande afin de légitimer la mise en place de leurs politiques en Irak. Dans un premier temps, nous avons vu comment l'administration Bush a mis de l'avant la comparaison entre Saddam Hussein et Adolf Hitler afin de rappeler au peuple américain les dangers d'adopter une politique d'apaisement à l'endroit d'un ennemi ayant déjà fait la démonstration de ses velléités belliqueuses. Avant même le lancement de l'intervention en mars 2003, alors que l'argument principal du gouvernement américain était toujours la présence présumée d'armes de destruction massive en sol irakien, plusieurs officiels, tant à Bagdad qu'à Washington, comparaient l'engagement des États-Unis en Irak avec le plan Marshall, qui avait permis de financer la reconstruction de l'Europe après 1945. Bien qu'en termes purement économiques, les sommes investies par les Américains pendant la première année de l'occupation en Irak étaient comparables à celles octroyées aux pays se relevant péniblement de la Deuxième Guerre mondiale, Paul Bremer et son équipe de l'APC ont fait preuve d'un amateurisme consternant dans la gestion de ce budget, ce qui rend boiteuse toute comparaison entre celui-ci et le plan Marshall. Enfin, certains

membres de l'administration Bush ont également comparé l'insurrection irakienne qui s'est amorcée au cours de l'été 2003 aux Werewolves allemands, un groupe de résistance nazi créé par les SS dans le but de s'opposer à l'occupation des Alliés. Toutefois, nous avons vu que cette analogie ayant pour but de rassurer la population américaine quant aux chances de succès des opérations en Irak était historiquement inexacte, ce qui semble confirmer le fait qu'elle ait été utilisée à des fins strictement de propagande.

Qu'elle ait été employée comme un instrument d'analyse ou comme un simple outil de persuasion, il nous semble désormais évident que l'analogie allemande a bel et bien eu un impact sur les politiques de reconstruction mises en œuvre par l'administration Bush en Irak. En effet, l'approche politique nous enseigne qu'une fois déployée, la rhétorique utilisée par les décideurs pour légitimer leurs actions modifie en bout de ligne leur comportement puisque celui-ci doit être cohérent avec les discours prononcés. De plus, si les analogies historiques peuvent modifier les préférences politiques des différents auditoires devant lesquels elles sont utilisées, elles peuvent également modifier celles des décideurs qui finissent au bout d'un certain temps par adhérer à leurs propres arguments. En faisant appel à l'identité nationale du peuple américain et en lui rappelant certains grands moments de son histoire, l'utilisation de l'analogie allemande a aussi eu pour effet de rendre illégitimes les critiques adressées à l'administration Bush concernant sa stratégie en Irak. Enfin, puisque le langage peut engendrer la réalité qu'il décrit, celui-ci crée un certain consensus au sein duquel ont lieu les débats politiques. En posant des œillères aux participants de ce débat, la rhétorique utilisée par les décideurs limite donc le cadre à l'intérieur duquel les discussions ont lieu, ce qui réduit l'éventail des alternatives envisageables. En résumé, le recours à l'analogie allemande comme outil de persuasion a eu des effets néfastes sur le processus décisionnel de l'administration Bush puisqu'elle l'a en quelque sorte obligée à maintenir une ligne de conduite dont les effets négatifs s'étaient pourtant rapidement fait sentir sur le terrain. De plus, les

opposants à l'intervention ont dès le départ été marginalisés au sein du gouvernement de même qu'à l'extérieur étant donné le caractère très patriotique du discours utilisé par les officiels pour justifier l'adoption de certaines politiques. Suite aux recherches que nous avons effectuées, il est désormais possible de conclure que l'utilisation de l'analogie allemande était une erreur qui a engendré plusieurs faux pas dans la mise en œuvre du plan de reconstruction américain en Irak.

Cette conclusion nous permet-elle d'affirmer que le recours aux analogies historiques par les leaders politiques ne peut avoir que des conséquences négatives? Comme nous l'avons déjà mentionné, plusieurs auteurs semblent dire que les dirigeants, qu'ils soient américains ou autres, ne sont habituellement pas en mesure de tirer profit des leçons que nous enseigne l'histoire. Malgré les exceptions mentionnées par Drazen Pehar dans la première partie de ce mémoire, notre étude de cas vient confirmer la thèse selon laquelle les analogies historiques sont en fait un raccourci cognitif utilisé par les décideurs qui n'ont pas toujours le temps ou la volonté, pour ne pas dire la capacité, de procéder à un examen exhaustif de tous les problèmes qu'ils rencontrent. De plus, la seconde partie de notre mémoire a démontré que même une utilisation instrumentale de ce procédé discursif pouvait en bout de ligne avoir un effet négatif sur le processus décisionnel des officiels américains. Bien sûr, l'utilisation de l'analogie allemande n'explique pas à elle seule l'échec des Américains en Irak, mais nous avons somme toute démontré qu'elle était en partie responsable de certaines des erreurs stratégiques commises sur le terrain.

Étudier le processus décisionnel de l'administration Bush s'avère pour le moment une tâche plutôt complexe étant donné notre manque de recul par rapport à cette équipe présidentielle toujours en poste. Bien qu'il existe à l'heure actuelle une documentation impressionnante sur l'intervention américaine en Irak, l'accès à des sources de première main demeure encore très restreint, ce qui a malheureusement limité notre capacité d'analyse du rôle de certains acteurs étant donné le manque

d'information concernant leurs prises de position dans ce dossier. Enfin, comme il est toujours impossible de se glisser dans la peau des leaders politiques, nous avons dû baser notre analyse sur les comptes-rendus de journalistes, d'experts ou de certains dirigeants dont les différentes versions étaient parfois contradictoires. Toutefois, étant donné la quantité d'écrits sur la question irakienne, il a été possible de croiser toutes ces sources afin d'en arriver à une interprétation que nous espérons la plus proche possible de la réalité.

La question qui nous a inspiré ce mémoire était à la base toute simple : comment expliquer l'échec américain en Irak? La réponse à cette question s'est toutefois avérée extrêmement complexe. Tout au long de nos recherches, nous avons lu plusieurs critiques de la stratégie américaine en Irak, mais l'optimisme dont fait toujours preuve l'administration Bush concernant la situation sur le terrain n'a cessé de nous dérouter. En effet, depuis le début de l'intervention jusqu'à aujourd'hui, jamais le président et son équipe n'ont semblé douter de leurs chances de succès²⁴³. Encore une fois, l'analogie allemande y est peut-être pour quelque chose. Dans son récent ouvrage intitulé *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, Douglas Feith affirme que jamais il ne s'est questionné sur la possibilité de mettre en place des institutions démocratiques dans un pays arabe ou musulman. À cela, il ajoute : « Consider what someone with a so-called realist outlook might have said in 1946, about the idea that Germany and Japan, with their autocratic politics and militaristic cultures, could become within a few decades

²⁴³ « Five years into this battle, there is an understandable debate over whether the war was worth fighting, whether the fight is worth winning, and whether we can win it,” he said. “The answers are clear to me. Removing Saddam Hussein from power was the right decision, and this is a fight that America can and must win ». George W. Bush cité dans Steven Lee Myers, « Bush Defends Iraq War in Speech », *The New York Times* [en ligne], 20 mars 2008. <http://www.nytimes.com/2008/03/20/world/middleeast/20prexy.html?n=Top/Reference/Times%20Topics/People/C/Cheney,%20Dick> (page consultée le 1er mai 2008).

democratic, stable, and largely pacifistic²⁴⁴ ». Dans le même ordre d'idées, le candidat républicain aux prochaines élections présidentielles, le sénateur John McCain se défendait de vouloir maintenir les troupes américaines en Irak pendant encore 100 ans en mentionnant que les États-Unis disposaient encore à l'heure actuelle de bases militaires en Allemagne, au Japon de même qu'en Corée du Sud. Ainsi, cinq ans après le lancement de l'intervention, certains Américains semblent toujours considérer le modèle allemand comme une justification appropriée pour la mise en place de certaines politiques en Irak.

Malgré l'optimisme désarmant de George W. Bush et de son équipe, les critiques envers sa stratégie en Irak se font, à Washington comme ailleurs dans le monde, de plus en plus nombreuses. Récemment, sous la pression du gouvernement irakien, le président acceptait d'amorcer les négociations concernant un échéancier de retrait des troupes, demande formulée depuis un certain temps déjà par la majorité démocrate au Congrès²⁴⁵. Toutefois, le dossier irakien ne sera pas réglé d'ici la fin de l'année 2008 et deviendra donc la responsabilité du 44^e président des États-Unis. Au cours de ce mémoire, nous avons mis en évidence les nombreuses failles de l'occupation américaine en Irak. Il est par contre encore trop tôt pour juger de la réussite ou de l'échec de l'ensemble de cette opération. À l'heure actuelle, bien que les progrès accomplis demeurent extrêmement précaires, plusieurs experts sont d'avis que l'augmentation des troupes de janvier dernier semble produire les résultats escomptés²⁴⁶. Si la situation venait à s'améliorer considérablement, il n'en reste pas

²⁴⁴ Douglas Feith, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper-Collins, 2008, p.236.

²⁴⁵ Campbell Robertson et Riyadh Mohammed, « Maliki Pushes for Troop Withdrawal Date », *The New York Times* [en ligne], 26 août 2008.
http://www.nytimes.com/2008/08/26/world/middleeast/26iraq.html?_r=1&oref=slogin (page consultée le 7 septembre 2008).

²⁴⁶ « Against the odds, the U.S. military surge contributed to a significant reduction in violence. Its achievements should not be understated. But in the absence of the fundamental political changes in

moins que l'utilisation de l'analogie allemande par l'administration Bush constituait une erreur dont les conséquences néfastes ont été démontrées tout au long de ce travail.

Iraq the surge was meant to facilitate, its successes will remain insufficient, fragile and reversible ». International Crisis Group, *Iraq after the Surge*, [en ligne]. <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=5415&l=1> (page consultée le 1^{er} mai 2008).

BIBLIOGRAPHIE

Monographies :

ALLAWI, Ali A., *The Occupation of Iraq: Winning the War, Losing the Peace*, New Haven, Yale University Press, 2007.

BAKER, James A. et Lee H. Hamilton (dir.), *The Iraq Study Group Report : the Way Forward – a New Approach*, New York, Vintage Books, 2006.

BOYD HINDS, Lynn et Theodore Otto Windt, *The Cold War as Rhetoric: the Beginnings 1945-1950*, New York, Praeger, 1991.

BREMER, L. Paul, *My Year in Iraq : the Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Simon & Schuster, 2006.

CARR, Edward Hallett, *What is History?*, New York, Vintage Books, 1967.

COULON, Jocelyn, *L'agression : les États-Unis, l'Irak et le monde*, Outremont, Athéna, 2004.

DAALDER, Ivo H. et James M. Lindsay, *America Unbound: the Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, Wiley, 2005.

DALLEK, Robert, *The American Style of Foreign Policy: Cultural Politics and Foreign Affairs*, New York, Alfred A. Knopf, 1983.

DAVID, Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

DAVID, Charles-Philippe, Karine Prémont et Julien Turreille, *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Sillery, Septentrion, 2008.

DIAMOND, Larry, *Squandered Victory: the American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy to Iraq*, New York, Times Books, 2005.

DOBBINS, James (dir.), *America's Role In Nation-Building*, Santa Monica, RAND, 2003.

EBAN, Abba Solomon, *Diplomacy for the next century*, New Haven, Yale University Press, 1998.

- FEITH, Douglas, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper-Collins, 2008.
- GALBRAITH, Peter W., *The End of Iraq : How American Incompetence Created a War Without End*, New York, Simon & Schuster, 2006.
- GREENSTEIN, Fred I., *The George W. Bush Presidency : an Early Assessment*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2003.
- GORDON, Michael R., *Cobra 2 : The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New York, Pantheon Books, 2006.
- HEMMER, Christopher, *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987*, Albany, State University of New York Press, 2000.
- HOFFMANN, Stanley, *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968.
- HOFFMAN, Stanley et Frédéric Bozo, *Gulliver unbound : America's imperial temptation and the war in Iraq*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2004.
- HUNT, Michael, *Ideology and US Foreign Policy*, New Haven, Yale University Press, 1987.
- JACKSON, Richard, *Writing the War on Terrorism : Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester, Manchester University Press, 2005.
- JERVIS, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.
- KAROUI, Hichem, *L'après-Saddam en Irak : les plans, les hommes et les problèmes*, Paris, Harmattan, 2005.
- KHONG, Yuen Foong, *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*, Princeton, Princeton University Press, 1992.
- KISSINGER, Henry, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster, 1994.
- MAY, Ernest R., *Lessons" of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1973.
- NEUSTADT, Richard E. et Ernest R. May, *Thinking in Time: the Uses of History for*

- Decision-Makers*, New York, Free Press, 1986.
- PACKER, George, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005.
- PHILLIPS, David L., *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Westview Press, 2005.
- RECORD, Jeffrey, *Making War, Thinking History: Munich, Vietnam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*, Annapolis, Naval Institute Press, 2002.
- RICKS, Thomas E., *Fiasco : the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006.
- ROSENBERG, Emily, *A Date Which Will Live*, Durham, Duke University Press, 2003.
- SNYDER, Jack, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.
- TENET, George, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, London, HarperPress, 2007.
- WALTZ, Kenneth, *Theory of international politics*, Reading, Addison-Wesley Pub. Co., 1979.
- WOODWARD, Bob, *Plan d'attaque*, Paris, Denoël, 2004.
- _____, *State of Denial*, New York, Simon & Schuster, 2006.
- ZENDERLAND, Leila, *Recycling the Past: Popular Uses of American History*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1978.

Chapitres de livres :

- COSTIGLIOLA, Frank, « Reading for Meaning : Theory, Language, and Metaphor », dans Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. pp.279-303.
- DAVID, Charles-Philippe, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, « Le cadre culturel : le style national ». In *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs et formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp.42-70.

IMMERMAN, Richard, « Psychology », dans Michael Hogan et Thomas Petterson (dir.), *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, pp.151-164.

LÉGARÉ-TREMBLAY, Jean-Frédéric, « Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush », dans Charles-Philippe David et Julien Toureille (dir.), *Le conservatisme américain*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2007, pp.103-128.

Articles de périodiques :

ANDERSON, Paul A., « Justifications and Precedents as Constraints in Foreign Policy Decision-Making », *American Journal of Political Science*, vol.25, no4 (novembre 1981), pp.738-761.

BENJAMIN, Daniel, « Condi's Phony History: Sorry, Dr. Rice, Postwar Germany Was Nothing Like Iraq », *Slate* [en ligne], 29 août 2003. <http://www.slate.com/id/2087768/> (page consultée le 4 septembre 2007).

DAWISHA, Adeed I. et Karen Dawisha, « How to Build a Democratic Iraq », *Foreign Affairs*, vol.82, no3 (mai-juin 2003), pp.36-51.

DIAMOND, Larry, « What Went Wrong in Iraq », *Foreign Affairs*, vol.83, no5 (septembre-octobre 2004), p. 34-57.

FALLOWS, James, « Blind into Baghdad », *The Atlantic Monthly*, vol.293, no1, janvier/février 2004, pp.52-74.

_____, « The Fifty-first State ? », *The Atlantic Monthly*, vol.290, no4 (novembre 2002), pp.53-64.

FEARON, James D., « Iraq's Civil War », *Foreign Affairs*, vol.86, no2 (mars-avril 2007), pp.2-7.

FLOCKHART, Trine, « Similar and Yet So Different: The Socialization of Democratic Norms in Post-War Germany and Present Day Iraq », *International Politics*, vol.43, no5 (2006), pp.596-619.

GOLDGEIER, James M. et Derek H. Chollet, « The Truman Standard », *The American Interest*, vol.1, no4 (été 2006), p.107-112.

- KAHNEMAN, Daniel et Amos Tversky, « Availability : A Heuristic for Judging Frequency and Probability », *Cognitive Psychology*, vol.5, no2 (1973), pp.207-232.
- KAPLAN, Fred, « Iraq's Not Germany », *Slate* [en ligne], 17 octobre 2003.
<http://www.slate.com/id/2089987/#Correct> (page consultée le 5 septembre 2007).
- MEIERHENRICH, Jens, « Analogies at War », *Journal of Conflict and Security Law*, vol. 11, no1 (2006), pp.1-40.
- MEYER, Jane, « The Manipulator », *The New Yorker* [en ligne], 7 juin 2004.
http://www.newyorker.com/archive/2004/06/07/040607fa_fact1 (page consultée le 22 septembre 2007).
- MORGENTHAU, Hans J., « A New Pattern for America » [en ligne], *Worldview Magazine*, January 1968. http://www.cceia.org/media/v11_i001_a008.pdf (page consultée le 30 mars 2008).
- PEHAR, Drazen, « Historical Rhetoric and Diplomacy: An Uneasy Cohabitation », *Language and Diplomacy*, Malta, DiploProjects, 2001, pp.117-138.
- _____, « Reading Eban on historical analogies », *Journal of Diplomatic Language* [en ligne]. <http://www.jdlonline.org/IIIPehar.html> (page consultée le 4 septembre 2007).
- PARIS, Romain, « Kosovo and the Metaphor War », *Political Science Quarterly*, vol.117, no3 (2002), pp.423-450.
- PEI, Minxin, « Lessons of the Past », *Foreign Policy*, no137, (juillet-août 2003), pp. 52-55.
- RECORD, Jeffrey et Dominique David, « Munich, le Vietnam et l'Irak : du bon (ou du mauvais) usage de l'histoire », *Politique étrangère*, vol.70, no 3 (automne 2005), pp.599-611.
- RIEFF, David, « Blueprint for a Mess », *New York Times Magazine*, 2 novembre 2003, p.58.
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., « Review », *The Journal of American History*, vol.61, no2 (septembre 1974), p.443-444.
- TRIPP, Charles, « Leçons d'une histoire coloniale oubliée », *Le Monde diplomatique*, no 586 (janvier 2003), pp.14-15.

TUCHMAN MATHEWS, Jessica, « Now for the Hard Part », *Foreign Policy*, no137 (juillet-août 2003), p. 51.

ZASHIN, Elliot et Philip Chapman, « The Uses of Metaphor and Analogy : Toward a Renewal of Political Language », *Journal of Politics*, vol.36, 1974, pp.290-326.

Articles de quotidiens :

BAXTER, Sarah, « Vietnam historians give Bush reason to stay in Iraq », *The Sunday Times* [en ligne], 26 août 2007.
<http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/iraq/article2327806.ece> (page consultée le 16 septembre 2007).

BIDEN, Joseph R. et Leslie H. Gelb, «Unity Through Autonomy in Iraq », *The New York Times* [en ligne], 1^{er} mai 2006.
<http://www.nytimes.com/2006/05/01/opinion/01biden.html> (page consultée le 10 février 2007).

CLOUD, David S., « Rumsfeld Says War Critics Haven't Learn Lessons of History », *The New York Times* [en ligne], 30 août 2006.
<http://www.nytimes.com/2006/08/30/washington/30rumsfeld.html> (page consultée le 23 mars 2008).

DYER, Gwynne, « Laying on that Old Munich Smear », *Toronto Star*, 2 septembre 2002, p.A13.

HIRSH, Michael, « Endgame: How Will We Know When We Can Finally Leave? », *The Washington Post*, 26 septembre 2004, p.B1.

LINS DE ALBUQUERQUE, Adriana et Alicia Cheng, « A Year in Iraq », *The New York Times* [en ligne], 6 janvier 2008.
http://www.nytimes.com/2008/01/06/opinion/06chart.html?_r=1&scp=7&sq=iraq+surge&st=nyt&oref=slogin (page consultée le 20 février 2008).

MYERS, Steven Lee, « Bush Defends Iraq War in Speech », *The New York Times* [en ligne], 20 mars 2008.
<http://www.nytimes.com/2008/03/20/world/middleeast/20prexy.html?n=Top/Reference/Times%20Topics/People/C/Cheney,%20Dick> (page consultée le 1er mai 2008).

SCARBOROUGH, Roman, « U.S Rushed Post-Saddam Planning », *Washington Times*, 3 septembre 2003, p.A1.

SCOTT TYSON, Ann, « Rumsfeld Assails Critics of War Policy », *The Washington Post*, 30 août 2006, p. A06.

« Rhetoric Starts Here », *The Washington Post*, 3 novembre 2002, p.B04.

ROBERTSON, Campbell et Riyadh Mohammed, « Maliki Pushes for Troop Withdrawal Date », *The New York Times* [en ligne], 26 août 2008. http://www.nytimes.com/2008/08/26/world/middleeast/26iraq.html?_r=1&oref=slogin (page consultée le 7 septembre 2008).

RUMSFELD, Donald, « What we've gained in three years in Irak », *The Washington Post*, 19 mars 2006, p.B07.

WEINBERG, Gerhard, « No Road From Munich to Iraq », *The Washington Post*, 3 novembre 2002, p.B04.

Discours officiels :

OFFICE OF THE UNDER SECRETARY OF DEFENSE FOR POLICY, *Statement by Douglas J. Feith, Under Secretary of Defense for Policy* [en ligne]. http://www.defenselink.mil/policy/sections/public_statements/speeches/archive/former_usdp/feith/2003/february_11_03.html (page consultée le 4 septembre 2007).

U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, *Address at the 88th Annual American Legion National Convention* [en ligne]. <http://www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=1033> (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *Secretary Rumsfeld Interview on ABC This Week*, [en ligne]. <http://defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=2866> (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *Secretary Rumsfeld Remarks at National Press Club Luncheon*, [en ligne]. <http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=3151> (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *Veterans of Foreign Wars* [en ligne]. <http://defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=513> (page consultée le 13 mai 2007).

THE WHITE HOUSE, *Dr. Condoleezza Rice Discusses Foreign Policy* [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/08/20030807-1.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *National Security Advisor Condoleezza Rice Interview with ZDF German
 Television* [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/07/20030731-7.html> (page
 consultée le 4 septembre 2007).

_____, *National Security Advisor Condoleezza Rice Remarks to Veterans of Foreign
 Wars* [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/08/20030825-1.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *President Addresses the Nation* [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/09/20030907-1.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *President Addresses the Nation in Prime Time Press Conference*, [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/04/20040413-20.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *President Bush Attends Veterans of Foreign Wars National Convention,
 Discusses War on Terror* [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2007/08/20070822-3.html> (page
 consultée le 16 septembre 2007).

_____, *President Discusses the Future of Iraq*, [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/02/20030226-11.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *President Delivers "State of the Union"*, [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/01/20030128-19.html> (page
 consultée le 13 mai 2007).

_____, *President Reiterates Call for Fairness in Judicial Confirmation Process* [en
 ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/11/20031113-1.html> (page
 consultée le 4 septembre 2007).

_____, *President's Remarks at the 2004 Republican National Convention* [en ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/09/20040902-2.html> (page
 consultée le 4 septembre 2007).

_____, *President Says Saddam Hussein Must Leave Iraq Within 40 Hours*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/03/20030317-7.html> (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *Vice President's Remarks at a Rally for the Troops at Offutt Air Force Base*, [en ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/08/20060829-4.html> (page consultée le 13 mai 2007).

Documents officiels :

COALITION PROVISIONAL AUTHORITY, *Coalition Provisional Authority Order Number 1* [en ligne]. http://www.APC-Iraq.org/regulations/20030516_APCORD_1_De-Ba_athification_of_Iraqi_Society_.pdf (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *An Historic Review of CPA Accomplishments* [en ligne]. http://www.cpa-iraq.org/pressreleases/20040628_historic_review_cpa.doc (page consultée le 4 septembre 2007).

_____, *The November 15 Agreement: Timeline For a Sovereign, Democratic and Secure Irak* [en ligne]. <http://www.APC-Irak.org/government/AgreementNov15.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *U.S. Occupation Assistance : Iraq, Germany and Japan Compared*, Washington, The Library of Congress, 2006.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, *Résolution 1483* [en ligne]. [http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/RES/1483%20\(2003\)&Lang=F&Area=UNDOC](http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/RES/1483%20(2003)&Lang=F&Area=UNDOC) (page consultée le 4 septembre 2007).

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, *Résolution 1500* [en ligne]. [http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=S/RES/1500%20\(2003\)&Lang=F&Area=UNDOC](http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=S/RES/1500%20(2003)&Lang=F&Area=UNDOC) (page consultée le 4 septembre 2007).

CNN, « Rumsfeld's Irak-Germany analogy disputed » [en ligne]. <http://edition.cnn.com/2006/POLITICS/03/19/rumsfeld.nazis/> (page consultée le 4 septembre 2007).

LIBRARY OF CONGRESS, *Iraq Liberation Act of 1998*, [en ligne]. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c105:H.R.4655.ENR>: (page consultée le 4 septembre 2007).

THE NATIONAL SECURITY ARCHIVES, *New State Department Releases on the "Future*

of *Irak" Project* [en ligne].
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/index.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

_____, *Overview* [en ligne].
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Overview.pdf>
 (page consultée le 4 septembre 2007), p.11.

_____, *The Transition to Democracy in Iraq* [en ligne].
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Democratic%20Principles.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

_____, *Transparency and Anti-Corruption Measures* [en ligne].
<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Transparency.pdf>
 f (page consultée le 4 septembre 2007).

Documents électroniques :

ABC NEWS, « Interview with Andrew Natsios, Administrator for the US Agency for International Development », *Nightline*, [en ligne].
<http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/iraq/koppel.htm> (page consultée le 26 mars 2008).

CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES, *A Wiser Peace: An Action Strategy For a Post-Conflict Irak* [en ligne].
<http://www.Irakwatch.org/perspectives/csis-wiserpeace-012103.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS, *Remarks by Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld* [en ligne]. <http://www.cfr.org/publication.html?id=5998> (page consultée le 4 septembre 2007).

DAALDER, Ivo H., *Coping with Failure in Iraq* [en ligne].
http://www.brookings.edu/articles/2007/0616iraq_daalder.aspx (page consultée le 1er mai 2008).

DIPLO FOUNDATION, *Analogy in Diplomacy and Politics* [en ligne].
<http://www.diplomacy.edu/Language/Analogies/default.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

FRONTLINE, « Extended Interviews – James Dobbins », *The Lost Year in Iraq* [en ligne].

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/dobbins.html>
(page consultée le 22 octobre 2007).

_____, « Extended Interviews – Paul Bremer », *The Lost Year In Iraq* [en ligne].
<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yearinIraq/interviews/bremer.html>
(page consultée le 4 septembre 2007).

_____, « Extended Interviews – Thomas Ricks », *The Lost Year in Iraq* [en ligne].
<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/ricks.html> (page
consultée le 22 octobre 2007).

_____, « The Mind of Hussein », *The Long Road to War* [en ligne].
<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/longroad/etc/mind.html> (page
consultée le 25 mars 2008).

GLOBAL SECURITY, *Appropriations Committee Supplemental Hearing: Statement of
Ambassador Paul Bremer*, [en ligne].
[http://www.globalsecurity.org/military/library/congress/2003_hr/03-09-
22bremer.htm](http://www.globalsecurity.org/military/library/congress/2003_hr/03-09-22bremer.htm) (page consultée le 13 mai 2007).

_____, *Bremer Describes a 7-Step Process of Political Evolution in Iraq* [en ligne].
[http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2003/09/iraq-030908-
usia03.htm](http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2003/09/iraq-030908-usia03.htm) (page consultée le 22 septembre 2007).

_____, *Iraq – US Ground Forces End Strenght* [en ligne].
http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_es.htm (page consultée le
22 octobre 2007).

HERITAGE FOUNDATION, *Forging a Durable Post-War Political Settlement in Irak* [en
ligne]. http://www.heritage.org/Research/Irak/upload/37587_1.pdf (page
consultée le 4 septembre 2007).

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Iraq after the Surge*, [en ligne].
<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=5415&l=1> (page consultée le 1^{er}
mai 2008).

_____, *Iraq's Civil War, the Sadrists and the Surge* [en ligne].
[http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle_east__north_africa/iraq_ir
an_gulf/72_iraq_s_civil_war_the_sadrists_and_the_surge.pdf](http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle_east__north_africa/iraq_iran_gulf/72_iraq_s_civil_war_the_sadrists_and_the_surge.pdf) (page consultée le
20 février 2008).

IRAQ WATCH, « Statement of Douglas J. Feith, Undersecretary of Defense », *The
Future of Iraq, Hearing of the Senate Foreign Relations Committee*, [en ligne].

<http://www.iraqwatch.org/government/US/HearingsPreparedstatements/sfrc-021103.htm> (page consultée le 7 janvier 2008).

LEVINGSTON, Robert Gerald, *Does Iraq 2004 Resemble Germany 1946?* [en ligne].
<http://www.aicgs.org/analysis/c/livingston011004.aspx> (page consultée le 4 septembre 2007).

MERCATUS CENTER, « The Bush Administration's Strategy in Iraq: Remarks by Paul Wolfowitz », *America's Role as Nation-Builder: Lessons Learned and Applied to Iraq* [en ligne].
http://www.mercatus.org/repository/docLib/MC_GPI_Iraqtranscript3_031104.pdf
 (page consultée le 13 mai 2007).

MCINTIRE PETERS, Katherine, « Blind Ambition », *Government Executive* [en ligne].
<http://www.govexec.com/features/0704-01/0704-01s3.htm> (page consultée le 7 mai 2007).

U.S. ARMY WAR COLLEGE, *Reconstructing Irak : Insights, Challenges, and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario* [en ligne].
<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB182.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

WASHINGTON INSTITUTE FOR NEAR EAST POLICY, *Winning the Peace in the Middle East - A Bipartisan Blueprint for Postwar U.S. Policy* [en ligne].
<http://www.washingtoninstitute.org/html/pdf/WinningthePeace.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).